

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES BANQUES LORRAINES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 21 janvier 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Philippe JACQUEMARD

Président : M. CAUWÈS.
 Suffragants : } MM. JAY, } professeurs.
 } HITIER, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1941



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
BANQUES LORRAINES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 21 janvier 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Philippe JACQUEMARD



Président : M. CAUWÈS.

Suffragants : { MM. JAY, HITIER, } professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux.

- Cauwès.** — Cours d'économie politique. 3^e édit., 1893.
Conant. — Monnaie et banque. Traduction R. G. Lévy, 2^e vol., 1908.
Courcelle-Seneuil. — Les opérations de banque. 10^e édit., 1909.
Despréaux. — Les banques françaises. Paris, 1910.
Domergue. — La question des établissements de crédit. Paris, 1910.
Gréau. — Le fer en Lorraine. Nancy, 1903.
— Le sel en Lorraine. Nancy, 1903.
Huret. — En Allemagne : Rhin et Westphalie.
Jeidels. — Les banques allemandes et l'industrie (en allemand), Leipzig, 1903.
Sayous. — Les banques de dépôt, les banques de crédit et les sociétés financières. Paris, 1901.
Zumm. — Le développement des banques en Alsace-Lorraine (en allemand). Iéna, 1891.

II. — Thèses.

- Baréty.** — L'évolution de la banque locale en France et en Allemagne. Paris, 1908.
Demon. — Les dépôts dans les établissements de crédit et leur emploi. Paris, 1910.
Depitre. — Le mouvement de concentration dans les banques allemandes. Paris, 1905.
Fröbert. — L'orientation des banques de dépôt en France, en Allemagne et en Angleterre. Paris, 1903.
Raffard. — Le mouvement de concentration dans les banques de dépôt en Angleterre. Paris, 1910.
Suurel. — Sociétés de crédit contre banques locales. Paris, 1901.

III. — Revues. Journaux. Périodiques.

- Annales des Sciences politiques*, 1909-1910.
Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy et de l'Office économique de Meurthe-et-Moselle, 1907-1910.
Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants français, 1910.
Bulletin de la Société d'Economie politique nationale, 1898.
Cote de la Bourse et de la Banque, 1907-1910.
L'Economiste français, 1900-1910.
La France économique et financière, 1909.
L'Information, 1909-1910.
Le Journal des Economistes, 1910.
Le Monde économique, 1910.
Le pays lorrain et le pays messin, 1910.
La Réforme économique, 1907-1910.
La Revue, 1907.
La Revue d'Economie Politique, 1910.
La Revue industrielle de l'Est, 1907-1910.
La Revue politique et parlementaire, 1907.
L'Usine, 1910.
Le Temps, 1909-1910.

IV. — Publications officielles.

- Annuaire statistique de la France*.
 Cinquantenaire de la Chambre de commerce de Nancy.
 Compte-rendu du Congrès des valeurs mobilières à Paris, 1900 (3^e volume).
 Compte rendu du deuxième Congrès de navigation intérieure. Nancy, 1909.
Journal officiel, Chambre des députés et Annexes, 1907-1901.

V. — Documents divers.

- Annuaire des valeurs régionales de la Banque Renault*.
Recueil des valeurs de la région de l'Est de la France, de la Société Nancéienne.
 Circulaires financières de la banque d'Alsace-Lorraine.
 — — Lévy-Bettinger.
 — — Renauld.
 — — de Nancy,
 — de la Société Nancéienne.
 — du Crédit du Nord.

Rapports du conseil d'administration :

de la banque d'Alsace-Lorraine.

de la banque de France.

de la banque de Nancy.

de la banque régionale du Nord, 1908-1909.

de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est, 1909 et 1910.

du Comptoir National d'Escompte, 1910.

du Crédit du Nord, 1908-1910.

du Crédit Lyonnais, 1880-1902-1910.

de la Société des aciéries de Denain-Anzin, 1910.

des aciéries de Longwy, 1910.

des aciéries de la Marine, 1910.

des aciéries de Micheville, 1910.

des aciéries du Nord et de l'Est, 1910.

de Senelle-Maubeuge, 1910.

de la Société Nancéienne.

de la Société Générale, 1910.

Comptes rendus des opérations :

de la banque Lévy-Bettinger :

— Renault.

— Devilder et Cie, 1909-1910.

— Dupont et Cie, 1909.

— Verley-Decroix et Cie, 1909.

LES BANQUES LORRAINES

INTRODUCTION

La question des banques locales et des établissements de crédit a préoccupé l'opinion depuis une dizaine d'années. Elle a fait l'objet de discussions à la Société d'économie politique (1), de thèses de doctorat en droit (2), de campagnes de presse et de pamphlets (3), d'interpellations à la tribune de la Chambre des députés (4). Nous ne nous proposons pas de reprendre un sujet déjà tant étudié. Nous ne voulons pas déterminer les avantages respectifs des deux adversaires. Leur existence actuelle nous semble surabondamment prouver qu'ils ont l'un et l'autre leur raison d'être, qu'ils correspondent chacun à un besoin différent. Dans la constitution économique française contemporaine,

(1) *Société d'économie politique nationale*, séance du 2 février 1898.

(2) Thèse Saurel, Paris, 1901.

(3) Lysis et Testis, *la Revue*, 1907, *La Revue politique et parlementaire*, 1907; J. Domergue, *La question des sociétés de crédit*, 1910.

(4) Chambre des députés, séances des 5 et 7 février 1907.

la Banque de France domine le marché national et règle la circulation fiduciaire. Au dessous d'elle, de grands comptoirs d'émission emploient hors des frontières la partie inutilisée de l'épargne annuelle ; des établissements de dépôt concentrent les fonds disponibles et escomptent des effets français et étrangers ; la banque locale soutient l'industrie et le commerce nationaux ; elle leur fournit surtout des capitaux fixes sous la forme d'avances à longue échéance, et de placement de titres. C'est pourquoi le développement d'une province est lié à sa prospérité. Pour en trouver le type le plus parfait, il nous a semblé qu'il fallait choisir le département dont l'essor économique était le plus intense : la Meurthe-et-Moselle.

Les banques de Nancy font partie d'un tout. Cette unité économique régionale a été la cause première de leur succès. Aussi avons-nous cru nécessaire, dans la première partie de notre travail, de tracer une rapide esquisse du milieu lorrain.

Dans une seconde partie, nous avons essayé de montrer, par un bref historique, comment les organismes bancaires étaient nés des affaires et étaient restés des banques d'affaires.

Dans une troisième partie, nous nous sommes efforcés d'indiquer leur rôle. Nous avons plus insisté sur les hommes que sur les procédés d'action. Dans le commerce de banque, en effet, rares sont les secrets de fabrication. Les moyens sont les mêmes. Tout l'art consiste dans la manière dont on les emploie. Pour dispenser le crédit, « cette

marchandise subtile et apparemment impondérable, qui se trébuche pourtant, mais avec les poids tout à fait spéciaux de l'observation et de l'estime, de la prévision et de la sagesse » (1), il faut posséder des qualités d'observation, acquérir une connaissance exacte du milieu et des personnes. Cette nécessité est surtout impérieuse pour le banquier local, à cause de la nature des opérations qu'il fait. « La primauté ne s'établit pas par l'étiquette du groupe auquel on se réfère. Il n'y a pas de castes, il n'y a que des individus ; et, chaque fois qu'il y aura supériorité d'intelligence, de labeur, d'initiative et d'ingéniosité dans la direction d'un comptoir financier, c'est à ce comptoir plutôt qu'à son voisin que le succès appartiendra, quelles que soient les attaches et les origines (2). »

Notre tâche n'a pas toujours été aisée dans notre travail de documentation. Partout nous avons été accueilli avec le même sourire bienveillant. Mais le secret est une condition de succès. Aussi les renseignements que nous avons obtenus de la direction des banques manquent en général de précision. Nous avons dû souvent nous contenter des chiffres officiels des bilans sans avoir le moindre éclaircissement sur certains de leurs chapitres. Heureusement des lacunes ont été comblées grâce à l'obligeance du personnel subalterne, et de nombreux clients.

(1) Discours de M. Charles Renauld au Congrès des banques de province de Nancy en 1909. — Cf *Bulletin de la chambre de commerce de Nancy*, septembre-octobre 1909, p. 565.

(2) *Ibid.*, p. 573.

Je tiens à adresser ici mes remerciements tout particuliers à MM. Brocard, R. Sépulchre, Lenglet, Lachasse, I. et G. Lévy, Brullard, Deville, Fenot, E. Thomas, Fordoxel, Rémarck, Périn et Schultz. J'y joins l'expression de ma reconnaissance aux industriels et commerçants dont je ne citerai pas les noms à cause du caractère confidentiel des communications qu'ils ont eu l'amabilité de me faire.

PREMIÈRE PARTIE

LE MILIEU LORRAIN

Quand on étudie le développement économique de la Lorraine française depuis 1870, on est frappé par le phénomène caractéristique de l'expansion harmonique de toutes les forces productives de la région. Cette partie si active de la France donne bien, selon la très juste expression de M. Brocard, « l'impression d'une unité économique, d'un tout dont les parties sont étroitement liées et progressent en s'appuyant les unes sur les autres, en un mot d'une économie régionale complète qui vit par elle-même » (1). Les provinces du Nord-Est, en effet, industrielles et agricoles tout à la fois, ont vu depuis trente ans se développer parallèlement toutes les branches possibles de la production. A côté des hauts fourneaux et des aciéries puissantes alimentés par un minerai des plus riches, à côté des salines, se sont installées des industries de transformation, de construction mécanique et électrique notables, des tissages nombreux, des papeteries connues, des fabriques de chaussures, des brasseries, des verreries célè-

(1) Voir *Le pays lorrain et le pays messin*, 20 avril 1909, p. 209, dans la très intéressante conférence que le distingué professeur a prononcée le 13 mars 1909 sous les auspices de l'Union régionaliste lorraine.

bres, qui ont pu, grâce au talent de leurs fondateurs, créer un art local, dont la réputation a vite dépassé les limites du pays. Les progrès étonnants de ce particularisme sont dus à des causes multiples, mais qui peuvent se grouper sous deux grands chefs. En premier lieu, le milieu lorrain lui-même présentait en grande abondance des ressources naturelles variées et précieuses. En second lieu, cette portion du territoire français a subi les contre-coups de l'histoire politique et économique de la grande patrie. Certains malheurs nationaux ont pu avoir des conséquences heureuses pour les débris d'une province démembrée. Aussi est-ce depuis 1870, époque à laquelle le département de Meurthe-et-Moselle a été constitué, que nous nous proposons d'étudier l'expansion de la Lorraine, et de déterminer quels sont les facteurs de ce développement admirable, et digne d'attention, comparé au ralentissement ou même à l'arrêt de certaines autres parties de notre pays.

CHAPITRE PREMIER

RICHESSSES NATURELLES.

Dans un pays comme le nôtre, au sous-sol si pauvre en général, la Lorraine forme un heureux contraste. Ses richesses naturelles sont le fer, le sel, les eaux minérales, la houille.

SECTION I. — Le fer.

Le fer y était connu de toute antiquité ; son exploitation, commencée depuis plusieurs siècles (1), ne fut sérieusement menée que depuis une cinquantaine d'années, et dès lors on peut remarquer un parallélisme admirable entre le développement de l'extraction du minerai et la production des grosses usines métallurgiques. Cette étude peut se diviser en trois périodes distinctes.

Le gisement ferrifère consiste en une formation oolithique située dans le jurassique entre les étages liasiques et oolithiques, et comprenant plusieurs couches régulières

(1) Médaillon de la Pompe funèbre de Charles III (1608), musée lorrain, où au sommet d'une colline sur laquelle est aménagée une exploitation de mine de fer, un sorcier recherche le minerai avec une baguette divinatoire.

presque horizontales séparées par des intervalles stériles calcaires et marneux. Il se divise en deux bassins : Nancy au Sud, Longwy-Briey, au Nord. C'est en 1844 que fut accordée la première concession du bassin de Longwy (62 hectares) ; quatre ans plus tard, le 5 août 1848, la première du bassin de Nancy. Située à Champigneulle elle avait une superficie de 427 hectares. Ces deux bassins suffirent pendant quelque temps à la consommation française. L'annexion qui suivit la guerre de 1870 enleva à la France une grande partie, la plus belle, de ces gisements de la Lorraine. A cette époque le minerai oolithique, « la minette », était peu appréciée. On préférait le « fer fort », le fer aux bois des forges catalanes des Pyrénées, du Berry, de la Franche-Comté, de Champagne.

Mais peu à peu, ces usines perdirent de leur importance. C'est ce que M. Gréau appelle la première période de la sidérurgie au XIX^e siècle (1860-1870)(1), période de transformation due aux traités de commerce de 1860.

Puis après la guerre, les principales affaires métallurgiques émigrent des territoires annexés pour revenir se fixer en France (2).

(1) Voir Gréau, *Le fer en Lorraine*, p. 70. — Voir volume du *Cinquantenaire de la Chambre de commerce de Nancy*, 1905, pour la comparaison annuelle de la production de la fonte au bois et de la fonte au coke dont nous donnons les résultats décennaux.

1859	333.000 tonnes au bois contre	84.000 au coke
1869	419.000 —	420.000 —

(2) Sont annexées en 1871 les usines les plus importantes et celles surtout qui transformaient leurs fontes brutes en fontes de

C'est alors que se fit une découverte qui devait révolutionner l'industrie de l'acier : l'apparition du procédé Thomas et Gilchrist, plus connu sous le nom de procédé « Bessemer basique » qui permettait de fabriquer avec les fontes lorraines des aciers de bonne qualité. A peu près à la même époque, les industriels de l'Est trouvaient à leur portée un minerai plus riche que celui qu'ils exploitaient. C'est en 1882 que Vezin-Aulnoye, Gorcy et Pont à-Mousson firent les premiers sondages dans le futur bassin de Briey (1). Ceux-ci aboutirent à des demandes de concessions qui furent accordées en 1884 (2). Mais l'exploitation ne commença pas immédiatement, car on se faisait de grandes illusions sur la richesse des bassins (3) de Nancy et de Longwy qui furent bientôt reconnus insuffisants pour

toute espèce et en produits moulés. Ce sont : Ottange, appartenant à M. le comte d'Hunolstein, louée à MM. Jahiet-Garand, Lamotte et Cie ; Hayange, Moyeuve, Styring, appartenant à M. de Wendel ; et les deux usines d'Ars-sur-Moselle, propriété de MM. Dupont-Dreyfus, Karcher et Westermans. En 1871 il ne restait à la France que les usines de Gorcy, Mont-Saint-Martin, Herserange et Moulaine, Sainte-Claire, Villerupt, Longwy-Bas, Pont-à-Mousson, Frouard, Liverdun, Maxéville, Jarville et Champigneulle ; en tout, en 1871, 18 hauts-fourneaux et aucune aciérie.

(1) Affaires créées depuis 1870 : Pompey, Neuves-Maisons, la Haute-Moselle (Châtillon-Commentry depuis), les forges de la Providence, Saulnes, Senelle-Maubeuge, Micheville, les hauts-fourneaux de la Chiers, Villerupt-Laval-Dieu, Aubrives-Villerupt, Hussigny, Jœuf, Homécourt, Auboué.

(2) Le décret du 11 août 1884 institue les concessions d'Auboué, de Moutiers, d'Homécourt. Lire le discours de M. Cavallier, « humoristique », prononcé le 2 juin 1908 à l'occasion de la visite de la Chambre de commerce de Nancy aux mines d'Auboué.

parer à l'augmentation constante de la production de la fonte (1) et de l'acier. Malgré les frais de premier établissement assez considérables pour des puits dont la profondeur peut atteindre 200 mètres (2), les industriels préférèrent consentir ces sacrifices au lieu de continuer une exploitation peu onéreuse à ciel ouvert ou à flanc de coteau (3). Ils remplaçaient leur ancien minerai siliceux ou alumineux à teneur de 28 à 30 o/o par un minerai calcaire qui présentait sur l'autre de gros avantages. Sa teneur moyenne en fer de 35 à 40 o/o était beaucoup plus élevée et beaucoup plus régulière que dans les bassins de Longwy et de Nancy. Sa plus grande dureté lui permettait de résister parfaitement aux manutentions, et d'arriver aux hauts-fourneaux en gros morceaux. Sa teneur constante en phosphore, et dans des proportions suffisantes, convenait fort bien à la fabrication de la fonte Thomas. Enfin sa grande facilité de réduction entraînait une économie de coke de 12 o/o.

(1) Production de la fonte et de l'acier en Meurthe-et-Moselle.

	Fonte (tonnes)	Acier en lingots	Acier ouvré	Minerai
1871.	97.080	—	285 (1873)	505.013
1881.	606.550	—	1.603	1.790.713
1891.	1.708 633	490 199	76.452	2 785.021

(2) Frais d'établissement des puits. Chaque puits a exigé (Voir Bailly) une dépense effective de 2 à 4 millions, sans qu'aucune des mines profondes de 70 à 240 mètres ait terminé l'organisation complète de son deuxième puits. Pour les mines d'une profondeur de 200 mètres environ, il faut compter sur une dépense de 5 millions (*Cinquantenaire de la Chambre de commerce de Nancy*, p. 3).

(3) Il y a actuellement dans le bassin de Longwy-Briey, sur 65 concessions, 13 sièges d'exploitation à flanc de coteau, contre 37 par puits. *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, n° 31, p. 539.

La mise en valeur de ce nouveau bassin très étendu a été assez longue et n'est encore qu'à ses débuts. Elle a rencontré de nombreuses difficultés d'exécution, d'abord à cause des poches d'eau qu'il a fallu épuiser, ou qui ont nécessité le changement de place du siège d'extraction (1) ; en second lieu, à cause de la main-d'œuvre peu facile à recruter et à fixer dans un pays purement agricole et forestier, qui, il y a 20 ans, présentait des ressources limitées, des maisons disséminées.

Aujourd'hui l'exploitation de ce gisement, qui paraît le plus riche du monde (2), se poursuit activement dans les 17 concessions accordées presque toutes à des aciéries lorraines (3) seules ou réunies en consortium. L'extraction

(1) A Jœuf, M. de Wendel a dû abandonner le premier puits envahi par l'eau et en foncer un second plus éloigné de la vallée. De même Vezin-Aulnoye a été obligé d'interrompre pendant plusieurs années le fonçage du puits du « Fonds de la Noue ».

(2) D'après les données actuelles, les bassins de fer exploités sont : celui des grands lacs aux États-Unis « écrémé ». Les Américains, en continuant leur production annuelle de 36 millions de tonnes, n'en ont plus que pour 30 ans.

En Espagne, le gisement de Bilbao n'est plus que l'ombre de lui-même.

En Suède, les 500 millions de tonnes existantes, bien que très riches en fer (50 à 60 0/0), ont une teneur en phosphore très irrégulière, et l'exportation en est réduite par des mesures gouvernementales. Les bassins allemand et luxembourgeois, exploités d'une manière très intensive, ne seront pas de longue durée.

Le bassin de Briey, au contraire, a une teneur très régulière et contient, d'après les évaluations, 2.300.000.000 tonnes et peut durer jusque l'an 2023 (V. P. Nicou, Exposition de Londres 1908, notice sur l'exposition collective des usines de fer de Meurthe-et-Moselle).

(3) Jœuf (de Wendel), Homécourt (Marine-Homécourt), Auboué (Pont-à-Mousson), Moutiers, Tucquénieux (Longwy), Pienne (Acié-

progresses rapidement d'année en année et est déjà plus du double de la production des 33 concessions du bassin de Longwy, alors qu'il y a 10 ans elle était presque du dixième (1). Ces bassins fournissent une proportion toujours croissante de la production totale de la France (2).

ries du Nord et de l'Est, Landres (Micheville), Amermont-Dommary, Joudreville, Murville, Valleroy, La Mourière, Saint-Pierremont, Anderny-Chevillon, Errouville. Les cinq dernières, dont les travaux ont été commencés en 1907 et 1909, ne sont pas encore en cours d'exploitation. Voir le rendement annuel de chacune des premières, *Annuaire des valeurs régionales de la Banque Renauld*, 1910, tableau accolé à la page 176.

Cependant certaines affaires étrangères ont pu, par voie d'échange ou d'achat, se procurer des concessions. Moutiers a $\frac{3}{4}$ de sa production réservée à Ougrée-Marhay et Cokerille (Belgique) et à Differdange. De même Bellevue, aux forges de Sarrebruck, Jarny $\frac{3}{4}$ à Phénix-Hørde, Hoesch et Herspe ; Pulventeux à MM. Rœchling.

A Saint-Pierremont, Gelsen Kirchen participe pour $\frac{7}{12}$, l'Espérance (Louvroil) pour $\frac{1}{12}$, l'Espérance Langdoz pour $\frac{2}{12}$. Enfin, la moitié de Valleroy appartient à MM. Rœchling en échange de la moitié du charbonnage Karl-Alexander cédée aux aciéries de Longwy.

(1) Production comparée :

	Bassin de Longwy tonnes	Bassin de Briey tonnes
1900.	2.380.000	318.000
1901.	1.778.000	466.000
1902.	1.851.000	798.000
1903.	2.408.000	1.205.000
1904.	2.593.000	1.647.000
1905.	2.333.000	2.354.000
1906.	2.602.000	3.115.000
1907.	2.713.000	4.167.000
1908.	2.154.000	4.368.000

(2) Proportion du minerai lorrain :

1871.	27 0/0
1881.	59 0/0
1891.	76 0/0
1900.	82 0/0

Sans doute une partie de ce minerai est exportée (1) en Belgique et dans le Zollverein, attirée d'ailleurs par les tarifs spéciaux de transport consentis par le gouvernement allemand. Mais la grande majorité est réduite sur place dans les hauts-fourneaux que les usines locales, et leurs concurrentes de la Loire et du Nord ont construits en Lorraine (2).

1901.	80 0/0
1902.	82 0/0
1903.	85 0/0*
1904.	85 0/0
1905.	86 0/0
1906.	87 0/0
1907.	89 0/0

* V. *Compte-rendu du Congrès national de navigation intérieure de Nancy*, 1909, p. 187.

(1) Exportation de minerai :

	Belgique tonnes	Zollverein tonnes	Total tonnes
1901	49.313	24.723	74.036
1902	143.287	60.482	203.669
1903	349.666	195.807	645.473
1904	405.867	240.162	646.029
1905	644.876	237.669	882.245
1906	816.748	394.298	1.211.046
1908	»	»	1.872.500

Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy, n° 24, p. 649, et *Annuaire des valeurs régionales de la Banque Renauld*, p. 176.

(2) Nombre de hauts-fourneaux en Lorraine :

	Lorraine	France entière
1871.	18	223
1881.	38	203
1891.	48	115
1900.	57	114
1901.	46	116
1902.	49	105
1903.	56	114

De plus, ces établissements, réunis dans le Comptoir de vente de Longwy, non contents de fournir à la France une part de plus en plus considérable de la fonte qu'elle consomme (1), transforment dans leurs aciéries la majeure

1904.	56	110
1905.	65	116
1906.	76	122
1907.	76	»

Pendant le premier semestre de 1910, les hauts-fourneaux à feu se répartissaient ainsi :

	Existants	A feu
Région de l'Est.	85	68
» du Nord	18	15
» du Centre-Sud-Ouest	46	27
Total	149	110

(1) Production de Meurthe-et-Moselle (proportion par rapport à la France entière) :

	Fonte	Acier en lingot	Acier ouvré
1871.	11 0/0	11 0/0	0,20 0/0
1881.	32	11	0,38
1891.	57	25	12
1900.	62	37	22
1901.	61	39	26
1902.	65	46	27
1903.	66	46	27
1904.	67	48	35
1905.	69	49	31
1906.	69	51	37
1907.	70	51,6	37

Cf. *Compte rendu du Congrès de navigation intérieure de Nancy*, 1909, p. 188.

Actuellement, la région de l'Est produit 7.820 tonnes par jour. 7 fourneaux donnent 480 tonnes de fonte d'affinage ; 20 donnent 1.725 tonnes de fonte de moulage et 41 produisent 5.005 tonnes de fonte Thomas.

La région du Nord produit au total 1.740 tonnes : 6 fourneaux donnent 990 tonnes de fontes d'affinage ou spéciale ; 1 donne 60 ton-

partie ou l'intégralité de leur fonte de première fusion, en lingots, et en produits demi-ouvrés ou finis (1). Les principales sociétés cherchent sans cesse à accroître leur puissance de production et à varier leur fabrication (2). Des industries dérivées se sont créées autour d'elles. Si les fonderies de seconde fusion restaient et se développaient dans la Haute-Marne et dans les Ardennes, pour des raisons

nes de moulage, et 7, 350 tonnes de fonte Thomas.

La région Centre Sud-Ouest produit 1.850 tonnes ; 14 fourneaux donnent 990 tonnes de fontes d'affinage et spéciale ; 7, 510 tonnes de fontes de moulage et 5.350 tonnes de fonte Thomas (*L'Information*, 5 août 1910).

(1) Sur 21 usines appartenant à 19 sociétés, 10 ne produisent que de la fonte (Auboué, Hauts fourneaux de la Chiers, la Lorraine industrielle, la Providence, Pont-Fleury, Marc Raty, de Saintignon, Senelle-Maubeuge, Jarville, Villerupt-Laval Dieu). Deux transforment leur fonte en tuyaux (Aubrives-Villerupt, Pont-à-Mousson). Sept la transforment en acier : Longwy, Neuves-Maisons, Homécourt, Micheville, Pompey, Gorcy, Jœuf. Une produit de la fonte et des lingots d'acier : Frouard. Enfin Dieulouard a la spécialité des outils.

(2) Les 6 principaux producteurs sont :

La Marine	1.280 tonnes par jour
De Wendel	950 —
Longwy	830 —
Micheville	830 —
Denain-Anzin	830 —
Châtillon-Commentry	650 —

Pendant le 1^{er} semestre de 1910, la Société de Sambre-et-Meuse a construit une nouvelle usine à Calais. Les Aciéries du Nord et de l'Est ont terminé la première partie de leur programme à Valenciennes. MM. de Wendel ont allumé un septième haut-fourneau. MM. Marc Raty et de Saintignon y ont allumé chacun un haut-fourneau. — Cf. *l'Information* du 5 août 1910.

Longwy a commencé la première partie d'un programme de travaux neufs de 18 millions. — Cf. *Rapport du conseil d'administration* du 23 août 1910.

Senelle-Maubeuge a augmenté son capital-actions et obligations. *Circulaires Renault et Nancéienne*, 1910.

historiques et géographiques, les industries plus récentes de construction mécanique ou électrique se fondaient en Lorraine, car elles trouvaient sur place leur matière première. De plus, elles avaient l'avantage sur les fonderies, de recruter aussi dans la grosse métallurgie de la région la majeure partie de leur clientèle. Ce sont des tréfileries (1), des maisons de construction mécanique (2), électrique (3) et aérienne (4), des chaudronneries (5), des fabriques d'outils (6), d'appareils de levage (7), de matériel de chemin de fer (8), d'automobiles (9).

SECTION II. — Le sel.

A côté des énormes réserves de minerai de fer, le sous-sol lorrain renferme une autre richesse, sans doute moins importante, mais notable cependant : les gisements de sel gemme et les sources salées. Comme l'extraction du fer,

(1) Gantois et Cie. toiles métalliques et tréfilerie de Saint-Dié. A. Delaeter et Cie, Ross et Cie.

(2) Etablissement Singrün, Société meusienne de construction mécanique. La mécanique moderne, Beyer frères, Constructions métalliques de Baccarat. Ateliers de Dinozé.

(3) Constructions électriques Nancy. Compagnie générale électrique.

(4) Constructions aériennes Rossel-Peugeot.

(5) La grande chaudronnerie lorraine ; la grande chaudronnerie de Dombasle.

(6) Manufacture française d'outils de Tronville. Etablissements de Meixmoron de Dombasle.

(7) Gustin fils aîné, à Nancy.

(8) Société des anciens établissements Dietrich.

(9) Automobiles Dietrich, Peugeot. Anciens établissements Drouville.

le traitement du sel remonte à plusieurs siècles. Il se fit d'abord par l'évaporation au feu de bois, de l'eau des sources salées captées près de la surface du sol (1). Puis, lorsqu'à la suite de sondages commencés en 1819 (2), furent reconnus les dépôts puissants de sel gemme, la première concession (3) fut demandée en 1845 à peu près en même temps que pour le fer. L'exploitation commencée en 1855 progressa rapidement (4), dans un nombre de salines qui s'est élevé de 12 à 17 aujourd'hui (5). Mais concurrencée

(1) On employait pour l'évaporation des poêles chauffés au bois. La consommation du bois était énorme et les forêts du pays allaient s'engloutir dans les foyers des salines. Bernard de Palissy signala le danger dès le xvi^e siècle. En 1617 Mathias Sember commença des recherches de tourbe. En 1752, on essaya l'emploi du charbon sans succès. Enfin en 1780, une nouvelle tentative réussit partiellement dans certaines régions.

(2) Le 15 mai 1819, la Compagnie Thonnellier découvrit dans un sondage près de Vic le puissant dépôt de sel gemme de la vallée de Seille.

(3) Le 7 juin 1845 fut obtenue la première concession au profit de la Société Rozières-Varangéville.

(4) Production du sel en Meurthe-et-Moselle.

	Raffiné	Gemme	Soude
1880	158.341	88.195	29.637 tonnes
1885	152.880	93.961	76.067
1890	157.970	95.290	105.575
1895	132.478	99.707	149.013
1900	115.788	93.000	188.032
1905	140.532	116.918	223.500
1907	150.000	133.654	226.342
1908	153.370	147.624	250.227

Annuaire Renault, p. 191.

(5) Salines des Aulnois-Bosserville, Crévic, d'Einville-Maixe, La Neuveville, de Maixe, Marchéville-Daguin, Dombasle, Rozières, Rozières-Varangéville, St-Gobain, St-Laurent, St-Valdrée, Solvay et Cie, Sommerviller, Tomblaine, Tonnoy qui exploitent 44.256 hectares.

en France par les marais salants de l'Ouest et du Midi, peu rémunérée par une exportation insignifiante en Afrique et restreinte en Europe à la Suisse et à la Belgique, limitée enfin dans son extraction par la consommation constante d'une population stationnaire, l'industrie du sel ne se développe pas et ne peut faire de bénéfices que par l'entente des producteurs (1). Quant aux sels dénaturés pour les usages agricoles ou industriels, dont la demande augmente, ils sont facturés aux prix les plus réduits pour en développer l'emploi. Cependant la production du sel s'est accrue de 641 0/0 depuis 1871 (2).

C'est que dans ce domaine encore une découverte comparable pour le sel au procédé Thomas pour la fonte, est venue donner un prodigieux essor à l'industrie de la soude. Cette invention est le procédé Solvay qui remonte à 1861 et n'est que l'application pratique d'une réaction étudiée depuis 1855 par MM. Schlœsing et Rolland (3). Cette technique nouvelle de la production a permis de réduire dans des proportions remarquables le prix de revient de la soude (4), de généraliser son emploi (5) et de dévelop-

(1) Les salines forment un comptoir de vente, récemment renouvelé pour 6 ans jusqu'au 31 décembre 1918.

(2) Cf. *Le pays lorrain et le pays messin*, du 20 avril 1909, p. 216.

(3) Le procédé Solvay consiste à faire réagir le bicarbonate d'ammoniaque sur le chlorure de sodium.

(4) Prix de revient.

	La tonne
1810.	1.500 fr.
1864.	300 »
1883.	178 »
1900.	100 »

Cinquantenaire de la Chambre de commerce de Nancy, p. 219.

(5) Proportion de la soude Solvay dans la fabrication universelle

per la fabrication de nombreux sous-produits (1) dans les trois puissantes et inégales usines de Dombasle, la Madeleine et Varangéville. A ces maisons de produits chimiques, se joignent depuis 1895 la fabrique de noir de fumée de Vandœuvre et l'importante fabrique de prussiate de potasse de Laneuveville devant Nancy.

SECTION III. — Les eaux minérales.

Non seulement le sous-sol lorrain renfermait des sources salées, mais encore des eaux minérales, dont le nom même témoigne parfois de leur réputation ancienne. Les stations les plus réputées jusqu'à présent étaient dans les Vosges. Mais deux découvertes de cette année prouvent que la Meurthe-et-Moselle possède des richesses analogues. Des thermes municipaux ont été fondés à Nancy (2), une source va être exploitée à Longwy-Bas (3). Partout l'ingé-
de la soude.

Années	Production mondiale tonnes	Solvay
1864-1868	375.000	300
1869-1873	560.000	2.600
1874-1878	525.000	20.000
1879-1883	676.000	90.500
1884-1888	800.000	285.000
1889-1893	1.023.000	485.000
1894-1898	1.250.000	680.000
1898-1900	1.500.000	900.000

(1) Cristaux de soude. Soude caustique plus le chlorure de calcium et l'alcali volatil.

(2) Nancy, Thermal, fondé en 1910.

(3) Source de Saintignon à Longwy-Bas, source artésienne de

niosité lorraine a su attirer une clientèle nombreuse par le confortable des hôtels (1) et des attractions mondaines (2) et sportives (3).

SECTION IV. — La houille.

L'importance qu'aurait pour la grande métallurgie (4) l'existence de gisements houillers exploitables en Lorraine explique les recherches qui ont été entreprises. La cause première qui avait décidé les géologues à encourager les travaux était la proximité du bassin de la Sarre et la probabilité de son prolongement en Meurthe-et-Moselle. Treize sociétés ont aujourd'hui effectué 19 sondages dont 17 dans la région de Pont-à-Mousson à Nomeny et ont dépensé 4.200.000 francs (5). Le faisceau des gras inférieurs n'a été recoupé que vers 1.500 mètres de profondeur ; les flambants supérieurs et les flénus entre 900 et 1.200 mètres.

353 mètres qui va être exploitée sous le nom d'« eau des Récollets ».

(1) Etablissement de Bains-les-Bains, « Nouvel Hôtel » à Vittel, Grands Hôtels des Vosges (en formation), Grand Hôtel du lac à Gérardmer.

(2) Casinos de Gérardmer, Contrexéville, etc....

(3) Société des courses de Vittel, fondée en 1903.

(4) La consommation des combustibles minéraux augmenté beaucoup en Meurthe-et-Moselle : 34,52 0/0 d'augmentation de 1901 à 1907 au lieu de 13,45 0/0 pour toute la France.

(5) Le charbon a été rencontré pour la première fois à Eply le 20 juillet 1904, dans un sondage effectué par la Société « la Seille ». Le deuxième sondage fut opéré par les « Sociétés lorraines des charbonnages réunies » dont les filiales ont fait 9 sondages nouveaux parmi lesquels 4 pour contrôler les premiers.

L'exploitation serait très longue à commencer et coûterait très cher (1). De plus l'établissement des puits serait difficile, car ceux-ci auraient à traverser entre 500 et 900 mètres dans les grès bigarrés, des venues d'eau qui donnent jusqu'à 17 mètres cubes à la minute, sous une pression qui atteint parfois 6 kilos. Cependant des concessions ont été demandées. Elles ne sont pas encore accordées (2).

(1) D'après M. Fèvre il faudrait 25 millions pour établir un premier siège et 12 ans pour arriver à l'exploitation.

(2) Sur la question de la houille en Lorraine, pour avoir des détails complets, consulter :

Circulaires du Comité central des houillères de France, nos 3525 et 3551 ; article Reumaux et traduction de la *Bergwerkszeitung* ; *Revue industrielle de l'Est* du 8 décembre 1907 ; Mémoire Nicklès et Joly ; *Réforme économique* du 7 février 1908 ; *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, janvier-février 1908 ; *Journal officiel*, Chambre des députés, 27 octobre 1909, p. 2341 ; Rapport Janet au budget de 1908, *Journal officiel*, Chambre des députés, annexes, *Journal officiel*, 1907, S. O., p. 1874.

CHAPITRE II

LES APPORTS DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

A côté des ressources naturelles variées de la Lorraine qui auraient pu assurer à cette province un développement industriel remarquable, quoiqu'incomplet par lui-même, devaient venir s'ajouter d'autres causes de prospérité dues non plus aux qualités intrinsèques du sol ou du sous-sol lorrains, mais à des événements qui se rattachent à l'histoire politique et économique de la France. Par là, se manifeste en Lorraine, de la façon la plus nette, l'action réciproque des parties d'un pays sur son ensemble, et de la nation sur ses provinces pour constituer une vaste unité formée de toutes les économies locales qui, en les unissant, les coordonne et les assemble pour en faire un tout réellement organisé. Les événements nationaux qui ont le plus influé sur la Lorraine sont dans le deuxième milieu du xix^e siècle : la guerre de 1870 et la révision douanière de 1892.

L'annexion d'une partie de la Lorraine française, et en particulier de Metz, détermina une émigration de l'élite de la population et amena la création en Meurthe-et-Moselle de spécialités qui, avant la guerre, étaient exclusivement installées à Metz, et y avaient acquis une grand

réputation, ou bien le développement à Nancy et dans les environs, d'industries qui y avaient déjà quelques représentants.

Les premières sont les industries du vêtement et du livre. Les secondes la brasserie et la malterie.

SECTION I. — Industries nouvelles importées après la guerre.

Industries du vêtement.

Sous ce nom générique, on trouve en Lorraine des fabriques très différentes. Toutes les parties de l'habillement sont représentées, et les produits les plus courants se rencontrent à côté des objets de luxe. Il y a à la fois des fabriques de chaussures, des tanneries, des filatures de coton, des fabriques de molletons, de panamas, des ateliers de broderies. A peu près toutes ces affaires ont vu depuis 30 ans leur chiffre de vente, le nombre, ou la puissance de leurs maisons augmenter dans des proportions sans doute différentes, mais toutes notables.

La fabrique de chaussures qui a remplacé peu à peu les cordonneries, a commencé à prendre une place importante en 1871 lorsque les fabricants messins vinrent à Nancy. Malgré la concurrence étrangère, elle a réussi à se maintenir grâce à une entente entre les producteurs. Elle est complétée par des tanneries qui lui fournissent sur place la matière première. Ces tanneries, il y a vingt ans disséminées en grand nombre dans tout le département, sont depuis la crise de 1889 concentrées en huit maisons

dont le chiffre d'affaires global est sensiblement plus élevé que celui des multiples petits établissements d'autrefois (1).

A côté se sont installées, après 1870, les fabriques de molletons et de flanelle dont l'ancien centre de fabrication avait été Metz (2). L'introduction du machinisme dans ce domaine (3), en abaissant les prix de revient, permit la rapide expansion de cette industrie liée au début à l'industrie de la chaussure, et qui a depuis cherché et trouvé de nouveaux débouchés (4).

La filature et le tissage de coton, annexés en 1870, se sont surtout développés depuis 1892. Les nouveaux tarifs protectionnistes ont fait immigrer beaucoup d'industries alsaciennes qui ont transporté leur siège social en France, ou y ont au moins établi des succursales, pour ne pas perdre une clientèle que les barrières douanières menaçaient de leur enlever. Sans doute la majeure partie de ces affaires nouvelles a choisi la région des Vosges, où elle trouvait la force motrice hydraulique en abondance et à bon marché. Cependant la production des textiles en Meurthe-et-Moselle a augmenté d'une façon importante depuis 1870.

(1) 3 millions en 1883 ; 12 ou 13 millions aujourd'hui.

(2) En 1871, trois fabricants messins s'installent à Nancy ; en 1875, un quatrième messin revient à Nancy.

(3) En 1880, M. Francin installe le premier métier mécanique aux Grands-Moulins.

(4) A Nancy, au début, on ne faisait que du molleton pour doublures de chaussures, tandis qu'à Metz on s'était consacré à la flanelle pour jupons. Depuis quelques années, deux maisons se sont lancées dans la fabrication de tissus spéciaux pour langes d'enfants et jupons.

Elle a à peu près décuplé en 40 ans, dans ses cinq principaux centres (1).

Comme les filatures, empruntant leur matière première à des pays exotiques, les fabriques de chapeaux de paille cousus et tressés se sont développées beaucoup en Meurthe-et-Moselle qui est devenue l'une des régions le plus productrices du monde pour cet article. La fabrication des chapeaux cousus, d'après des sources anecdotiques, remonte à plusieurs siècles en Lorraine (2). En 1835 furent tentés les premiers essais de tressage des chapeaux dits « panamas » qui aujourd'hui sont devenus le monopole à peu près exclusif des industriels lorrains (3). Ceux-ci, malgré leurs efforts après la guerre de 1870, ne purent pas cependant, par défaut de main-d'œuvre (4), créer en France des centres de tressage suffisants et durent maintenir les succursales qu'ils avaient fondées en Alsace-Lorraine vers 1830.

Avec le panama qui est déjà un article de luxe, la Lorraine produit d'autres objets très fins : les broderies. Les

(1) Blainville, Blâmont, Lunéville, Nancy, Saint-Nicolas-du-Port, Val-et-Chatillon, qui possèdent 185.000 broches et 7.000 métiers à tisser.

(2) Cette industrie avait été importée de Toscane, au xvi^e siècle. Marie Stuart, après un séjour à la Cour de Lorraine, aurait essayé de l'implanter en Ecosse.

(3) Il y a huit manufactures : 7 à Nancy, 1 à Lunéville qui occupent 800 ouvriers et fabriquent 20.000 chapeaux par jour.

(4) Les 8 manufactures occupent en Alsace-Lorraine 20.000 ouvriers occupés au tressage. Le nombre n'est pas exorbitant, à cause du temps nécessaire pour le tressage. Pour un panama très fin il faut tresser jusqu'à 2.000 brins.

broderies à la main faites à Nancy étaient très recherchées par les acheteurs étrangers avant 1870. Concurrencée depuis par les importations suisses, et l'emploi de plus en plus fréquent des machines, cette industrie subit un recul passager qui heureusement cessa assez vite (1). C'est encore dans les centres lorrains, à leurs vingt mille brodeuses, que les grands magasins de Paris passent leurs commandes. Mais depuis 1870, et principalement dans l'arrondissement de Lunéville (2), s'est prodigieusement développée une autre fabrication : celle de la broderie sur tulle, de plus en plus artistique quand elle est chère, et de plus en plus répandue dans les qualités ordinaires, grâce à l'abaissement considérable du prix de revient (3).

Industrie du livre.

Avant 1870, Nancy possédait des imprimeries qui suffisaient aux besoins locaux, et Epinal, la célèbre imagerie Pellerin. Après l'incendie de Strasbourg, la maison Berger-Levrault (4), qui y était établie depuis près de deux siècles, vint se réfugier en France et apporta à Nancy la réputation de ses produits. Depuis, l'industrie du livre n'a pas cessé de se développer en Lorraine. D'autres maisons concu-

(1) En 1882, le chiffre d'affaires tombe à 250.000 francs au lieu de 6.000.000 avant 1870.

(2) Lunéville fournit 2.000.000 francs d'affaires sur un total de 4.500.000 francs

(3) Sur l'article riche, baisse de 75 à 50 0/0. Sur l'article ordinaire, baisse de 400 0/0.

(4) Etablie à Strasbourg en 1676.

rentes (1) s'ajoutaient à leur doyenne sans arrêter son développement. A côté des anciennes fabrications, elles se lançaient dans la phototypie et parvenaient, grâce aux succès des cartes illustrées, à trouver dans cette innovation un débouché très important. Leur matière première leur est fournie par d'importantes papeteries (2), nombreuses surtout dans la région des Vosges. La Lorraine a ses journaux, ses revues, des imprimeries d'art graphique. De plus, des spécialités ont été importées depuis 1870 : la fabrique d'objets en carton laqué et comprimé de Pont-à-Mousson, qui produit elle-même son carton à Blénod-les-Pont-à-Mousson, et à laquelle se rattachent en partie les maisons de jouets de Lunéville et de Champigneulle.

SECTION II. — Industries développées après la guerre.

La brasserie (3).

Sans doute, dès avant 1870 Nancy possédait de nombreuses brasseries à la production déjà considérable (4). Mais, depuis lors, pour répondre aux besoins de la population immigrée, et grâce aux avantages des tarifs protec-

(1) Société des Imprimeries Réunies ; Chauvette et Cie ; Royer.

(2) Papeteries de Clairefontaine (Vosges) ; Papeteries de Mainbottel (M.-et-M.) ; de Jeand'heurs (Meuse) ; Maullet et Cie, à Raon-l'Étape ; Papeteries du Souche (Vosges).

(3) A ce sujet, consulter pour plus amples renseignements généraux, la thèse de M. Jehan Charlie, *L'évolution économique de la brasserie française*, Paris, octobre 1909.

(4) Soixante-trois brasseries : 192.155 hectolitres.

tionnistes, les Lorrains ont pu singulièrement développer cette fabrication. Suivant les lois économiques de la concentration, la Lorraine a vu les établissements de brasserie diminuer de nombre, mais augmenter beaucoup de puissance (1). Si la Meurthe-et-Moselle n'arrive pas au premier rang de la production de la bière, c'est cependant ce département qui fournit à la France le plus considérable contingent (2) de bière à fermentation basse. Les deux départements du Nord qui le dépassent comme production fabriquent presque exclusivement de la bière à fermentation haute destinée uniquement à la consommation locale. Ces brasseries auprès desquelles se sont installées de grandes tonnelleres, fabriquent elles-mêmes leur malt, ou le trouvent dans les malteries lorraines qui, en majorité, emploient le procédé de maltage pneumatique découvert par un lorrain, M. Saladin, vers 1870 (3). Quoique la concentration industrielle se soit exercée dans ce domaine, il y a encore des progrès commerciaux considérables à faire pour éviter les déperditions de force. Une entente entre les concurrents serait profitable à tous. Elle

(1) Vingt-neuf brasseries : 615.400 hectolitres en 1904 ; 800.000 hectolitres en 1908.

(2) Le Nord fournit 6.500.000 hectolitres ; le Pas-de-Calais, 2.250.000 ; la Meurthe-et-Moselle, 800.000 ; la Seine, 750.000.

(3) Le maltage pneumatique permet, par l'usage de retourneurs mécaniques, de produire des quantités de malt plus considérables dans des espaces plus restreints.

Il y a quatre malteries en Meurthe-et-Moselle : 3 à Nancy ; 1 à Pont-à-Mousson. Chiffre d'affaires : 3.500.000 francs à 4.000.000 fr. par an.

diminuerait les frais de réclame et empêcherait le gaspillage de la glace et des bouteilles.

Tels sont les principaux domaines d'activité où les Lorrains ont pu, par le privilège de la nature et la force des événements, exercer leur activité et les qualités d'ingéniosité et de ténacité de leur race. Le développement prodigieux de ces affaires amenait l'accroissement notable du nombre d'habitants. Beaucoup de ces industries, en effet, et non des moindres : les mines en particulier, et, dans un tout autre ordre d'idées, la broderie à la main, ne sont pas de celles où le machinisme peut se développer et remplacer la main-d'œuvre humaine.

Aussi, pour subvenir aux besoins croissants d'une population plus nombreuse, se sont créées des industries secondaires : celles de l'alimentation, du bâtiment et des transports.

CHAPITRE III

CONSÉQUENCES DU DÉVELOPPEMENT LORRAIN :

INDUSTRIES DÉRIVÉES.

SECTION I. — Alimentation.

La part principale revient ici au commerce plus qu'à l'industrie. Le développement de l'épicerie en gros a réussi à faire de Nancy le centre d'approvisionnement de plusieurs départements. Mais une mention doit aussi être faite des meuneries, qui ont été parmi les premières en France à adopter les cylindres et qui ont un chiffre d'affaires encore relativement élevé (1). Il convient de leur ajouter une féculerie et quelques faibles producteurs d'alcool et de vinaigre.

C'est l'industrie agricole qui, en Meurthe-et-Moselle, a subi depuis 30 ans les plus remarquables transformations. Le prodigieux essor de la grande métallurgie n'a pas nui à l'agriculture lorraine. Il ne l'a privée ni de capitaux ni de main-d'œuvre. Le nombre des terrains libres (2) a naturellement diminué à cause de l'extension des usines (3),

(1) 23 millions.

(2) 500.000 hectares environ.

(3) Terrains non agricoles, 1880 : 14.572 hectares; 1903 : 28.301 hectares. Voir *Annuaire statistique*.

mais la disparition des jachères et la technique nouvelle ont plus que compensé la perte des surfaces rendues improductives. Sans doute, le vignoble a été atteint par le phylloxera (1). Certaines cultures céréales (2) ou industrielles (3) ont rétrogradé. Mais ce phénomène n'est pas particulier à la Lorraine. Il résulte de la crise agricole générale qui a sévi sur toute l'Europe dans la deuxième partie du XIX^e siècle ; peut être aussi valait-il mieux ne pas conserver emblavées les terres trop froides de la Lorraine. Par d'autres côtés l'agriculture lorraine a beaucoup gagné. Au contact de la grande industrie elle s'est industrialisée. Elle a changé ses méthodes pour épargner la main-d'œuvre (4). Elle a changé son mode d'exploitation pour faire face aux besoins nouveaux. L'accroissement énorme de la population a permis le développement de la culture maraîchère, qui peut avoir un rendement considérable à l'hec-

(1) Le vignoble lorrain, en 1873, s'étendait sur 17.568 hectares, et en 1903 était réduit à 12.451 hectares.

(2) Culture du blé :

	hectares
1873	90.167
1903.	74.122

Les terrains déclassés sont remplacés par des pâturages qui occupent 64.110 hectares au lieu de 44 931.

(3)

	Tabacs	Pommes de terre	Orge
	hectares	hectares	hectares
1873.	340	27.817	7.250
1903.	162	20.865	2.561

(4) Quoique, selon l'opinion de M. Brocard, la grande industrie n'ait pas fait perdre de bras à la culture lorraine. En effet, depuis 30 ans, la population de Meurthe-et-Moselle a augmenté de 150.000 habitants et la grande industrie n'emploie que 115.000 ouvriers.

tare (1). Les cultivateurs se procurent d'ailleurs sur place leurs machines agricoles et les engrais chimiques qui leur sont nécessaires. De plus ils trouvent dans le développement de certaines usines de transformation (brasseries, meuneries, etc...), dont nous avons parlé, des débouchés nouveaux. Enfin ils sont aidés dans leurs perfectionnements par des sociétés de crédit agricole encore assez récentes : la caisse régionale de Crédit agricole mutuel de l'Est fait un chiffre d'affaires assez élevé et en progression assez régulière (2).

SECTION II. — Industries du bâtiment.

Avec la nourriture il faut aussi donner un abri à une population qui a augmenté de 150.000 unités en 30 ans (3). La région de Nancy n'était pas dépourvue de roches calcaires (4), mais leur emploi était surtout réservé au traitement des minerais, et la pierre du bassin de Paris, qui arrivait à peu de frais par le canal de la Marne au Rhin, leur était préférée pour la construction. Depuis quelques

(1) Dans les environs de Lunéville, le rendement à l'hectare atteint 25.000 francs.

(2) Fondée en 1899 ; chiffre d'affaires en 1905 : 3.768.827 francs ; en 1909 : 4.388.061 francs.

(3) 1872 : 365.137 habitants, y compris la population militaire.

1901 : 484.722 habitants, non compris la population militaire.

(4) Carrières de Maxéville, surtout pierre à bâtir ; carrières de Pagny-sur-Meuse ; carrières de trapp et de granit de Raon-l'Etape ; granité de Saulxures-sur-Moselotte.

années les aciéries se sont mises elles-mêmes ou par l'intermédiaire de filiales, à fabriquer du ciment et des briques de « laitier » qui fournissent des matériaux de construction solides et à des prix très avantageux. Non seulement on trouve la pierre et le ciment, mais la chaux hydraulique (1), la brique (2), la tuile (3), les produits réfractaires (4), la faïence (5), la céramique (6), les poutres (7), des manufactures d'ameublements (8), des verreries (9). Des sociétés d'habitations à bon marché ont ainsi tout ce qui leur est nécessaire pour bâtir dans les villes des maisons collectives ou individuelles et compléter les villages de cités ouvrières qu'ont construits en entier les grandes usines (10). Des sociétés immobilières ont pu mettre en valeur les principaux quartiers des centres urbains, où se sont élevés des hôtels particuliers, d'une architecture toute spéciale (11). De plus, des artistes consommés ont

(1) Charles Fisson et Cie, à Xeulilly, fours à chaux d'Haudainville.

(2) Charmes (briqueterie et tuilerie de).

(3) Jeandelaincourt, Metz, Niederweiler.

(4) Produits réfractaires de Longwy.

(5) Faïenceries Keller et Guérin ; faïenceries de Longwy, de Niederweiler.

(6) Carrelages céramiques de Foug ; de Rambervillers.

(7) Poutres Siegwart.

(8) Majorelle.

(9) Baccarat. Gemmelaincourt-Gironcourt, Saint-Gobain, Chauny, Cirey.

(10) Le foyer lorrain, le foyer lunévillois, habitations ouvrières d'Épinal, habitations à bon marché de Nancy, foyer familial de Frouard, de Bouxières, habitations ouvrières de Longwy.

(11) Sociétés immobilières de Gérardmer, de Malzéville, Nancéennes de la rue Blondlot, de la rue du Tapis-Vert, Léopold ; foncières de

réussi à créer un art local tout à fait remarquable. Dans l'ameublement, les œuvres de Majorelle, et dans la verrerie, celles de Gallé et de Daum sont universellement connues.

SECTION III. — Eclairage. Transports.

Enfin des Compagnies d'éclairage par le gaz (1) fournissent la lumière dans toutes les agglomérations. Elles sont souvent doublées par des secteurs électriques (2) qui donnent aussi la force aux nombreux tramways suburbains (3) qui complètent le réseau des chemins de fer à voie étroite (4) qui réunissent les diverses parties de cette région si active.

Les signes de ce développement économique sont d'ailleurs nombreux. Comme dans les pays prospères, en Lorraine le trafic sur les voies ferrées et navigables est intense. Ce sont les lignes de Meurthe-et-Moselle qui fournissent à la Compagnie de l'Est ses recettes kilométriques les plus élevées (5). C'est le transport des produits lorrains qui

Tantonville, de Nancy, de Baccarat, de Saint-Clément, de la rue Charles-Vue, de Blâmont, Société immobilière de Mirecourt.

(1) Usines Jeanmaire, gaz de Villerupt, de Toul, de Nancy, d'Epinal, de la Haute-Moselle.

(2) Société Energie-Eclairage, Marcel Vilgrain et Cie, Société électrique du Toulinois, Compagnie française « Lumière et Eau » ; Station centrale d'électricité de Toul ; Compagnie générale d'électricité (station de Nancy).

(3) Tramways de Longwy, d'Epinal, tramways suburbains de Nancy.

(4) Chemin de fer Lunéville-Einville, chemins de fer d'Avrincourt à Blâmont et Cirey, chemins de fer de la Lorraine, chemin de fer de Nancy à Vézelize.

(5) La ligne de Frouard à Pagny, en 1908 et 1909, a donné la re-

permet à l'Est de réaliser de notables plus-values de recettes (1). Les canaux sont cependant très fréquentés et l'accroissement de leur tonnage a été important (2). Ces constatations sont naturelles quand on se rend compte de la part de plus en plus grande que prend la Lorraine dans la vie économique de la France. En 1902, la Meurthe-et-Moselle fournissait 64 o/o de la fonte, 45 o/o de l'acier, 85 o/o du sel, que le pays entier consommait. Cinq ans seulement après, en 1907, elle donnait 69 o/o de la fonte, 51 o/o de l'acier, 87 o/o du sel. La production de ces trois objets avait augmenté en Meurthe-et-Moselle respectivement de 59, 88, et 24 o/o, tandis que pour toute la France l'augmentation n'était que de 49, 69 et 21 o/o (3).

cette kilométrique brute la plus élevée de la Compagnie : 168.626 fr. en 1909, 160.665 fr. en 1908. Puis Valleroy-Homécourt, 147.418 francs (*Rapport du conseil d'administration de la Compagnie de l'Est* du 27 avril 1910, annexe, p. 48 et 49).

(1) L'accroissement du trafic en P. V. de la Compagnie de l'Est de 1895 à 1907 provient pour les trois quarts de la métallurgie lorraine. De l'accroissement des recettes en petite vitesse, 60 o/o est dû à la métallurgie lorraine (*Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, décembre 1909, p. 802 et 803).

(2) 3.000.000 à 4.000.000 de tonnes contre 770.000 en 1872. — Voir *Compte rendu du deuxième Congrès de navigation intérieure de Nancy en 1909*, p. 210 à 214. — Voir livre du *Cinquantenaire de la Chambre de commerce de Nancy*, p. 88. — Voir *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, juillet-août 1908, p. 602 à 612.

(3) Voir *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, mai-juin 1908, p. 442, 443.

CONCLUSION

Del'examen rapide de toutes les branches de l'activité économique de Meurthe-et-Moselle, l'impression dominante qui demeure est celle d'un pays foncièrement métallurgiste. La grande métallurgie y règne et le reste s'efface devant elle. Elle domine à la fois par l'importance des capitaux engagés, par le nombre d'ouvriers qu'elle emploie, par la puissance et la valeur de sa production, le chiffre de ses bénéfices, la diversité de ses sous-produits (1). Par là est mis en échec en Lorraine le principe de la division géographique du travail qui exigerait la spécialisation, comme dans d'autres pays voisins, des régions au sous-sol riche en fer, dans la seule extraction du minerai, dont le traitement serait réservé à d'autres contrées riches en charbon. Mais non seulement dans l'Est des hauts-fourneaux, des aciéries, des maisons de construction de machines se sont élevés et prospèrent en grand nombre ; de plus, ce centre d'attraction principal n'a pas étouffé les autres branches de l'activité industrielle. Au contraire, à côté de lui des affaires très différentes ont pu mettre en œuvre les autres richesses naturelles du pays, travailler des plantes exotiques. Presque toute la matière première nécessaire aux multiples industries de transformation est produite sur place et suffit à assurer la consommation

(1) 30 0/0 du nombre total d'ouvriers, 58,9 0/0 du capital engagé, 71,8 0/0 de la force motrice employée.

locale ou même une notable partie des besoins de la France. Bien plus, d'importantes industries d'exportation uniques dans le pays ou même en Europe se sont développées. Des fabrications d'art nées dans la région, ont acquis une réputation mondiale. Ce développement harmonique s'est fait presque sans heurt, d'une manière ininterrompue. L'énergie, la ténacité du caractère lorrain est sans doute un important facteur du succès. L'élite de la population alsacienne lui a apporté une aide féconde. Surtout les pouvoirs et les industriels locaux ont su développer et conserver le génie du tempérament lorrain dans les nombreuses et célèbres écoles techniques qui ont été créées ou restaurées et soutenues avec un zèle infatigable et un large appui financier.

La Lorraine a eu ainsi sa pépinière d'hommes formés pour la lutte économique. Leurs efforts conscients n'ont pas été vains. Ce sont des lorrains, les Thomas, les Solvay, pour ne citer que les plus illustres, qui sont les auteurs des découvertes qui ont décidé de l'avenir de leur région. Combien d'autres moins connus ou obscurs ont su, et les premiers, se plier aux nécessités de la concurrence moderne. Le machinisme appelait la concentration. Là où il le fallait, ils ont rapidement transformé leur outillage pour être toujours à la tête du progrès.

C'est encore en Lorraine qu'on trouve les plus beaux exemples d'intégration industrielle de la France. Les principaux établissements sidérurgiques possèdent leurs mines, hauts-fourneaux, aciéries, charbonnages, carrières, utili-

sent tous leurs sous-produits. Si la conception de l'usine française répudie au trust et aux entreprises géantes germano-américaines, les maîtres de forges, les producteurs de sel, les fabricants de soude, les marchands de chaussures ont compris que leur prospérité individuelle dépendait de celle des voisins et ont consenti, en gardant leur libre direction technique, à fonder des comptoirs de vente qui ont permis de régulariser les prix. Sans doute dans d'autres domaines aucun de ces progrès n'est fait, ou dans la marche en avant on est en retard d'une étape. La brasserie souffre de la concurrence. Dans l'industrie de la broderie sur tulle sévit la plaie du « Sweating System » avec le travail à domicile. Mais, à part ces exemples, qui, heureusement, ici sont des exceptions, presque partout les éléments directeurs ont été à la fois à la hauteur des nécessités économiques et de leur devoir social ; et les œuvres de patronage complétées par l'initiative privée ont obtenu les résultats très appréciables de fixer la main-d'œuvre qui faisait défaut et de faire participer au développement du bien-être général la multitude des humbles.

Un organe de cohésion manquait à ce corps pour le vivifier et y répandre l'activité. Ce sont les banques lorraines qui ont su réaliser ce bienfait en se pliant elles aussi aux exigences de l'évolution contemporaine. Grâce à une exacte connaissance du milieu, elles ont pu largement dispenser le crédit. Par leurs résultats heureux, elles ont gagné la confiance du pays et contribué dans une large

part à fixer sur le sol lorrain 600.000.000 (1) de capitaux régionaux. Leur action se mêle intimement à la vie industrielle. Mais avant de l'étudier, il paraît nécessaire d'indiquer quels sont les organismes qui ont joué ce rôle.

(1) Voir *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, mars-avril 1908, p. 295 à 308.

DEUXIÈME PARTIE

LES ORGANISMES BANCAIRES

SECTION I. — Etude synthétique.

Les banques lorraines dont le siège social est à Nancy, sont au nombre de quatre : deux sociétés anonymes ; deux commandites par actions.

Ce sont :

La Société Nancéienne de Crédit Industriel et Commercial (société anonyme) ;

La Banque Renauld et Cie (commandite) ;

La Banque Lévy-Bettinger et Cie (commandite) ;

La Banque de Nancy (société anonyme).

Mais pour être complet, il convient d'ajouter à cette énumération la succursale de Nancy de la Banque d'Alsace-Lorraine. Sans doute cette maison a son siège social à Strasbourg. Mais, par la nationalité de ses actionnaires, par ses procédés d'action, par la place importante qu'elle a prise dans la région de Nancy, par le réseau de succursales, d'agences et de bureaux rattachés dont elle a couvert l'Est de la France, elle mérite d'être comptée à juste titre parmi les banques locales de Meurthe-et-Moselle.

Sauf le Comptoir d'Escompte de Nancy, dont la création

remonte à 1848, les quatre autres banques ne datent que de la période qui a suivi 1870. Au lendemain de la guerre, le 15 janvier 1872, la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France ouvrait une agence à Nancy. Les banquiers locaux, assez nombreux dans la région, allaient dès lors avoir à soutenir la concurrence d'un grand établissement de crédit dont les avantageuses conditions d'escompte, les services de caisse multiples, les procédés de réclame pouvaient allécher une clientèle souvent plus facile à séduire qu'à contenter. Certains d'entre eux comprirent cependant que la lutte n'était pas désespérée : ils eurent confiance dans l'avenir d'une région en pleine résurrection. Forts de leur expérience du passé, et des services féconds qu'ils avaient su rendre jusqu'alors à l'industrie locale, ils virent qu'ils pouvaient ne pas disparaître en s'adaptant aux conditions nouvelles de la vie économique. A cette fin, ils devaient changer la forme et la méthode d'action de leurs maisons.

Pour subvenir aux besoins croissants de la métallurgie qui subissait une crise de transformation, pour développer les diverses affaires qui venaient d'immigrer d'Alsace, il fallait des ressources plus abondantes que n'en pouvaient fournir les banques privées alimentées souvent par la seule fortune personnelle de leur directeur. Aussi d'anciennes firmes honorablement connues, depuis des générations parfois, se transformèrent-elles en sociétés en commandite par actions. Les Thomas, pour ne retenir que ce nom, purent ainsi, grâce à l'appoint de nouveaux capi-

taux, continuer les traditions de la vieille banque privée. D'autres, au contraire plus âgés ou moins confiants, préférèrent se retirer et laisser la place à des successeurs plus hardis. C'est ainsi que la banque Renault fut fondée en 1878 au capital de 1.000.000 en commandite par actions. Elle reprenait la suite d'une ancienne maison. Peu après, dans le deuxième semestre de 1881, le Crédit Lyonnais, en poursuivant le développement méthodique du nombre de ses succursales pour devenir le plus grand établissement de crédit du pays, ouvrait une agence à Nancy. Avec l'apparition de la Société Générale et du Crédit Lyonnais, qui abaissaient et unifiaient le taux de l'escompte, les banques locales perdaient la principale source de leurs opérations lucratives. Obligées, pour conserver leur clientèle, à consentir les mêmes conditions que leurs concurrentes de Paris, elles devaient chercher leurs bénéfices à d'autres sources. Il fallait donc ainsi changer de méthode, sinon disparaître. Or, 1881, c'est l'époque où, nous l'avons vu, commençait la mise en valeur du bassin de Longwy, où des procédés de fabrication nouveaux venaient de révolutionner l'industrie de la soude, allaient transformer celle de l'acier. Il fallait des fonds à tous les hommes d'action qui travaillaient avec foi dans l'avenir, mais qui ne trouvaient pas de capitaux confiants pour les aider à leurs débuts souvent fort difficiles. Les succursales des grands établissements de crédit ne pouvaient pas et ne voulaient pas soutenir ainsi des industries locales. L'opinion d'un de leurs directeurs à ce sujet n'était pas équivoque : « Nous

ne négligeons pas les affaires financières », écrivait l'éminent fondateur et président du conseil d'administration du Crédit Lyonnais, M. Germain, dans le rapport qu'il présentait à l'assemblée générale des actionnaires de 1880. « Nous les accueillons même volontiers, continuait-il, quand les circonstances nous les présentent, mais nous ne voulons pas dépendre d'elles. »

Ce n'était pas, en effet, et ce ne pouvait être le rôle de grandes sociétés de crédit, d'être des banques d'affaires. Sans doute elles pouvaient, même avec des facilités plus grandes, et à des taux plus avantageux que les banques locales, opérer les recouvrements, escompter le papier à court terme, exécuter tous les services mécaniques de caisse. Mais elles ne pouvaient pas et ne devaient pas consentir aux industriels et commerçants des crédits à longue échéance. Elles ne le pouvaient pas, car leurs directeurs d'agences, véritables fonctionnaires, souvent passagers, sans aucune attache avec la région, manquent de la connaissance profonde du milieu, qu'ont acquise par les relations quotidiennes, depuis l'enfance, les banquiers locaux. Même, si un séjour prolongé leur permet de se former un jugement éclairé sur les industriels de la région, et de consentir à bon escient des avances à découvert, il est à craindre que la continuité de ce concours ne soit pas aussi sûre qu'auprès d'une maison du pays. Dans un grand établissement fortement hiérarchisé, le crédit pourrait être coupé sur l'avis d'un simple inspecteur. Mais, en supposant même ces interventions rares, et dans le cas où leurs succursales

seraient en état d'ouvrir des comptes à longue échéance, les banques de Paris ne peuvent leur permettre de le faire que d'une manière accidentelle ou exceptionnelle, car elles sont avant tout des institutions de dépôt à vuë. L'argent des particuliers est leur instrument de travail : or il peut être retiré du jour au lendemain. Les sociétés doivent donc lui trouver un emploi qui évite toute immobilisation. Au contraire, la banque locale qui travaille surtout avec son capital, non sujet aux demandes de remboursement immédiat, peut et doit consentir des avances à découvert à l'industrie locale, dont elle connaît les directeurs, qu'elle peut suivre pas à pas dans son évolution et qui trouve enfin en elle son plus solide et discret appui. Les financiers lorrains le comprirent. La banque Thomas et Cie s'engagea à fond et non sans péril dans les nouvelles affaires du bassin de Longwy ; mais son capital trop faible ne lui permettait pas de rayonner dans toute une région si prodigieusement active. Nancy avait besoin d'une banque. La Banque d'Alsace-Lorraine y avait ouvert une succursale en 1880. Cette maison, étrangère au département, pouvait donc acquérir une situation prépondérante par sa force et ses procédés d'action. Aussi un groupe d'hommes d'affaires des plus notoires dans la contrée créa, en 1881, la Société Nancéienne de Crédit Industriel et Commercial, société anonyme au capital de 16.000.000. Dès lors la banque locale avait trouvé en Lorraine le terrain qui lui appartenait : sa force a été dans la spécialisation qui était la cause même de son existence. Elle a grandi en

face des établissements de crédit de Paris, car elle n'était pas leur concurrent. Chacun d'eux a pu se développer dans son domaine propre.

Ainsi, d'une part, à côté de la Société Générale qui augmentait le nombre de ses bureaux rattachés à Nancy (1), à côté du Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte est venu s'établir à Nancy en 1899 (2). Mais alors, d'autre part, commença dans le commerce de banque lorrain un mouvement continu de concentration. La banque locale devint régionale. C'était la conséquence directe de la nature des opérations qu'elle faisait. En étendant son action sur plusieurs places, elle diminuait les risques de ses immobilisations en les divisant entre des affaires de nature différente. L'absorption des vieilles maisons se fit presque exclusivement au profit de la Société Nancéienne. Mais celle-ci n'élimina pas toute concurrence. Les maisons qui subsistèrent, sans augmenter le nombre de leurs guichets, purent cependant, et quelquefois dans des proportions plus importantes que la Nancéienne, accroître leur puissance d'action. L'établissement d'un concurrent nouveau, la banque de Nancy, fondée en 1903, n'arrêta pas le développement du groupe qui se manifeste par la progression annuelle de son chiffre d'affaires global.

(1) Lunéville, Toul, Pont-à-Mousson, Baccarat, Saint-Nicolas-du-Port, Blâmont, Gerbewiller, Pont-Saint-Vincent, Neuves-Maisons, et une succursale fondée en 1903 à Longwy.

(2) Le Crédit Lyonnais a une agence à Lunéville. Le Comptoir d'Escompte a aussi une agence à Lunéville et une à Longwy.

Chiffres d'affaires :

1905	2.047.314.000 francs (1)
1906	2.303.153.000 »
1907	2.714.810.000 »
1908	3.319.593.000 »
1909	3.988.799.000 »

D'ailleurs le caractère de banques d'affaires qu'elles avaient au début, a été gardé et même fortifié par les banques lorraines. Si leur chiffre d'opérations a progressé, leur capital s'est élevé parallèlement et d'une manière surprenante dans ces dernières années.

	Capital ini- tial (2)	1904	1905-06	1907	1908	1909	1910	Capital non appelé
Nancéienne	16	20	30	45	50	50	60	45
Renauld et C ^{ie}	1	5	5	5	10	10	20	10
Lévy-Bettinger	1	5	5	5	5	5	5	2,500
Alsace-Lorraine	7,5	15,750	15,750	15,750	15,750	20,250	20,25	»
Banque de Nancy . . .	0,1	0,1	1	2	2	3	5	3,750
	25,6	45,850	56,750	72,750	82,750	88,250	110,25	61,250

Ce capital élevé, qui serait complété en temps de crise par les versements à appeler sur les actions non libérées, est bien l'instrument de travail des banques lorraines, car les dépôts qui leur sont confiés sont loin d'atteindre chez elles la même proportion, par rapport au capital, que dans les établissements de crédit.

(1) Sans compter le chiffre de la succursale de la Banque d'Alsace-Lorraine. En 1904 (voir *Cinquantième de la Chambre de commerce de Nancy*, p. 84), le chiffre global d'affaires de toutes les banques locales était de 2.800.000 francs.

(2) En millions de francs.

	Capital	Dépôt	Proportion
Banques lorraines	80.000.000	120.000.000	150 0/0
Etablissements de crédit .	850.000.000	2.900.000.000	300 0/0

Ainsi, nées des affaires, créées au moment même où le développement économique appelait de nouveaux organismes, plus puissants que les anciens pour pouvoir les seconder d'une manière efficace, et plus souples qu'eux pour se plier aux nécessités de la concurrence, les banques lorraines ont grandi avec les industries locales. Nous verrons dans la troisième partie, quel concours elles ont donné aux entreprises qui les avaient suscitées.

SECTION II. — Etude analytique.

Lévy, Bettinger et Cie.

La banque Lévy, Bettinger et Cie est la doyenne des banques lorraines actuelles. Son origine première remonte à 1848. A cette époque furent fondés dans les principales villes des « Comptoirs d'Escompte » dont la plupart disparurent par la suite. Celui de Nancy subsista. Il avait été créé pour trois ans au capital de 1.000.000 souscrit par des capitalistes. L'Etat et la ville de Nancy lui fournissaient chacun 1.000 000 comme capital de garantie. A la fin de ces trois années, en 1851, ce Comptoir devint, sous la direction de M. Wolf, une société en commandite au capital de 2 millions, sous la raison sociale : MM. Wolf et Cie, Comptoir d'Escompte de Nancy, jusqu'en 1869. A cette épo-

que, MM. Weil, Lévy et Cie, qui avaient fondé en 1866 une banque au capital de 800.000 fr., absorbèrent le Comptoir et portèrent leur capital à 2.500.000 francs par la création d'actions d'apport attribuées pour 1 million à MM. Weil et Lévy, le reste souscrit en numéraire. En 1897, nouvelle augmentation du capital social porté à 4.000.000, et la raison sociale devint Lévy, Mess et Cie. Au renouvellement de la Société, en 1900, le capital fut encore augmenté et porté à 5.000.000 de francs, son chiffre actuel. A la suite du décès de M. Mess, M. Lévy attacha à la gérance M. Bettinger en 1907. Depuis lors la banque n'a pas subi de transformation. La gérance se compose de MM. I. et G. Lévy, de M. Bettinger. Le capital se divise en 5.000 actions de 1.000 francs libérées de moitié. Les derniers exercices montrent la progression à peu près continue du chiffre d'affaires.

	Chiffre d'affaires	Réserves	Bénéfices	Dividendes
1905. . . .	255.000.000	100.000	210.296	26
1906. . . .	269.000.000	137.500	241.096	27.50
1907. . . .	276.000.000	185.000	271.927	28.50
1908. . . .	263.000.000	206.250	296.837	28.50
1909. . . .	270.000.000	231.250	278.710	30
1910. . . .	306.000.000	292.029	298.316	31.68

Banque d'Alsace-Lorraine.

La Banque d'Alsace-Lorraine a été créée le 16 décembre 1871 au lendemain de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Le gouvernement allemand, poursuivant sa politique de germanisation interdit sur le territoire d'empire la création ou le maintien de succursales de banques fran-

çaises. C'est pour avoir une banque indigène qu'un groupe d'Alsaciens fonda à Strasbourg avec l'appoint de capitaux français et suisses, la Banque d'Alsace-Lorraine (1).

Celle-ci commença avec un capital de 6 000.000 de marks porté successivement à 12.000.000, 15.750.000 et enfin à 20.250.000 francs par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} juillet 1909. Elle resta d'abord cantonnée en Alsace-Lorraine (2). L'émigration d'une partie des Alsaciens et l'établissement en Meurthe-et-Moselle de certaines industries messines et strasbourgeoises détermina la direction de la Banque d'Alsace-Lorraine à suivre sa clientèle et à aller la retrouver sur le territoire français. La succursale de Nancy fut ouverte en 1880. Depuis des agences furent fondées à Commercy (1885), Neufchâteau, Sainte-Menehould, Verdun (1909) et Longwy, cette dernière en 1910. La même année, la Banque d'Alsace-Lorraine reprenait la banque Périn et Cie à Vitry-le-François, vieille maison fondée en 1780 par M. Bertrand-Hanin et restée dans la famille pendant quatre générations sous la direction et les noms successifs de MM. Jean Bertrand, Marcel Périn, Marcel Périn et Fils (3).

(1) Non seulement elle était utile pour subvenir aux besoins de l'industrie et du commerce dans les départements abandonnés, mais elle était nécessaire pour se charger temporairement des opérations du Trésor public français et prêter son concours à la liquidation de la recette générale et de la succursale de la Banque de France.

(2) Elle fonda des succursales à Metz en 1872, à Mulhouse en 1874, à Sainte-Marie-aux-Mines en 1875.

(3) Lire sur l'intéressante figure de M. Jean Bertrand, l'étude de M. Jovy, professeur au collège de Vitry.

Situation de la Banque d'Alsace-Lorraine.

Années . .	Capital	Réserves	Bénéfices	Dividendes
1904. . .	15.750.000	2.803.000	1.340.000	40
1905. . .	15.750.000	2.822.000	1.070.000	35
1906. . .	15.750.000	2.891.000	1.773.000	40
1907. . .	15.750.000	2.861.000	1.699.000	40
1908. . .	15.750.000	2.882.000	1.625.000	40
1909. . .	20.250.000	3.229.000	2.167.000	40

Banque Renault et Cie.

La banque Renault a des attaches avec le milieu lorrain presque aussi anciennes que la banque Lévy-Bettinger. Cependant elle ne fut fondée que le 1^{er} mai 1878. Elle reprenait la suite de la firme « Jambois-Husson » qui existait depuis 1847. Fondée au capital de 1.000.000 de francs sous forme de commandite par actions, elle eut un remarquable essor. Sous la direction habile de son énergique gérant qui a su, selon son expression même, « œuvrer et durer », elle a développé progressivement son chiffre d'affaires, son capital, ses bénéfices. En 1889, son capital est de 2.000.000; en 1898, 4.000.000; en 1903, 5.000.000; en 1907, 10.000.000, et enfin en juillet 1910 il est porté à 20.000.000 (1), sur lesquels la moitié seulement est versée. Le tableau qui suit donnera depuis 30 ans la preuve du zèle infatigable de la gérance et de ses efforts couronnés de succès.

(1) Assemblée générale du 30 juillet 1910.

Exercices	Chiffre d'affaires	Bénéfices nets	Réserves	Dividende
1889 .	159,775,000	128,140	"	"
1890 .	163,225,000	122,955	105,440	6.25 0/0
1891 .	173,991,000	125,861	158,976	6.25 0/0
1892 .	186,598,000	121,334	212,680	6.25 0/0
1893 .	172,807,000	107,743	252,871	6.25 0/0
1894 .	185,932,000	117,203	300,189	6.25 0/0
1895 .	197,723,000	145,775	373,153	6.25 0/0
1896 .	199,609,000	149,593	452,898	6.25 0/0
1897 .	212,382,000	169,298	555,586	6.25 0/0
1898 .	259,749,000	248,808	651,045	6.25 0/0
1899 .	302,643,000	321,825	602,113	6.25 0/0
1900 .	562,234,000	351,234	658,726	6.25 0/0
1901 .	306,700,000	283,355	692,552	6.25 0/0
1902 .	345,283,000	265,104	685,686	6.25 0/0
1903 .	408,009,000	310,590	786,374	6.25 0/0
1904 .	405,758,000	334,307	643,952	6.25 0/0
1905 .	440,686,000	357,792	710,055	6.25 4/0
1906 .	476,899,000	388,779	809,830	6.25 0/0
1907 .	607,183,000	496,553	827,882	6.25 0/0
1908 .	810,620,000	649,592	1,035,089	6.25 0/0
1909 .	861,334,000	740,000	1,191,000	6.25 0/0
1910 .	871,563,000	820,792	1,596,629	6.25 0/0

Voir *Annuaire Renault*, p. 10.

Société Nancéienne.

Nous arrivons à la plus puissante maison de banque lorraine créée en 1881 au capital de 16 millions par un groupe d'hommes d'affaires dont les noms étaient attachés aux plus grandes maisons des diverses industries régionales. Le président était un inspecteur général des finances ; le vice-président, le directeur du Comptoir des sels de l'Est à Nancy, les administrateurs : le gérant des salines de Saint-Nicolas ; M. Keller, faïencier, de Meixmoron, de Dombasle, fabricant de machines agricoles ; M. Michaut,

directeur des cristalleries de Baccarat ; M. Norberg, de l'imprimerie Berger-Levrault ; M. Vieillard, maître de forges, auxquels s'adjoignaient des financiers : un autre inspecteur des finances, le baron de Ravinel ; M. Blavoyer, administrateur de la Caisse des Dépôts et Comptes courants à Paris, et M. Darrieu, le président de la Société Générale de crédit industriel et commercial dont la Société Nancéienne devenait naturellement sinon la filiale, du moins le correspondant. Le directeur était l'ancien directeur de la Banque de France à Nancy.

La Société Nancéienne ne devait pas rester une banque locale. Les puissants appuis qu'elle trouva dans sa clientèle, grâce à la composition de son conseil, lui assurèrent le développement régulier de son chiffre d'affaires. Après avoir absorbé en 1884 la maison Bourgeon et Cie, elle a créé ses premières succursales en reprenant la banque Lenglet de Nancy et ses deux succursales de Lunéville et Pont-à-Mousson en 1894. Cette vieille affaire fondée en 1842 par M. Husson, sous la raison sociale Husson et Cie, avait été reprise en 1856 et continuée par son gendre M. Lenglet, auquel succéda son fils jusqu'en 1894. Avec un capital de deux millions fourni par la famille, elle fut sous la forme de commandite par actions jusqu'en 1890, puis devint une affaire privée. Dans les quatre dernières années elle faisait 300 et 400 millions d'affaires. En 1902, pour compléter son rayon d'action dans les Vosges, la Nancéienne reprenait la maison Lung, fondée en 1864 par M. Lung et son beau-frère, M. Tarraut, qui apportaient chacun 50.000 francs. Le ca-

pital fut progressivement porté à 300.000 fr. Le chiffre d'affaires initial de 5.000.000 atteignait 10.000.000 en 1870. Il doubla après la guerre et était de 35.000.000 en 1881, époque à laquelle M. Tarraut se retira. Alors pour remplacer la société en nom collectif, en septembre 1881 fut formée une société en commandite simple pour dix ans au capital de un million (dont un quart versé) avec la raison sociale G. Lung et Cie. Le chiffre d'affaires atteignit 50.000.000. En 1891, la société fut renouvelée pour dix ans. En 1901 la concurrence des établissements de crédit avait ramené son chiffre d'affaires à 44.000.000, auxquels il faut ajouter les 20.000.000 de la succursale de Rambervillers créée en 1873. Puis en 1905, la maison Greff de Pont-à-Mousson, et Fordoxel de Longuyon fusionnaient avec la Nancéienne. La banque Fordoxel avait été créée en 1869, sous le nom de Comptoir d'Escompte, par M. Fordoxel, auquel succéda en 1876 sa veuve, puis le second mari de celle-ci jusqu'en 1890, époque à laquelle Maurice Fordoxel prenait la direction. Le chiffre d'affaires était d'environ 12.000.000 alors, et atteignait 31.000.000 en 1905 pour le dernier exercice (21.000.000 d'affaires de banque et 11.000.000 d'affaires de bourse). Mais, non contente de reprendre des maisons existantes, la Nancéienne créait des agences à Raon-l'Etape et Plombières en 1902, à Longwy en 1903. Dans cette dernière ville l'apparition de cette nouvelle concurrente hâta peut-être la retraite d'un homme dont le nom avait été si intimement lié au développement économique lorrain et dont l'honorable maison avait joué

un rôle si fécond. En effet, en 1907, la banque de Meurthe-et-Moselle, H. Thomas et Cie, était reprise par la Nancéienne. Cette maison, fondée en 1863, au capital de 400.000 francs eut des débuts modestes et prudents jusque 1870. Après la guerre, M. E. Thomas, frappé de la situation que créait à l'industrie métallurgique la nouvelle frontière, transforma la commandite simple en commandite par actions au capital de 2.000.000. La banque étudia les projets nombreux qui surgirent, s'y intéressa souvent pour inspirer confiance et surtout pour faire des avances de capitaux aux industries prospères maintenant et dont les débuts furent souvent difficiles. Le succès fut presque général, grâce à d'heureux concours de circonstances et à la valeur du directeur. Pour suivre le développement industriel, la maison avait dû porter son capital à 6.000.000, et en 1898 à 8.000.000. A cette date la raison sociale devint E. et H. Thomas et Cie. Puis en 1903 la Société Générale et la Société Nancéienne arrivèrent à Longwy. M. E. Thomas s'était retiré après 44 années de labeur. Son fils, H. Thomas, préféra à la concurrence, l'accord avec la Nancéienne qui avait le même programme, les mêmes conceptions, et, en 1907, il céda sa banque. En 1909, la banque Xilliez de Blâmont fut rachetée. Enfin en 1910, la Nancéienne put réaliser le projet qu'elle avait depuis longtemps de s'installer dans les Ardennes où elle reprit la jeune mais active maison H. Herbulot et Cie de Charleville, avec ses succursales de Vouziers, Attigny et Rethel, et ses bureaux de Vriigne-aux-Bois et Hautes-Rivières. Fondée en avril 1892 au

capital de 500.000 francs, porté en 1898 à 800.000 francs, son chiffre d'affaires avait progressé de 73.000.000 la première année à 128.000.000 pour le dernier exercice clos le 30 juin 1909.

L'effet de cette concentration se remarque nettement dans l'examen du chiffre d'affaires de la Nancéienne dont on peut voir l'augmentation parallèle à celle du capital social.

Années	Evénements	Chiffre d'affaires	Capital
1881.	Fondation	263.000.000	16.000.000
1882.		344.000.000	16.000.000
1883.		393.000.000	16.000.000
1884.	Reprise de la banque Bourgeon	465.000.000	16.000.000
1885.		436.000.000	16.000.000
1886.		437.000.000	16.000.000
1887.		441.000.000	16.000.000
1888.		469.000.000	16.000.000
1889.		500.000.000	16.000.000
1890.		543.000.000	16.000.000
1891.		594.000.000	16.000.000
1892.		562.000.000	16.000.000
1893.		559.000.000	16.000.000
1894.	Reprise de la banque Lenglet	935.000.000	16.000.000
1895.		926.000.000	16.000.000
1896.		940.000.000	16.000.000
1897.		967.000.000	16.000.000
1898.		977.000.000	16.000.000
1899.	Capital porté à 20.000.000	1.031.000.000	20.000.000
1900.		1.016.000.000	20.000.000
1901.		1.037.000.000	20.000.000
1902.	Reprise de la maison Lung et fondations d'agences	1.109.000.000	20.000.000
1903.		1.240.000.000	20.000.000

1904.		1.312.000.000	30.000.000
1905.		1.504.000.000	30.000.000
1906.		1.762.000.000	30.000.000
1907.	Reprise de la banque Thomas	2.159.000.000	45.000.000
1908.		2.737.000.000	50.000.000
1909.	Reprise de la banque Xilliez	2.905.000.000	50.000.000
1910.	Reprise de la banque Herbulot	»	60.000.000

Banque de Nancy.

Elle est la plus jeune des banques de Nancy. Elle n'a que sept années d'existence. Elle a été fondée en 1903 par M.Brûllard au capital de 100.000 francs sous la forme d'une Société anonyme. C'était alors une simple agence de bourse ; mais en 1905 elle fusionna avec la banque Brûllard, banque particulière d'escompte, dirigée par le père du fondateur de la banque de Nancy. Le capital fut porté à 1.000.000 et élevé par étapes successives jusqu'à son chiffre actuel de 5.000.000.

Années	Capital fr.	Chiffre d'affaires fr.
1905	1.000.000	39.505 000
1906	1.000.000	52.560.000
1907	2.000.000	69.054.000
1908	2.000.000	86.939.000
1909	3.000.000	119.581.000

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION DES BANQUES SUR LE MILIEU

SECTION I

ÉTUDE SYNTHÉTIQUE

CHAPITRE PREMIER

LA PÉNÉTRATION DE LA BANQUE ET DE L'INDUSTRIE.

Fondées pour soutenir l'industrie locale, lui procurer son fonds de roulement, permettre son développement et ses transformations, suppléer enfin aux capitaux fixes qui lui font temporairement défaut à ses débuts ou entre les émissions, les banques lorraines devaient entrer en relation intime avec leur clientèle, pour pouvoir la secourir d'une manière efficace et sans péril. Le meilleur moyen d'y parvenir était d'appeler les industriels eux-mêmes aux conseils des banques. Ceux-ci habilement

choisis parmi les représentants les plus autorisés des diverses branches de l'activité régionale, pouvaient ainsi exprimer directement les désirs de la clientèle, donner des avis éclairés sur les entreprises qu'ils connaissent par les rapports quotidiens d'affaires qu'ils ont avec elles, ou par la part qu'ils prennent en personne à leur administration, et arrêter le zèle d'un directeur parfois trop hardi, ou vaincre les hésitations d'un commandité souvent trop prudent. Cette politique est celle des firmes allemandes (1). Elle fut et elle est restée, plus encore que de l'autre côté du Rhin, celle des banques lorraines. Nous avons vu plus haut (2) la composition du premier conseil d'administration de la Société Nancéienne. Aujourd'hui encore, les mêmes principes président à ce choix (3). En dehors d'un élément contentieux indispensable, représenté par un notaire ou un avoué, les conseils des quatre banques de Nancy ne comprennent que des industriels ou commerçants. S'il existe quelques exceptions, elles sont en général justifiées par la compétence financière des personnalités qu'elles concernent. Sur 35 membres qui forment le total des conseils des quatre banques de Nancy, il y a 21 industriels, ingénieurs et commerçants, auxquels il convient

(1) La Berlinerhandels gesellschaft a 12 industriels dans son conseil, la Disconto et la Dresdner 5 chacune, la Deutschebank, la Darmstädterbank, 4 chacune.

(2) Voir plus haut, p. 52

(3) Les banques de la région du Nord suivent aussi cet exemple. Le Crédit du Nord a 9 industriels dans son conseil, la banque régionale du Nord 3, la banque Dévilder, 10.

d'ajouter les deux administrateurs français de la Banque d'Alsace-Lorraine qui tous les deux occupent une situation industrielle importante. Ces 23 fauteuils se répartissent entre tous les domaines de l'activité régionale, qui trouvent ainsi chacun une voix qualifiée pour le défendre. Il y a trois représentants de la grande métallurgie : MM. de Saintignon, Cavallier, Grosdidier ; un de l'industrie de l'alimentation, M. Benoist ; deux de l'industrie du bâtiment : MM. Fisson et Keller ; deux des filatures : MM. Francin et Marchal ; un des maisons de construction mécanique : M. de Meixmoron de Dombasle ; deux des salines : MM. Payelle et de Stucklé ; deux de l'industrie du verre : MM. Michaut et Daum ; un de la tannerie : M. Luc ; un des entreprises de transport : M. Giron ; deux ingénieurs : MM. Berveiller et Variot-Norbert ; cinq négociants : MM. Bécus, Bournique, Fauville, Hinzelin et Weille.

L'élément contentieux est représenté par un avoué, M. Georgel, et par trois anciens notaires, MM. Cosson, Ferry et Garnier. La longue expérience des affaires qu'ont acquise ces trois derniers, et la part active qu'ils prennent dans l'administration de nombreuses entreprises les désignaient pour occuper une place au conseil des plus importantes banques de Nancy.

Pour coordonner ces bonnes volontés, leur donner une direction technique, on a fait appel à des financiers de carrière : M. Buffet, ancien inspecteur des finances, le comte de Laudrian, ancien receveur des finances, M. H. Thomas, ancien banquier, M. Duperron, ancien directeur de la Société Nancéienne.

Quatre places seulement sont prises par des hommes qui n'ont pas été dans les affaires. MM. de Metz-Noblat, Picot, le marquis de Ponton d'Amécourt, le baron de Ravinel, mais qui, par leur famille ou leur valeur, ont dans la région une influence appréciable.

Ainsi, en résumé, les 35 fauteuils se répartissent de la façon suivante :

- 22 industriels, négociants ou ingénieurs ;
- 5 financiers ;
- 4 officiers ministériels ;
- 4 propriétaires.

Ces 35 administrateurs font partie à divers titres de 143 conseils d'administration d'entreprises régionales (1) qui représentent un capital de 605.000.000 de francs (2), dont 441.000.000 d'actions et 164.000.000 de francs d'obligations.

Ils y occupent 234 sièges (3), dont 46 de président, 10 d'administrateur délégué, 144 d'administrateur, 34 de commissaire. Les banques possèdent donc en moyenne deux places dans le conseil des affaires qu'elles surveillent. En réalité, dans beaucoup, elles n'en ont qu'une. Par con-

(1) 6 affaires d'alimentation, 46 de brasseries, 10 de chemins de fer et tramways, 9 de constructions mécaniques, 8 de matériaux de construction, 9 d'eaux et d'hôtels, 8 d'éclairage, 18 de textiles, 8 de charbonnages, 6 de mines, 16 de métallurgie, 3 de papeteries, 5 de salines, 3 de verreries, 17 de valeurs diverses. — Voir le détail ci-dessous pour chaque banque, p. 63.

(2) Voir le détail, p. 78, 99, 116, 122, 125.

(3) Voir le détail, p. 63.

tre, dans les autres, 53 sur 143 (1) ; elles réunissent la majorité des membres, ou une forte minorité, et possèdent quelquefois la présidence et la fonction de commissaire. Elles peuvent donc dominer les entreprises et contrôler leur gestion financière.

Ainsi un grand nombre d'industriels, d'une situation personnelle très importante, dont l'action rayonne sur beaucoup de sociétés ; des officiers ministériels bien au courant du contentieux ; quelques propriétaires, dont la fortune est grande, la famille nombreuse ; le tout dirigé par des financiers de carrière et de haute compétence : voilà la physionomie des conseils des banques. Elle leur donne, par sa puissance, une clientèle étendue ; par sa variété, des éléments nombreux d'information. Il reste à voir comment ces avantages ont été mis en œuvre :

	Présidents	Administ. délégués	Administ.	Commissaires
Société Nancéienne. . .	10	4	50	11
Banque Renault	22	4	61	21
Bque d'Alsace-Lorraine.	7	2	22	1
Lévy-Bettinger et Cie. .	3	0	7	1
Banque de Nancy. . . .	4	0	4	0
	46	10	144	34

(1) 11 affaires qui ont des administrateurs de plusieurs banques ; 42 qui ont plusieurs administrateurs d'une même banque, dont 8 ayant le président et le commissaire.

CHAPITRE II

L'APPUI DONNÉ PAR LA BANQUE A L'INDUSTRIE.

I. — *L'escompte.*

Cette pénétration intime des banques de Nancy avec l'industrie, leur a permis de s'engager à fond dans les opérations de crédit à longue échéance. Ces maisons réalisent ainsi le type le plus complet et peut-être le plus parfait de la banque locale.

Elles ne négligent pas cependant le crédit à court terme. Elles font l'escompte du papier de commerce dans de grandes proportions. Mais leur but n'est pas là. Ce n'est pour elles qu'un moyen. Elles n'abandonnent pas ce travail qui, avec les opérations courantes de caisse, constitue le pur commerce de banque ; car nombre de leurs clients, en dehors de quelques avances temporaires, ne leur demandent pas d'autres services. Mais la concurrence des grands établissements de crédit les obligent à consentir des taux si bas qu'ils leur laissent de faibles bénéfices ; et leurs conditions dites « exceptionnelles » leur font même perdre un peu sur cet article-réclame. Pourtant, lorsqu'un industriel les sollicite de prendre une émission, les banques de Nancy subordonnent leur acceptation, ou au moins le tarif de leur commission à la promesse de leur remettre

toutes les opérations d'escompte de la société intéressée. Si elles tâchent ainsi d'augmenter le mouvement d'entrées de leur portefeuille, ce n'est pas, comme les banques de dépôts, pour avoir une encaisse productive à peu près égale au montant de leurs engagements à vue : c'est pour se procurer des ressources. Au lieu de conserver les effets presque jusqu'à leur échéance, elles réescomptent immédiatement le papier long à deux ou trois mois. Aussi l'ensemble de leurs bilans ne présente qu'un solde débiteur du portefeuille de 25.000.000 pour un mouvement total de 1.550.000.000 de francs, soit une proportion de 1,6 o/o contre 4 o/o au Crédit Lyonnais et de 3,7 o/o dans les banques du Nord (1).

II. — *Le réescompte.*

Cette pratique a pour conséquence de donner à la succursale de la Banque de France de Nancy, des bénéfices bien supérieurs à ceux de la succursale de Lille, qui cependant fait un chiffre d'affaires plus élevé. Celle-ci gagne moins, car les banques du Nord réescomptent des effets à très courte échéance. La succursale de Nancy a le premier rang pour les profits en 1910 et le sixième seulement pour le montant des opérations. Cependant le chiffre de ces dernières en 30 ans a augmenté de 424 o/o,

(1) Le Crédit du Nord, les banques Devilder et Cie, Dupont et Cie, Verley-Decroix et Cie, et la banque régionale du Nord ont dans leur bilan un compte portefeuille global de 164 millions pour un mouvement total de 4.475 millions.

proportion que n'approche, même de loin, aucune autre succursale (1).

Les progrès parallèles des banques lorraines et de la Banque de France en Meurthe et-Moselle montrent combien est inexacte la thèse qui prétend que la Banque de France est la concurrente des banques locales. Celles-ci, lorsqu'elles comprennent leur véritable rôle, empêchent l'escompte direct à la Banque de France, en appliquant au papier des maisons de premier ordre le taux officiel sans commission, ou avec $1/4$ 0/0 de commission. Si elles ne gagnent rien sur cette opération, l'appui de la Banque de France leur permet de réaliser indirectement des bénéfices. La Banque de France est leur banquier. Elle leur prend les effets qui en général ne leur rapportent presque rien ou même leur coûte un peu, et leur prête en échange de l'argent à 3 0/0. Les banques locales peuvent ainsi trouver au fur et à mesure de leurs besoins les disponibilités nécessaires pour alimenter les comptes débiteurs qu'elles ouvrent. Elles ont l'avantage d'augmenter leurs profits non seulement par la différence entre le taux moyen de l'escompte et celui des diverses avances, mais elles payent leur instrument de travail moins cher que si elles émettaient des bons de caisse. C'est ce qui se passe à Nancy. Les banques lorraines, en suivant cette politique, n'accroissent pas outre mesure le chiffre de leurs immobilisations. Une

(1) La succursale qui après Nancy s'est le plus développée dans l'Est, est celle d'Épinal, dont le coefficient d'augmentation est 250 0/0, les autres ne dépassent pas 165 0/0.

partie des comptes débiteurs constitue en effet des opérations de crédit commercial de courte durée. Elle correspond aux avances annuelles qui sont nécessaires à beaucoup d'industries dans l'intervalle qui sépare les achats de matière première de la période active des ventes. Mais si le découvert disparaît par les remises régulières de maisons en pleine prospérité, il n'en est pas de même des industries qui subissent une crise, des affaires nouvelles qui se lancent, et avant de trouver une clientèle suffisante, ou d'arriver à une fabrication parfaite, accumulent les stocks. Le compte débiteur alors correspond à des avances qu'il faut renouveler et consolider lorsque leur durée s'accroît. Il devient du crédit industriel.

III. — *Le compte débiteur.*

Comme tel, il a d'abord le caractère de crédit réel : avances garanties de diverses natures (avances sur titres, sur nantissement, sur hypothèque) ; mais il peut aboutir au crédit personnel (avances sur signature des administrateurs, ouverture de crédit à découvert) et présenter de graves dangers. Les banques lorraines se sont engagées sans crainte dans cette voie : leur actif en 1909 comprend 126.581.000 francs d'avances diverses, dont 77 millions de comptes débiteurs et 48 millions d'avances diverses ; ce qui représente 62 o/o du chiffre qui résume l'ensemble de leurs bilans, et 150 o/o de leur capital. Les banques du Nord (1), avec 156.300.000 francs d'avances, dont 92 millions

(1) Crédit du Nord, Verley-Decroix, Devilder, Dupont, Banque régionale du Nord.

de comptes débiteurs et 64 millions de comptes garantis, atteignent la même proportion que les banques lorraines par rapport à leur capital social 150 0/0 (156.3 millions contre 103 millions). Mais leurs avances ne forment que 37 0/0 du chiffre global de leurs bilans qui est de 425 millions. Ces opérations leur procurent des bénéfices notables, car « pour l'industriel, comme l'écrivait le rédacteur de la circulaire d'une banque de Nancy (1), pour le débutant, l'important n'est pas de payer le crédit plus ou moins cher : c'est d'en obtenir. Le véritable service rendu à l'industrie réside dans l'aval permanent, excluant toute précarité que donne un banquier aux engagements d'un débutant, aval qu'ont toujours donné les banques régionales avec une ampleur qui n'a pas été imitée... »

IV. — *Les ouvertures de crédit.*

En rapprochant les conditions offertes à un client par une maison de Nancy des déclarations faites à M. Huret par le directeur de la banque de Barmen (2), nous avons été frappé de l'identité des taux de commission et d'intérêt au-dessus du taux officiel d'escompte. Mais si l'aide est

(1) Voir *Circulaire Renauld* du 17 février 1907.

(2) « Nous prêtons à 1 0/0 au-dessus du taux officiel de la Reichsbank. Nous exigeons de plus 1/4 0/0 de commission sur le mouvement général des transactions financières de l'emprunteur dont nous sommes généralement chargés... Donc moyennant 1 1/4 0/0 au-dessus du taux officiel de l'argent, un usinier sérieux peut obtenir de nous les capitaux nécessaires à ses affaires. » — Cf. Huret, *En Allemagne, le Rhin et la Westphalie*, p. 209.

donnée à profusion de l'un et de l'autre côté de la frontière, les banques lorraines ont su éviter la méthode de leurs confrères allemands. Si elles consentent des avances à longue échéance et n'hésitent pas à s'engager à fond lorsqu'un client sérieux se trouve dans un embarras temporaire, leurs participations financières ne dégénèrent jamais en commandite, comme en Allemagne (1). Elles ont paré ce danger, en faisant des ouvertures de crédit sous la forme d'effets renouvelables. Ce procédé permet tout à la fois de donner aux avances à long terme toute la durée qui leur convient, et la continuité qu'elles réclament, mais encore il laisse à la banque la possibilité de disposer de ses immobilisations en réescomptant ce papier en cas de besoin. D'ailleurs la conception française de l'industrie qui procède par étapes et se développe avec ses propres bénéfices, au lieu de créer du premier jet des entreprises énormes, n'entraîne pas la banque locale à fournir aux usines leurs capitaux fixes, mais seulement leur fonds de roulement.

V. — *Les émissions.*

La banque reste dans son rôle de soutien de l'industrie. Elle ne devient pas son associée et ne court pas ses risques tout en se solidarissant avec elle. Moins dangereuse, sa tâche est aussi plus facile. En Allemagne les demandes de capitaux dépassent l'augmentation de la fortune publique. En

(1) Voir Depitre, *Le mouvement de concentration dans les banques allemandes*, p. 61. Chiffres des commandites et des participations.

France, au contraire, les affaires nouvelles peu nombreuses sont loin d'absorber toute l'épargne annuelle. Aussi les banques lorraines, pour fournir le fonds de roulement de l'industrie locale, n'ont pas toujours besoin d'engager leurs propres disponibilités. Chaque fois qu'elles le peuvent, elles se bornent à servir d'intermédiaire pour placer des emprunts. Ceux-ci apparaissent donc comme le complément de leurs opérations de crédit. Aussi, de tout temps, les banques leur ont prêté leur concours ; mais c'est surtout depuis dix ans qu'elles se sont occupées plus spécialement de titres. Elles n'ont pas rencontré d'abord toutes les facilités désirables, car les capitalistes français sont peu enclins à s'intéresser à des entreprises industrielles. Elles ont réussi cependant à vaincre cette tendance, et à recruter dans la région des souscripteurs assez nombreux pour couvrir leurs émissions. Elles doivent leur succès à leur publicité. Elles ont su se faire connaître et attirer les clients.

Leurs locaux ne sont plus ceux de la vieille banque privée, discrète même jusque sur sa façade. Chacune d'elles s'est installée dans un immeuble spacieux où le public trouve toutes les commodités. Elles ont adopté les services-reclame des établissements de crédit : paiement de tous les coupons sans frais et avant l'échéance, vérification des tirages et garde de titres à des taux réduits, service de renseignements gratuits, location de coffres-forts à des prix avantageux. Tous ces perfectionnements ne suppléaient pas au manque de guichets. Sauf la Nancéienne qui éten-

dait progressivement son rayon d'action par la création de succursales nouvelles, les autres banques n'opéraient que sur la place de Nancy. Elles ont remédié à cette infériorité en profitant d'abord de la publicité des journaux dans lesquels elles rédigeaient chaque samedi un compte rendu financier. Ensuite elles ont toutes (1) publié des circulaires périodiques qui sont devenues le modèle du genre. Ces bulletins, envoyés gracieusement, vont chaque semaine ou chaque quinzaine annoncer à leurs lecteurs les émissions en cours, leur donner des renseignements sur le marché général et la situation particulière des valeurs régionales, enfin leur indiquer la cote des titres qui les intéressent. Des annuaires de certaines banques les complètent et permettent aux capitalistes de connaître les sociétés existantes, leur direction, la composition de leur conseil et d'en suivre le développement pendant les derniers exercices.

Grâce à leurs services avantageux et à leur large publicité les banques arrivent à placer facilement les emprunts industriels locaux. Elles réussissent, car elles ne lancent presque jamais d'affaires nouvelles. Elles transforment surtout des entreprises privées en commandites par actions; elles fournissent à ces sociétés le fonds de roulement nécessaire en émettant des obligations dont le montant correspond à une valeur réelle : un outillage nouveau, ou un agrandissement récent effectué sous les yeux et avec le

(1) Dans le Nord, au contraire, seul le Crédit du Nord publie une circulaire.

concours de la banque. Les actions offertes sont assurées d'un dividende dans l'avenir, par les résultats passés de l'affaire. Les obligations sont gagées suffisamment. Leur revenu avantageux : en général $4\frac{1}{2}$ o/o net pour des signatures indiscutées, plus rarement 4 o/o pour quelques très importantes maisons, peut attirer l'épargne. Mais leur marché étroit, leur émission au pair, en détournent les spéculateurs. Aussi les banques lorraines ne font pas de souscriptions publiques. Elles n'ont d'ailleurs pas besoin d'avoir leurs émissions couvertes en un seul jour, car elles en versent le produit par tranches mensuelles.

Elles prennent ferme les emprunts avec des commissions peu élevées et classent petit à petit les titres dans les portefeuilles lorrains. Elles sont donc plus des offices de « classement » que des Comptoirs d'émission. La durée du placement varie avec la qualité de la valeur et le montant de l'emprunt (1). Elle peut aller d'une huitaine de jours à quelques mois. Généralement l'opération est effectuée par plusieurs confrères (2), bien que la moyenne

(1) Ainsi en 1909, le placement des obligations du Tissage des Enclos a duré une semaine ; en 1910 ceux des obligations de la Brosserie de la ville de Paris et des Jeux et Jouets français ont duré 4 semaines ; celui de Bogny-Braux, 5 ; celui des obligations de Senelle-Maubeuge, 7 en 1909 ; en 1909-1910, celui des Ciments Portland de l'Est, des Automobiles Peugeot, plusieurs mois.

(2) Sans compter les mines de fer de Amermont-Dommary, Joudreville, Errouville, Jarny, la Mourière, Murville, Valleroy et Anderny-Chevillon qui ont été émises par toutes les banques, 3 émissions ont été effectuées par les 5 banques, 3 par 4 maisons, 12 par 3, et 9 par 2 contre 21 réalisées par une seule maison (1907-1910).

des émissions ne dépasse guère deux millions et que beaucoup soient inférieures à ce chiffre (1). Cette pratique vient de l'habitude lorraine de partager sa clientèle entre plusieurs établissements de crédit. Même lorsqu'une seule maison a signé le contrat, un consortium de fait existe souvent. Il profite à toutes les banques : à celle qui a traité, pour liquider plus vite l'opération ; aux autres, pour bénéficier d'affaires sans lesquelles elles n'auraient peut-être pas de titres à placer elles-mêmes. Les banques lorraines sont ainsi arrivées à émettre en commun, depuis dix ans : 152 millions de valeurs régionales de 1899 à 1908 (2). Le chiffre actuel dépasse 200 millions. La moyenne ressort donc à une quinzaine de millions. Mais inférieur à ce niveau et resté stationnaire (3) dans la première période quinquennale (1899-1904), le montant annuel a doublé brusquement en 1905 (4) ; après un recul passager en 1906 (5), il a progressé plus rapidement encore en 1907 et 1908 où il a atteint le chiffre de 45 millions, auquel il s'est maintenu pour le moins dans ces deux dernières années.

(1) Deux millions trois cent mille francs en 1910.

(2) Voir *Recueil des valeurs régionales de l'Est de la France*, 1910, p. 33.

Les 152 millions se répartissent ainsi entre les diverses branches de l'industrie : matériaux de construction, 2 0/0 ; alimentation, brasseriers, 2,5 0/0 ; sel produits chimiques, 3 0/0 ; eaux et hôtels, 3,5 0/0 ; textiles, 4,5 0/0 ; transports, 5,5 0/0 ; valeurs diverses, 9,5 0/0 ; électricité, 13 0/0 ; banques, 22 0/0 ; métallurgie et mines, 35 0/0.

(3) Il oscillait entre 4 et 13 millions ; 1899 1900 : 5 millions ; 1901 : 13 ; 1902 : 10 ; 1903 : 5 ; 1904 : 4.

(4) 28 millions en 1905.

(5) 7 millions en 1906.

De plus, les banques lorraines font des émissions de valeurs extra-régionales, et participent dans une large mesure aux souscriptions ouvertes à la Société centrale des banques de province. Malgré la faible faculté d'absorption apparente du marché local, elles réussissent à écouler une quantité de titres toujours plus considérable. Les avantages des valeurs qu'elles placent attirent des souscripteurs étrangers à l'Est. De plus les disponibilités locales qui résultent de l'épargne sont plus grandes. La richesse générale de la Lorraine augmente (1) : avec le développement de la production les profits commerciaux deviennent plus considérables ; la fortune acquise trouve dans les obligations régionales à 4 1/2 et 4 o/o des revenus plus élevés que dans les fonds publics nationaux.

VI. — *La Bourse de Nancy.*

Les banques lorraines sont donc parvenues à créer à Nancy un marché financier important, qui trouve dans la région ses éléments de vie et de prospérité, et recrute chaque année des clients étrangers plus nombreux. Elles le dominent tout entier, car elles n'émettent pas seulement des valeurs locales, mais ont le monopole de leurs négociations. Nancy, en effet, n'a pas de Bourse. Les banques les plus actives trouvent que la création en serait préma-

(1) La part de contributions directes du département de Meurthe-et-Moselle par rapport à la France entière, est passée de 0,92 o/o en 1902 à 0,97 o/o en 1906, soit un coefficient d'augmentation annuelle de 11,35 o/o contre 5,55 o/o pour le reste de la France. — Cf. *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, mai-juin 1908, p. 442-443.

turée. Le volume des titres en circulation serait trop faible, les opérations rares et difficiles. En réalité le capital nominal des sociétés par actions en Meurthe-et-Moselle est le double de celui des valeurs cotées à Lille (1). Sa valeur actuelle est beaucoup moindre à cause de la hausse énorme des charbonnages. Mais réunie à celle des sociétés des départements de l'Est, elle doit sensiblement s'en rapprocher (2). L'objection ne porte donc pas. D'ailleurs, lorsqu'il y a quelques années, la Chambre de commerce voulut ouvrir un marché officiel, les jeunes maisons applaudirent à cette initiative qui les mettaient sur le pied d'égalité avec leurs concurrentes (3).

Celles-ci, en présence d'une nature qui portait atteinte à leur situation acquise proposèrent de remplacer le parquet habituel des agents de change par un consortium des cinq établissements de crédit locaux. La tentative n'aboutit pas. Il est fort probable que Nancy n'aura pas de Bourse ; ou s'il en a une, celle-ci sera entre les mains des banques.

(1) 600.000.000 de francs contre 277.785.000 francs. — Cf. *Congrès des valeurs mobilières*. Paris, 1900. 3^e vol., communication n° 77.

(2) 1.766.068.900 francs. Le capital nominal des sociétés par actions de l'Est atteint 870.000.000 de francs. Il suffirait de le doubler pour arriver à une valeur actuelle égale à celle des valeurs du Nord. Cette plus-value n'aurait rien d'exagéré étant donné que celle des valeurs de Lille est 6 fois le capital nominal. — Cf. *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, janvier-février, 1909, p. 82, et *Congrès des valeurs mobilières*, Paris, 1900, 3^e vol.

(3) *Circulaire de la Banque de Nancy*, 18 janvier 1910.

SECTION II

ÉTUDE ANALYTIQUE

CHAPITRE PREMIER

SOCIÉTÉ NANCÉIENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

La Société Nancéienne est la plus puissante des banques de Nancy. Elle l'est à la fois par la somme des ressources dont elle dispose, par son chiffre d'affaires, par l'importance de sa clientèle.

Son capital actuel de 60 millions représente plus de la moitié du capital total, 110.250.000 francs, des cinq banques de Nancy. En en déduisant la Banque d'Alsace-Lorraine (1), il représente exactement le double du capital des banques Renault, Lévy-Bettinger et banque de Nancy réunies : 60 millions contre 30. Mais son véritable instrument de travail, le seul quart appelé sur les actions, soit 15 millions, est seulement un peu supérieur au capital versé des trois autres maisons (2). Si on ajoute à ces disponibilités,

(1) Capital 20.250.000 francs.

(2) Capital appelé : Banque Renault. . 40.000.000 francs
Lévy-Bettinger . . 2.500.000 —
Banque de Nancy . 1.250.000 —

les ressources que lui donnent les dépôts et les comptes courants créditeurs, la proportion devient encore plus favorable pour elle. Elle a 87.700.000 francs d'argent des clients contre 31.400.000 francs chez ses trois concurrents (1). Aussi cette situation va-t-elle avoir sa répercussion sur le montant annuel de ses opérations.

Le chiffre d'affaires de la Nancéienne dont, nous l'avons vu plus haut la progression annuelle (2), atteint pour l'année 1909 le total de 2.905.736.341 fr. 50. Ce qui représente, sur un total de 4.300.000.000 (3) environ pour les quatre maisons de Nancy, une proportion de 67, 4 0/0, alors que le capital réellement versé ne représente que 60 0/0 du capital des quatre mêmes maisons. Ce chiffre d'affaires est trois fois et demi plus fort que celui de la banque Renault, neuf fois plus fort que celui de MM. Lévy-Bettinger et Cie, vingt-quatre fois plus fort que celui de la banque de Nancy. Il correspond d'ailleurs à une clientèle beaucoup plus importante que celle des concurrents.

Il est impossible de donner le chiffre exact de la clientèle d'une banque. On ne peut connaître ni le nom des industriels, commerçants et capitalistes qui sont en relations d'affaires avec elle ni l'importance de leurs opéra-

(1) Renault.	21.000.000 francs
Lévy-Bettinger.	7.700.000 —
Banque de Nancy	2.700.000 —

(2) Voir ci-dessus, p. 56 et 57.

(3) Voir ci-dessous le détail banque Renault, p. 99 ; Lévy-Bettinger, p. 122 ; Banque de Nancy, p. 127.

tions. Mais cependant on peut avoir une idée approximative de la puissance de la clientèle en déterminant le capital-actions et obligations des sociétés par actions qui ont une partie de leur conseil d'administration ou de surveillance commune avec celui de la banque considérée.

La Société Nancéienne surveille, par les 75 sièges qu'occupent ses administrateurs et son personnel directeur (1), 56 sociétés par actions de la région qui ont un capital de 329.105.050 francs, dont 252.551.000 francs d'actions et 76.554.050 francs d'obligations. Ce chiffre est plus de deux fois celui de la banque Renauld, presque quatre fois celui de la Banque d'Alsace Lorraine, trente fois celui du Comptoir d'Escompte de Nancy, soixante dix fois celui de la banque de Nancy (2). Cette clientèle se répartit ainsi (3) :

	Actions	Obligations	Total (3)
Salines	400.000	»	400.000
Eaux et Hôtels	523.500	»	523.500
Papeteries	1.010.000	»	1.010.000
Alimentation	1.200.000	500.000	1.700.000
Divers	1.450.000	669.500	2.119.500
Carrières	2.125.000	»	2.125.000
Constructions	2.300.000	270.000	2.570.000
Fatencerics	5.200.000	»	5.200.000
Verreries	7.050.000	600.000	7.650.000
Textiles	6.715.000	3.115.000	9.830.000
Brasseries	9.510.000	3.831.000	13.341.000
Electricité	8.835.000	8.750.000	17.585.000
Mines de fer et diverses.	16.800.000	7.500.000	24.300.000
Transports	28.150.000	4.090.000	32.240.000
Charbonnages	83.000.000	2.000.000	85.000.000
Métallurgie	78.282.500	45.228.550	123.511.050
Totaux	252.551.000fr.	76.554.050	329.105.050

(1) MM. R. et V. Sépulchre, Lignier, A. Cournault, Delaval, H. de Metz, Noblat, Fordoxel, Drouaillet.

(2) Voir ci-dessous, p. 99, 116, 122, 125.

(3) Voici les noms des Sociétés par groupe :

(Les noms des Sociétés qui ont dans leurs conseils des adminis-

Ce tableau fait nettement ressortir une des caractéristiques les plus remarquables de la Société Nancéienne. Elle est la banque de la Métallurgie Lorraine. En effet, c'est le compartiment « métallurgie » qui constitue par lui-même le plus fort appoint de sa clientèle, 123.000.000 de francs. Si l'on ajoute les compartiments « Mines de fer » et « Charbonnages » qui sont les succédanés des premiers,

trateurs de plusieurs banques sont en italique, et leur capital est réparti dans la clientèle de chaque banque).

Alimentation : Laiteries du Phénix. — Distilleries de la Côte-d'Or. — Brasserie : Blâmont, de la Comète, de la Meuse, de l'Union. — Chemins de fer transports : Compagnie Centrale des chemins de fer et tramways, *Compagnie des Alpes Bernoises*, *Tramways de Longwy*, *Société pour l'Exploitation des Tramways de Longwy*. — Constructions mécaniques : Grande chaudronnerie de Dombasle, *Compagnie générale électrique*, Etablissements de Meixmoron de Dombasle. — Matériaux de construction : Carrières de Raon-l'Étape. — Faïenceries : Faïencerie Keller, Faïencerie de Longwy. — Eaux et Hôtels : *Grand Hôtel et restaurant Stanislas*, Etablissements de *Bains-les-Bains*. — Eclairage : Energie-Eclairage, *Société Pyrénéenne d'Electricité*, Compagnie Française Lumière et Eau. — Textiles : Bœringer Guth, *Filature de la Vologne*. — Charbonnages : Charbonnage de *Beeringen*, de Frédéric-Henri, de Limbourg-Meuse, de Gouy-Servins, *Sociétés Lorraines des Charbonnages Réunies*, Houillères de l'Est, Société de recherches et exploitations minières, Société Lorraine de Carbonisation. — Mines de fer et diverses : Amermont-Dommary, *Valleroy*, Bazailles, Mines de Kali-Sainte Thérèse. — Métallurgie : Fonderies de Bayard, de Brousseval, Etablissements Champenois-Delacourt, Hauts-Fourneaux de la Chiers, de Longwy, Bogny-Braux, Forges de Dôle, du Tilleul, de Vireux-Molhain, Aciéries de Châtillon-Commentry, de Longwy, *de Micheville*, Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, Senelle-Maubeuge. — Papeteries et journaux : *Papeteries de Clai fontaine*, *Revue Industrielle de l'Est*. — Salines : *de Rozières-Varangéville*. — Verreeries : Baccarat, *Gemmelincourt-Gironcourt*. — Valeurs diverses : *Société des habitations à bon marché de Nancy*, Magasins et docks réunis, Martin et Cie.

on arrive au total de 220.000.000 qui forme plus des deux tiers des sociétés par actions clientes de la Nancéienne. Sans doute cette grande supériorité est moindre en réalité. La concentration industrielle qui s'est en effet plus manifestée dans les grandes entreprises métallurgiques que dans d'autres industries, a entraîné la constitution presque exclusive de ces affaires en sociétés par actions. Dans d'autres domaines, au contraire, le pourcentage des sociétés par actions est demeuré plus faible. Cette réserve faite, il n'en reste pas moins vrai que ce sont les grandes aciéries, les hauts fourneaux, et leurs filiales qui forment la majeure et la plus solide partie de la clientèle de la Nancéienne. Ce caractère de banque de la métallurgie se marque à la fois dans la composition du conseil d'administration et dans l'orientation de l'activité de la Société Nancéienne.

Dans le conseil, les grands métallurgistes ne l'emportent pas en nombre, puisqu'ils n'occupent que 2 sièges sur 16, mais les fauteuils qu'ils occupent ont été attribués à des hommes dont la situation est prépondérante en Lorraine. Sans doute c'est un ancien inspecteur des finances, M. Buffet, dont le titre seul indique la haute compétence, qui préside le conseil. Il est secondé pour les affaires contentieuses par le vice-président, M. Cosson, ancien notaire. Il est entouré de trois autres financiers, MM. de Landrian, ancien receveur des finances, Duperron, ancien directeur de la Nancéienne, qui incarne la tradition de la maison, et H. Thomas, ancien gérant de la banque H. Thomas et Cie qui personnifie celle de la vieille banque privée.

De plus, à côté de l'élément financier se trouvent les représentants des diverses industries locales : MM. Benoist (1), Berveiller (2), Keller (3), Luc (4), de Meixmoron (5), Michaut (6), et même de simples capitalistes : M. de Metz-Noblat, M. de Ravinel, M. Picot.

Mais l'industrie métallurgique est représentée par MM. de Saintignon et Cavallier qui occupent des situations exceptionnelles dans la région. Gérant des hauts-fourneaux de Longwy, M. de Saintignon est président du Comptoir Métallurgique de Longwy, vice-président, peut-être président, à cette heure, des Aciéries de Mont-Saint-Martin, de plus administrateur de deux charbonnages, vice-président d'un troisième, président d'une mine de fer, vice-président d'une autre. M. Cavallier est administrateur-directeur des hauts fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson, deuxième vice-président des aciéries de Micheville, vice-président de la Chambre de commerce de Nancy, président d'un charbonnage, administrateur de deux autres et d'une mine de fer, vice-président d'une fonderie.

Ces deux hommes, qui ont pris une si large part au développement lorrain et ont acquis, en dehors d'une situation personnelle très importante, des fonctions offi-

(1) Minotier.

(2) Ingénieur.

(3) Faïencier.

(4) Tanneur.

(5) Fabricant de machines agricoles.

(6) Directeur des cristalleries de Baccarat.

cielles qui les mettent au premier plan et à la tête du mouvement économique de l'Est, devaient avoir leur place marquée au conseil de la Nancéienne. Mais ils ne sont pas seuls à représenter la métallurgie. A côté d'eux, presque tous les membres du conseil, financiers, industriels, capitalistes, ont en majorité, 9 contre 7, une place prépondérante au moins dans une entreprise métallurgique régionale. M. Benoist est président des hauts fourneaux de la Chiers et des forges de Vireux-Molhain, M. Berveiller est vice-président de Senelle-Maubeuge, M. de Meixmoron est lui-même dans la métallurgie, M. Buffet est président de la Société des anciens établissements E. Champenois-Delacourt et administrateur des hauts fourneaux et fonderies de Brousseval, M. Michaut, administrateur de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons, M. H. Thomas, commissaire des forges de Dôle et Fouchéras, M. de Metz-Noblat, vice-président des forges du Tilleul.

Au contraire, les autres banques lorraines n'ont de clients que dans les affaires métallurgiques de moyenne importance (1), tributaires des producteurs de leur matière première. Aussi ne possèdent-elles pas de maîtres de forges dans leurs conseils et leurs administrateurs n'entrent pas dans ceux des aciéries et des hauts-fourneaux.

(1) La banque Renauld a dans sa clientèle 8 affaires métallurgiques ou de constructions mécaniques. Voir ci-dessous, p. 99. — La banque d'Alsace-Lorraine deux. Voir ci-dessous, p. 116. — Le Comptoir de Nancy un, ainsi que la banque de Nancy. Voir ci-dessous, p. 116 et 125.

Une seule exception est à faire pour la banque Renault, dont le gérant et un des membres du conseil de surveillance, M. G. Ferry, sont commissaires de Micheville, et qui a dans son conseil M. Grosdidier, directeur des forges et aciéries de Commercy.

Ce caractère de banque de la métallurgie a eu des conséquences dans l'orientation et le développement de la Société Nancéienne. Non seulement elle a émis les obligations et les actions nouvelles des affaires sidérurgiques (1), mais pour satisfaire aux besoins de sa clientèle, elle a été logiquement amenée à s'occuper d'entreprises récentes, que le mouvement d'intégration industrielle rattachait aux aciéries de l'Est : les charbonnages et mines de fer. Elle s'est intéressée à leur formation. En prêtant son appui à la constitution de sociétés étrangères, en fournissant aux charbonnages de Beeringen leur président (2), à chacun des charbonnages de Limbourg-Meuse (3) et Frédéric-Henri (4) un administrateur, elle n'a pas failli à son rôle de banque créée pour soutenir l'industrie nationale. Elle a seulement subi la force des choses. Elle a simplement fourni à des

(1) Obligations Vezin-Aulnoye et de la Marine, actions et obligations de Senelle-Mauheuge, Obligations des aciéries de Longwy, du Nord et de l'Est, des hauts-fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson, des forges du Tilleul, de Vireux-Molhain, de Brousseval, des automobiles Peugeot, de la Société des Anciens établissements Dietrich.

(2) M. Cavallier, président des charbonnages de Beeringen.

(3) M. Cavallier administrateur des Charbonnages de Limbourg Meuse.

(4) M. Jean Buffet administrateur des Charbonnages Frédéric-Henri.

capitalistes français le moyen d'acquérir une richesse minérale que la nature avait presque refusée au sous-sol de leur pays. Mais ce n'est qu'à regret que la Nancéienne consent à l'émission de valeurs étrangères. Elle ne l'a fait qu'à cause des lenteurs apportées à l'examen des demandes de concession en Lorraine, de l'incertitude de leur obtention et de l'aléa de leur exploitation. En effet, bien auparavant (1), dès que le charbon avait été découvert en Meurthe-et-Moselle, elle s'était lancée, avec les autres banques de Nancy d'ailleurs, dans la formation des premières entreprises de recherches fusionnées en une seule affaire, « les Sociétés Lorraines de Charbonnages Réunies », dont elle a fourni quatre administrateurs (2), et créé deux filiales (3).

En même temps elle prenait une part active à la mise en valeur du bassin de Briey. Elle ne surveille par ses administrateurs que trois des sociétés créées pour exploiter les concessions accordées (4). Mais la presque totalité de ces mines de fer appartient en tout ou en partie aux grands métallurgistes clients de la Nancéienne (5). Aussi, si toutes les banques de Nancy prêtent leurs guichets à la souscription des obligations minières, c'est la Nancéienne

(1) En effet, les Sociétés Lorraines de Charbonnages Réunies ont été constituées en 1904, alors que le Charbonnage Frédéric-IIenri a été constitué en 1906 ; ceux de Beeringen et de Limbourg-Meuse en 1909.

(2) MM Berveiller, Cavallier, Keller, de Saintignon.

(3) Société des Houillères de l'Est, Société Nancéienne de recherches et d'exploitations minières.

(4) Amermont-Dommary, Bazailles, Valleroy.

(5) Bellevue, Conflans, Jarny, La Mourière, Murille, Saint-Pierre-ment.

qui est chargée de les émettre directement (1). C'est là un fort contingent d'affaires, mais il est loin d'absorber toute son activité.

Nous avons vu plus haut quelle part la Nancéienne avait prise dans le développement économique lorrain depuis dix ans (2). Non contente d'émettre des valeurs de concert avec ses confrères (3), la Nancéienne a tous les ans placé seule un nombre d'emprunts régionaux de plus en plus considérable. Au moment où elle a commencé à s'occuper de titres, en 1899 (4), elle a d'abord réservé une place notable aux opérations ordinaires des grands établissements de crédit (5). D'ailleurs, pour satisfaire une partie du public et comme membre actif du syndicat des banques de provinces, elle a continué à participer aux souscriptions d'affaires françaises (6) ou étrangères (7) et de

(1) Conflans, Jarny, Joudreville, Errouville, Serrouville, la Mourière, Murville, Valleroy, Amermont-Dommary, Anderny-Chevillon.

(2) Voir plus haut, p. 73.

(3) Ciments Portland de l'Est. Vittel-Palace. Vezin Aulnoye. Gemmelaincourt Gironcourt. Sociétés lorraines de charbonnages réunies. Senelle-Maubeuge, établissements Dietrich. Mécanique moderne. Mines de Murville. Jarny la Mourière, Valleroy, Amermont-Dommary. Joudreville. Filature de la Vologne. Automobiles Peugeot. Tramways suburbains de Nancy. Grand hôtel et restaurant Stanislas. Salines domaniales de l'Est. Habitations à bon marché de Nancy, Nancy-Thermal. Errouville.

(4) Voir le rapport du conseil d'administration de 1899. C'est la première fois qu'il est fait mention d'émissions dans la série de ces documents.

(5) Emprunt communal de 1899. Emprunt métropolitain de la Ville de Paris. Emprunt russe de 1901. Bons du Trésor russe.

(6) Société française pour fournitures d'hôtels. — Chemins de fer départementaux du Tarn. — Chemins de fer départementaux des Côtes-

(7) Caisse hypothécaire d'Egypte. — Obligations Pennsylvania. —

fonds d'Etat (1) exotiques ouvertes surtout à la Société centrale des banques de province ou quelquefois à d'autres banques de Paris. Mais dès 1899 elle offrait à sa clientèle des actions et des obligations de valeurs lorraines (2). Le montant annuel de ses émissions a varié suivant l'état général du marché. A peu près stationnaire jusqu'en 1905 avec quatre à cinq opérations, il s'est élevé en 1905 à huit, 1906 a été une année de ralentissement, mais

du-Nord. — Industrielle foncière. — Société pyrénéenne d'énergie électrique. — Société toulousaine de Bazacle. — Société de l'énergie électrique du Nord de la France. — Energie électrique du Centre. — Force motrice de la Haute-Durance. — Port de Bahia. — Société norvégienne de l'azote. — Caisse hypothécaire canadienne. — Chemins de fer de Djibouti à Addis-Abeba.

Acéries du Chili. — Banque hypothécaire franco-argentine. — Missouri, Oklahoma et Gulf. — Crédit foncier mexicain. — Volga Bougoulma. — Banque hypothécaire de Danemark.

(1) Etat de Berne. — Bons du Trésor belge. — Ville de Kioto.

(2) En 1899 le rapport du conseil d'administration annonçait les émissions réalisées des actions Vittel-Palace, des actions des Ciments-Portland de l'Est, des obligations de la Compagnie générale électrique. En 1904, même mention du concours de la Nancéienne aux émissions des obligations de la Compagnie centrale des chemins de fer et tramways, de Gemmelaincourt-Gironcourt. A partir de 1905 nous pouvons, grâce à la circulaire hebdomadaire, avoir des renseignements plus précis et par comparaison avec celles des autres banques, déterminer les émissions particulières.

1905. Distilleries de la Côte-d'Or, reconstitution de l'établissement thermal de Martigny.

1906. Actions Brasserie de l'Union. — Hôtel Continental et Châtillon réunis. — Le Granit, obligations. — Marchéville-Daguin. — Brasserie de l'Union.

1907. Obligations mines de Marles.

1908. Actions Nouvel Hôtel à Vittel.

1909. Actions Energie-Eclairage. — Obligations Energie-Eclairage. — Actions de la Société régionale de Crédit immobilier. — Nouvel Hôtel à Vittel.

depuis 1907 le placement d'obligations de mines de fer a fourni un courant régulier et progressif d'affaires auxquelles se sont ajoutées deux ou trois émissions particulières chaque année.

Le résultat de ces émissions est généralement heureux. Si leur montant annuel augmente, le poste du bilan « Titres en Portefeuille » reste en effet à peu près stationnaire :

	Titres en portefeuille
Bilan 31 décembre 1903	1.034.369 fr. 10
— 1904	1.277.000 » »
— 1906	2.301.249 » »
— 1907	2.725.502 » 45
— 1908	2.907.909 » 05
— 1909	2.700.407 » 55

Ce succès, la Nancéienne le doit à la direction qu'elle a su se donner. Pour attirer la clientèle capitaliste, elle a installé tous les services de caisse qu'avaient inaugurés les grands établissements de crédit : ordres de bourse, paiements sans frais de tous les coupons, renseignements financiers, location de coffres-forts, garde de titres. Elle y a adjoint les procédés de publicité dont se servaient ses concurrents locaux : circulaire périodique, annuaire. Cependant, elle l'a fait avec moins d'ampleur et plus tard. Sa circulaire seule n'est pas complétée par la rédaction d'un compte rendu financier hebdomadaire dans un journal de Nancy, elle n'a commencé à paraître qu'en 1906, huit ans après le premier numéro du bulletin de la banque Renauld. Mais cette différence se justifie, car seule

(1) En 1909, la Nancéienne ne payait sans frais que 31 valeurs.

aussi des banques de Nancy la Nancéienne a sur ses confrères le gros avantage d'avoir des succursales. Un nombre plus élevé de guichets supplée à une publicité moins grande et permet d'écouler aussi vite les émissions.

La caractère de banque de la grande métallurgie lorraine a eu encore des conséquences dans le développement du rayon d'action de la Société Nancéienne. Non seulement, la nécessité de diviser les risques l'obligeait à développer le nombre de places sur lesquelles elle opérait, mais la nature de sa clientèle lui assignait un minimum de limites géographiques qu'elle devait occuper. Il lui fallait ouvrir des agences dans les départements industriels étroitement tributaires du bassin de Longwy : les Ardennes, la Meuse, la Haute-Marne, qui viennent y chercher leur matière première : la fonte de première fusion, les aciers et les fers demi-ouvrés. La Société Nancéienne n'a pas failli à ce programme. Elle n'a pas réalisé cette transformation en une seule fois, au risque de venir implanter une succursale dont les débuts auraient été pénibles. Elle a préféré attendre l'occasion de racheter des banques locales. Nous avons vu plus haut comment déjà elle avait pu progressivement opérer cette concentration à son profit et comment aujourd'hui elle rayonnait sur la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, les Ardennes par sa fusion avec huit autres maisons. Pour diviser ses risques, elle a cherché dans les Vosges des clients dans l'industrie textile et la papeterie ; puis pour acquérir les industries dérivées de la grande métallurgie, elle a ouvert ses guichets dans

les Ardennes en reprenant les affaires de la firme J. Herbulot et Cie. C'est à regret, par la force des choses, qu'elle a fondé des succursales sans attache avec le pays, Elle l'a fait à Raon l'Etape, à Plombières, à Longwy-Bas, à Saint-Loup, au Val-d'Ajol, pour éviter ou soutenir la concurrence des établissements de crédit (1). Plus souvent elle a agi de cette manière pour compléter le nombre de sièges des banques auxquelles elle succédait. Dans ce dernier cas, elle a surtout procédé par la création de bureaux rattachés (2) au siège principal du département. Sa véritable politique est le rachat des banques locales. Elle y trouve l'avantage d'assurer à sa succursale nouvelle un courant créé d'affaires, d'avoir dans les anciens clients des relations parfois utiles, toujours nécessaires, et de trouver souvent dans ses prédécesseurs des directeurs d'agences tout désignés, plus à même de renseigner sur le milieu qu'un nouveau venu, et assez souples souvent pour changer, s'il en est besoin, leurs procédés d'action et suivre l'orientation nouvelle que donne la Nancéienne à leur maison. C'est ainsi qu'elle a pu conserver comme directeur à Longuyon, l'ancien banquier Fordoxel. Dans les autres places, où des raisons de convenance personnelle empêchaient cette solution, la Nancéienne a su de différentes manières imprégner de l'esprit du pays les agents qu'elle envoyait et leur donner

(1) La Société Générale avait ouvert une succursale à Longwy-Bas en 1903. Le Comptoir d'Escompte de Mulhouse a des agences à Raon-l'Etape, St-Loup, Val-d'Ajol, une succursale à Plombières.

(2) Briey, Conflans, Fougerolles, Gérardmer, Sedan, Villerupt, Homécourt, Senones, Givet.

une connaissance exacte des affaires locales. Elle y est arrivée en laissant auprès du nouveau directeur les anciens banquiers comme conseillers temporaires ou en transformant le conseil d'administration, de surveillance ou les associés en nom collectif de l'ancienne banque en conseil d'escompte ou en comité de direction. Elle permet ainsi au directeur local de s'initier rapidement et sûrement aux secrets des nouvelles entreprises avec lesquelles il va entrer en relations. Elle cherche aussi à renseigner la direction centrale sur les nouvelles régions où elle opère. Elle appelle à son conseil d'administration d'anciens gérants de firmes rachetées qui connaissent à fond le milieu, comme M.H. Thomas (1), ou des personnalités comme MM. Picot et Benoist (2), qui ont pu ou pourront, par leur activité ou leur situation, rendre de grands services pour le développement des succursales.

Grâce à ces procédés, la Société Nancéienne est parvenue depuis 1894, année où elle a fondé sa première succursale, à avoir en 1910, en dehors du siège social, un bureau rattaché à Nancy, 9 agences et 14 bureaux rattachés répartis dans quatre départements : 4 agences et 5 bureaux rattachés en Meurthe-et-Moselle (3); 1 agence et 5 bureaux rattachés dans les Ardennes (4), 4 agences et 5 bureaux

(1) Voir rapport du conseil d'administration de 1907, p. 4.

(2) Voir le rapport de 1903, p. 5 et de 1910, p. 6.

(3) Longuyon, Longwy-Bas, Lunéville, Pont-à-Mousson, Blamont, Briey, Conflans, Villerupt, Homécourt.

(4) Charleville, Attigny, Sedan, Rethel, Vouziers, Givet.

rattachés dans les Vosges (1) et 1 bureau dans la Haute-Saône (2).

Ce réseau de succursales lui fait remplir le mieux possible son rôle de banque régionale. Le nombre de places où elle opère, où elle trouve des clients différents lui permet de largement dispenser le crédit, sans danger pour elle et non sans profit. C'est là le second caractère dominant de la Nancéienne. Elle est le modèle le plus complet de la banque de crédit industriel.

Dans le bilan du 31 décembre 1909, les avances à l'industrie qui figurent sous trois chefs distincts à l'actif forment un total de 95.500 000 francs en chiffre rond qui se décomposent ainsi :

Comptes courants débiteurs.	49.454.428 fr. 06
Comptes garantis et avances sur titres. . .	36.557.230 » 20
Comptes divers.	9.505 921 » 14
Total.	<u>95.517.579 » 40</u>

Tandis que les 5 autres banques de Nancy réunies ne présentent en comparaison qu'un total de 85.435.000 fr. :

Banque d'Alsace-Lorraine : Comptes débiteurs	
et avances sur titres	57.000.000 francs
Banque Renauld : Comptes débiteurs	17.400.000 —
Lévy-Bettinger : Comptes débiteurs	8.290.000 —
Banque de Nancy : Comptes débiteurs. . . .	2.700.000 —
— Comptes divers	45.000 —
Total	<u>85.435.000 —</u>

(1) Plombières, Rambervilliers, Raon-l'Etape, Saint-Dié, Fougères, Gérardmer, Gerbéviller, Val-d'Ajol, Senones.

(2) Saint-Loup.

Remarquons d'abord qu'il faut pour la Banque d'Alsace-Lorraine réduire singulièrement le chiffre ci-dessus qui correspond à l'ensemble de la banque et non aux opérations de la seule succursale de Nancy. En second lieu, sauf pour la banque d'Alsace qui fait figurer sur son bilan un compte « avances sur titres » d'ailleurs confondu dans le total général des « comptes débiteurs », et pour la banque de Nancy qui mentionne un poste « comptes divers » d'ailleurs infime, on ne voit dans ces banques qu'un unique chapitre d'avances : les comptes débiteurs. Seule la Nancéienne fait figurer sous un titre spécial les comptes garantis et avances sur titres. Sans doute ses concurrents font aussi des avances à longue échéance, mais ils ne les font probablement pas de la même manière et avec une telle ampleur. Là cependant est un des rôles les plus importants de la banque locale. Il n'est pas sans danger, mais il n'est pas sans profit et sans honneur pour elle. Cette pénétration intime de l'industrie et de la banque donne plus de vitalité aux entreprises industrielles ou commerciales. La banque qui n'a pas hésité à s'engager à fond pour sauver un client qui le mérite, ne le laisse pas périr. Bien des industries viables ont eu de pénibles crises de croissance. La Nancéienne en a soutenu beaucoup. Elle a hérité de la tradition de la banque Thomas qui avait rendu le même service à certaines grandes aciéries vers 1880. Il n'y a pas longtemps encore qu'elle a consenti un découvert de plusieurs millions à une entreprise de constructions mécaniques très connue qu'elle a empêché de sombrer et qui vient de se reconstituer.

D'ailleurs telle a toujours été la politique de la Nancéienne depuis sa fondation. A chacun de ses bilans ont figuré les avances d'abord sous les deux rubriques « Avances sur garanties statutaires et comptes divers (1884-1893) ; puis sous les rubriques « Avances sur garanties ; comptes courants débiteurs » (1894-1899) ; puis sous les trois formes actuelles : Comptes garanties et avances sur titres, comptes courants débiteurs, comptes divers, et le bilan a accusé des chiffres sans cesse croissants.

Première période (1883-1893)	Avances sur garanties statutaires	Comptes divers	
1884	4.260.248 francs	212.003 francs	
1893	5.547.479 —	»	
Deuxième période (1894-1898)	Avances sur garanties	Comptes débiteurs	
1894	8.374.000 francs	4.073.539 francs	
1898	12.466.000 —	5.316.357 —	
Troisième période (1899-1909)	Comptes garanties	Comptes débiteurs	Comptes divers
1899	13.743 000	6.483.329	»
1903	20.082.000	11.485.000	576.969
1904	23.455.000	16.966.000	660.000
1906	27.443.000	27.144.000	»
1907	29.600.000	44.413.000	»
1908	35.560.000	48.101.000	6.971.200
1909	36.557.230	49.454 428	9.505.926

Ce chiffre d'avances qui est en progression constante et représente dans le bilan une part de plus en plus grande de l'actif de la Nancéienne.

Années	Chiffre qui résume l'ensemble du bilan	Avances diverses	Proportion
1884 . . .	40.823.000	4.270.000	20 0/0
1893 . . .	30.881.000	5.400.000	16 0/0
1899 . . .	44.000.000	18.700.000	39 0/0
1903 . . .	56.400.000	31.500.000	58 0/0
1904 . . .	66.000.000	40.300.000	55 0/0
1906 . . .	93.000.000	54.500.000	58 0/0
1907 . . .	115.000.000	74.000.000	66 0/0
1908 . . .	145.000.000	83.600.000	58 0/0
1909 . . .	152.000.000	95.500.000	66 0/0

Ainsi la proportion a augmenté de 20 0/0 à 66 0/0, tandis que celle du portefeuille tombait de 16 0/0 à 6,7 0/0 :

Années	Portefeuille	Proportion dans l'actif du bilan
1884 . . .	3.295.000.504	16 0/0
1893 . . .	5.900.000.000	20 0/0
1899 . . .	7.390.000.000	16 0/0
1903 . . .	6.800.000.000	12 0/0
1904 . . .	7.933.000.000	11,5 0/0
1906 . . .	8.070.000.000	9 0/0
1907 . . .	8.870.000.000	8 0/0
1908 . . .	10.054.000.000	7 0/0
1909 . . .	10.192.000.000	6,7 0/0

Cette diminution du chiffre du portefeuille inscrit au bilan ne dénote pas d'ailleurs un recul des opérations d'escompte de la Nancéienne. Bien au contraire, le mouvement du portefeuille ne cesse de s'accroître. Il est passé de 100.000.000 à un milliard. Mais la Nancéienne fait de plus en plus de réescompte de papier long. Ses remises d'effets représentent plus de 25 0/0 des opérations de la succursale de la Banque de France de Nancy.

Années	Mouvement du portefeuille	Chiffre du portefeuille au bilan	Proportion
1884. . .	100.000.000	3.300.000	3,3 0/0
1894. . .	400.000.000	6.000.000	1,5 0/0
1904. . .	600.000.000	8.000.000	1,3 0/0
1907. . .	800.000.000	9.000.000	1,1 0/0
1908. . .	1.000.000.000	10.000.000	1 0/0

La proportion du réescompte a donc triplé depuis la fondation de la Nancéienne. Cette manière d'opérer fait rapporter de 1 à 5 0/0 de plus aux fonds disponibles. Elle a assuré des marges bénéficiaires importantes et progressives qui ont permis de maintenir à 10 0/0 le dividende des dernières années malgré les augmentations successives du capital. Mais on peut se demander si ces beaux résultats ne sont pas obtenus en rendant la situation de trésorerie de la banque un peu moins forte que celles d'autres maisons.

En face de ses engagements à vue : comptes créditeurs, de dépôts et comptes divers qui forment un total de 87.791.584 francs, la Nancéienne a comme disponibilités 50 584.567 francs, dont 13.000.000 d'actif réalisable (portefeuille et caisse) et 37.500.000 francs de ressources latentes (capital non appelé). Il y a donc 37.000.000 de dépôts qui n'ont pas de contre-partie liquide. Cette différence représente 42,5 0/0 alors qu'elle n'atteint que 38,5 0/0 chez MM. Lévy-Bettinger ; 26, 6 0/0 à la banque Renauld et n'existe pas à la banque de Nancy.

Dans une région aussi active que la Meurthe-et Moselle, dans le Nord, un établissement qui a la même importance, la même constitution, le même programme que la Nancéienne : le Crédit du Nord n'a pas un semblable écart

dans son bilan. Pour un chiffre de dépôts et comptes créditeurs de 80.500.000 francs, il a 71.700.000 d'actif disponible : dont 40.350.000 de portefeuille, soit un écart de 10, 7 0/0, inférieur même à celui des établissements de crédit qui est de 12, 5 0/0. En revanche, ses diverses avances n'atteignent pas les deux tiers de celles de la Nancéienne (1). Faut-il conclure de là à une orientation distincte et à une prudence inégale dans la direction de ces deux maisons ? C'est plutôt une différence de milieu qui détermine ces lignes de conduite opposées. Dans le Nord : les industries étant plus anciennes sont déjà arrivées à leur plein épanouissement. Elles ne réclament pas l'aide constante et étroite que nécessitent des entreprises encore jeunes et qui sont en train de se développer comme en Meurthe-et-Moselle. D'ailleurs dans les avances consenties par la Nancéienne tout ne correspond pas à des immobilisations. Les comptes débiteurs sont en partie des crédits à courte échéance qui pourraient venir compléter les ressources disponibles ; et leur part devient de plus en plus grande. Ce poste qui ne figurait pas au bilan avant 1893, et qui est resté toujours inférieur aux avances garanties jusqu'en 1905, a atteint le même chiffre qu'elles en 1906, l'a déjà beaucoup dépassé en 1907 et accuse une supériorité de 12 millions en 1908, de 13 en 1909. Le total maximum des immobilisations : comptes garantis et comptes divers, 46 millions, est inférieur de 4 millions au capital

(1) Soixante millions contre quatre-vingt-quinze.

social. Il reste donc dans les limites qu'une banque prudente ne doit pas dépasser. En réalité, la marge est encore plus grande, car sous la rubrique du passif : « Comptes de dépôts », il doit y avoir un certain chiffre de dépôts à échéance fixe qui figuraient autrefois à un chapitre spécial et qui viennent s'ajouter aux ressources dont la banque peut disposer pour des opérations de crédit à longue échéance.

Situation de la Nancéienne (1).

Années	Actif réalisable				
	Engagements à vue	Caisse, portefeuille Comptes débiteurs		Avances à longue échéance	
		Titres en portefeuille (minimum)	Capital non appelé	(maximum)	Capital
1884.	4.19	3.70	12	4.4	16
1886.	8.10	5.2	»	7.9	»
1888.	9.3	5.7	»	7.8	»
1894.	11.3	10.6	»	4.5	»
1895.	15.0	12.2	»	8.3	»
1897.	19.6	14.8	»	12.7	»
1898.	17.7	13.2	»	12.4	»
1899.	21.1	15.5	16	13.7	20
1903.	33.3	19.8	»	20	»
1904.	42.6	26.8	22.5	23.9	30
1906.	56.3	38.5	»	27.4	»
1907.	68.8	56.7	33.75	29.6	45
1908.	80.9	63.0	»	35.5	50
1909.	87.7	65.1	37.5	46	50

Ainsi, en cas de besoin absolu, la Nancéienne pourrait, sans doute en coupant le crédit à nombre de ses clients, faire face à ses engagements. Il est d'ailleurs peu probable qu'elle soit un jour acculée à cette nécessité. La hardiesse

(1) Les chiffres du tableau indiquent des millions.

de ses procédés vient en partie de la confiance qu'elle a dans la solidité des affaires qu'elle soutient. La métallurgie lorraine ne peut que se développer et les crises périodiques du marché universel se font moins sentir sur elle que sur ses concurrentes étrangères aux conceptions géantes. Si cette quasi-certitude d'avoir un courant d'affaires régulier et progressif permet à la Nancéienne de s'engager presque sans danger dans la pratique du crédit à longue échéance, on ne peut pas taxer sa conduite d'imprudente. Au contraire, chaque année elle fortifie sa situation : elle accroît le chiffre de ses réserves sans jamais les distribuer comme certains de ses confrères de Nancy.

Réserves de la Société Nancéienne.

1884	115.000 francs
1894	500.000 —
1904	2.400.000 —
1907	4.700.000 —
1909	7.607.300 —
1910	7.650.000 —

CHAPITRE II

BANQUE RENAULD.

La banque Renauld est la deuxième banque de Nancy. Son capital actuel est de 20.000.000 de francs dont 10.000.000 versés. Son chiffre d'affaires, qui n'a pas cessé de progresser, sauf quelques rares reculs annuels, atteint pour 1909 le chiffre de 871.563.871 francs. Sa clientèle, déterminée par le même indice que celle de la Nancéienne, représente un capital de 159.756.050 francs dont 124.710.500 francs d'actions et 35.045.550 d'obligations, qui se répartit ainsi :

	Actions	Obligations	Total
Eaux et Hôtels. . .	827.500	173.000	1.000.500
Papeteries.	1.020.000	»	1.020.000
Salines	1.157.500	»	1.157.500
Verreries	1.050.000	600.000	1.650.000
Carrières	1.950.000	465.500	2.415.500
Alimentation. . . .	2.700.000	1.273.000	3.973.000
Constructions . . .	3.760.000	1.155.000	4.915.000
Divers.	4.921.500	1.601.000	6.522.500
Mines de fer. . . .	5.350.000	2.500.000	7.850.000
Electricité.	8.900.000	5.600.000	14.500.000
Charbonnages . . .	12.830.000	»	12.830.000
Brasseries	15.700.000	3.518.000	19.218.000
Métallurgie.	18.300.000	6.863.250	25.163.250
Textiles.	17.538.000	9.215.000	26.753.000
Transports	28.706.000	2 081 800	30.787 800
Totaux	124.710 500	35.045.550	159.756.050 (1)

(1) Ces affaires sont :

Alimentation : Glacières de l'Est ; Vilgrain et Cie. — Brasseries :

Non seulement le compartiment « Métallurgie » n'apporte pas ici, comme la Nancéienne, le plus fort appoint de clientèle mais, même réuni aux mines de fer et aux charbonnages, il ne représente guère que 25 o/o du total. Au contraire, dans beaucoup de groupes secondaires, la majeure partie des maisons est en relation d'affaires avec la banque Renauld. Parmi les sociétés par actions qui ont des administrateurs des banques dans leur conseil, 6 entreprises d'éclairage et d'électricité sur 8, 9 textiles sur 15,

Brasseries, Restaurants et Hôtels Réunis, Malterie de la Croix de Bourgogne, Brasseries de Gerbeviller, de Charmes, de la Marne, de Maxéville, de Vézelize, de Saint-Nicolas-du-Port, Etablissements Proudhon. — Chemins de fer : de Rambervillers à Charmes, de la vallée de Celles, *des Alpes Bernoises*, Tramways de Gérardmer, de Lunéville-Einviller, *de Longvuy* et *Société d'Exploitation des Tramways de Longvuy*. — Constructions mécaniques : Chaudronnerie Lorraine, *Compagnie Générale Electrique*, Constructions Electriques, Mécanique Moderne, *Société Strasbourgeoise de Constructions Mécaniques*, Chaînerie de l'Est. — Carrières, matériaux de construction : *Carrière de Pagny-s/-Meuse*, Charles Fisson et Cie, Poutres Siegwart, *Produits céramiques de Rambervillers*. — Eaux et Hôtels : Casino de Gérardmer, *Grand Hôtel du Lac*, *Grand Hôtel et Restaurant Stanislas*, *Etablissements de Bains-les-Bains*. — Eclairage : Compagnie Energie Eclairage, Usines Jeanmaire, Gaz de la Haute-Moselle, Gaz de Villerupt, Marcel Vilgrain et Cie. — Textiles : Filature de l'Est, Blanchisseries de Thaon, Ernest Boigeol et Cie, Tissages de Roville, de Saint-Nicolas du Port, *Filatures de la Vologne*, de Laval, de Schlestadt. — Charbonnages : *Sociétés Lorraines de Charbonnages Réunies*, *Charbonnages de Bœrtingen*. — Mines : Société Lorraine des Minerais de fer, *Mines de Valleroy*. — Métallurgie : Bogny-Braux, Commercy, *Micheville*, Lorraine Industrielle, Produits Electro-Chimiques des Pyrénées. — Papeteries, journaux : *Clairefontaine*, *Revue industrielle de l'Est*. — Salines : de Bosserville, Einviller, Maixe. — Verreries : *Gammelaincourt*. — Divers : Billes en Pierre, Etablissements Coanet, Ecole Professionnelle, Société Lorraine d'Explosifs, *Société des Habitations à Bon Marché de Nancy*, Etablissements Kuhn et Fleichel, Magasins Généraux d'Epinal, Majorelle, Pensionnat du Parc de Santifontaine.

9 brasseries sur 16, 6 maisons de constructions sur 9, 7 entreprises de transport sur 10, 11 valeurs diverses sur 17, 4 carrières sur 8, 2 papeteries sur 3, relèvent de la banque Renault. Seuls, les hôtels et les salines sont le domaine presque exclusif d'autres établissements de crédit. Mais dans ces deux compartiments, la part que la maison Renault a pu se réserver est encore moins petite que celle de la Nancéienne.

	Banque Renault	Société Nancéienne
Salines . . .	1.157.500 francs	400.000 francs
Eaux, hôtels.	1.000.500 —	750.000 —
Total . . .	<u>2.158.000 francs</u>	<u>1.150.000 francs</u>

Ainsi la banque Renault n'est pas, comme la Nancéienne, surtout la banque d'une industrie particulière. Elle n'a pas de spécialité. Elle s'intéresse à toutes les affaires régionales, arrive à recruter partout des clients et à acquérir dans la plupart des groupes une situation prépondérante.

Elle surveille plus de Sociétés par actions que la Nancéienne, 70 au lieu de 56, qui ne représentent que 159 millions de capital contre 330. Sa clientèle étant plus nombreuse que celle de la Nancéienne, mais se composant d'entreprises de moindre importance et formant la majorité de presque toutes les catégories d'industries, la banque Renault apparaît donc comme « la banque d'affaires » lorraine.

Ce caractère se marque par la pénétration intime de cette banque et de l'industrie et par ses procédés d'action.

Les membres de son conseil de surveillance jouent un

rôle important dans la vie économique lorraine. A l'exception de deux anciens notaires : MM. Garnier et Ferry, ils sont tous des industriels. Le président, M. Giron, est un ancien entrepreneur de travaux publics, M. Daum, un maître verrier, M. Fisson, un fabricant de ciment, M. Grosdidier, un maître de forges, M. Marchal, un filateur. C'est là une première différence avec la Nancéienne. De plus ces hommes, non seulement représentent les industries de la région, mais ils font partie chacun de plus de conseils d'administration que les administrateurs de la Nancéienne : onze en moyenne au lieu de quatre. A la Nancéienne, c'est M. Berveiller qui arrive en tête avec ses neuf fauteuils. A la banque Renauld, M. Garnier en occupe 16 (1), M. Fisson 13 (2), M. Marchal, 12 (3), M. Daum (4) et M. Giron 9 (5),

(1) Glacières de l'Est, Brasseries et Hôtels réunis, Malterie de la Croix de Bourgogne, Grande Brasserie de la Marne, Etablissements Proudhon, Société d'exploitation des tramways de Longwy, Mécanique Moderne, Compagnie Générale Electrique, Charles Fisson et Cie ; Casino de Gérardmer, Grand Hôtel du Lac, Grand Hôtel et Restaurant Stanislas, Société Energie-Eclairage, Société des Tissus de laine des Vosges, Société Lorraine d'Explosifs, Etablissements Kuhn et Fleichel.

(2) Brasseries de Vézelize et Saint-Nicolas-du-Port, Chemins de fer de la vallée de Celles, Constructions Electriques, Mécanique Moderne, Carrières de Pagny-s/-Meuse, Produits Céramiques de Rambervillers, Aciéries de Commercy, Produits Electro-Chimiques des Pyrénées, Revue Industrielle de l'Est, Société Française pour la Fabrication des Billes en Pierre, Pensionnat du Parc de Santifontaine, Chaîneries de l'Est.

(3) Brasserie de Maxéville, Tramways de Lunéville-Einvile, Société Strasbourgeoise de Constructions Mécaniques, Usine Jeanmaire, Blanchisseries de Thaon, Filature de Saint-Nicolas-du-Port, Tissus de Laine des Vosges, Sociétés Lorraines de Charbonnages Réunies, Produits Electro-Chimiques des Pyrénées, Salines d'Einvile-Maixes,

M. Grosdidier 7 (1), M. Ferry 6 (2). Dans ces sièges, la proportion de présidents et de commissaires des comptes est bien plus grande qu'à la Nancéienne : 22 présidents, au lieu de 10, 21 commissaires des comptes au lieu de 11. Ces chiffres sont significatifs ; car les postes complémentaires de président et de commissaire des comptes sont les plus importants dans une société. Le président est souvent omnipotent dans le conseil. La banque, par lui, dirige la marche générale de l'affaire. Par le commissaire, elle exerce le contrôle *a posteriori* sur la gestion financière.

De plus, tandis qu'à la Nancéienne, sur 10 présidents, 7 sont à la tête de grosses affaires métallurgiques, ici, les 22 sièges se répartissent entre tous les groupes industriels : 5 dans la brasserie (3), 3 dans les textiles (4), 3 dans les

Filature de Laval, Société cotonnière de l'Indo-Chine.

(4) Vilgrain et Cie, Fisson et Cie, Usines Jeanmaire, Marcel Vilgrain, Papeteries de Clairefontaine, Gemmelaincourt-Gironcourt, Ecole Professionnelle de l'Est, Société des Habitations à bon marché de Nancy, Majorelle.

(5) Brasserie de Charmes. Chemins de fer de Rambervillers à Charmes, Tramways de Gérardmer, Produits Céramiques de Rambervillers, Filature de Schlestadt, Tissage de Roville, Filature de la Vologne, Ecole Professionnelle de l'Est, Magasins Généraux d'Épinal.

(1) Brasserie de Saint Nicolas-du-Port, Constructions électriques, Chaudronnerie Lorraine, Carrières de Pagny, Charles Fisson et Cie, Sociétés Lorraines de Charbonnages Réunies.

(2) Tramways de Longwy ; Lorraine industrielle, Brasserie de Maxéville, Micheville, Bœringen, Bains-les-Bains.

(3) Maxéville, Saint-Nicolas-du-Port, Vézelize, Grande Brasserie de la Marne, Malterie de la Croix de Bourgogne.

(4) Filature de la Vologne, Tissus de laine des Vosges, Filature de Laval.

constructions mécaniques (1), 2 dans les Eaux et Hôtels (2), 2 dans les matériaux de construction (3), 1 dans l'alimentation (4), 1 dans les carrières (5), 1 dans l'électricité (6), 1 dans la métallurgie (7), 1 dans les mines (8), 1 dans les transports (9), 1 dans les valeurs diverses (10). Les 21 postes de commissaires des comptes sont presque tous, 16 sur 21, donnés au personnel directeur (11) de la banque. La banque Renauld peut ainsi surveiller étroitement sa clientèle. Dans cinq affaires (12), elle occupe à la fois les fonctions de président et de commissaire. Dans quatre autres elle a administrateurs et commissaires (13). Dans 14 autres,

(1) Mécanique Moderne, Constructions Electriques de Nancy, Chaînerie de l'Est.

(2) Casino de Gérardmer, Grand Hôtel du Lac.

(3) Fisson et Cie, Produits Céramiques de Rambervillers.

(4) Glacières de l'Est.

(5) Carrières de Pagny-sur-Meuse.

(6) Usines Jeanmaire.

(7) Aciéries de Commercey.

(8) Société Lorraine des Minerais de fer.

(9) Société d'exploitation des Tramways de Longwy.

(10) Ecole professionnelle de l'Est.

(11) M. Renauld en a 5 : Grand Hôtel du Lac, Blanchisserie de Thaon, Bogny-Braux, Valleroy, Micheville.

M. Lachasse en a 9 : Poutres Siegwart, Gaz de Villerupt, de la Haute-Moselle, Société Lorraine des Minerais de fer, Société des produits Electro-Chimiques des Pyrénées, Salines de Bosserville, Etablissements Coanet, Société Lorraine d'Explosifs, Filature de Laval.

M. Folmer en a 2 : Tissus de Laine des Vosges, Brasserie de Maxéville.

(12) Brasseries Réunies de Maxéville, Mécanique Moderne, Grand Hôtel du Lac, Tissus de Laine des Vosges, Société Lorraine des Minerais de fer.

(13) Blanchisserie de Thaon, Société des Produits Electro-Chimi-

elle possède de différentes manières la majorité du conseil ou au moins une forte minorité (1).

Cette pénétration intime de la banque et de l'industrie, cette tutelle étroite, aurait pu, semble-t-il, exercer une influence décisive dans l'orientation de la banque Renault. Plus encore que la Nancéienne, elle était à même de faire des opérations de crédit à longue échéance. Il n'en est rien. Le bilan ne contient pas de comptes garantis. Il ne comprend à l'actif que des comptes courants débiteurs. Sans doute, c'est un chapitre qui correspond à des avances et qui en dix ans est passé de 7.157.800 francs à 17.434.000 francs.

Années	Comptes courants débiteurs	Portefeuille	Proportion Portef. Avances
1901. . .	7.137.800	2.621.230	1 à 2,6
1902. . .	6.564.000	3.050.000	1 à 2,1
1903. . .	6.869.000	3.717.000	1 à 1,8
1904. . .	7.570.000	3.364.000	1 à 2,2
1905. . .	9.324.000	3.540.000	1 à 2,6
1906. . .	10.746.000	3.332.000	1 à 3
1907. . .	10.193.000	3.900.000	1 à 2,5
1908. . .	11.277.000	5.925.000	1 à 2,9
1909. . .	12.514.000	10.469.000	1 à 1,4
1910. . .	15.340.000	11.497.000	1 à 1,5

ques des Pyrénées, Papeteries de Clairefontaine, Salines de Bosserville.

(1) Brasserie de Charmes (2 administrateurs sur 3), 2 administrateurs des Etablissements Proudhon, le président et un administrateur de la Brasserie de Saint-Nicolas-du Port, de la Société d'Exploitation des Tramways de Longwy, des constructions Electriques de Nancy, des Carrières de Pagny-sur-Meuse, des Produits Ceramiques de Rambervillers, des usines Jeanmaire, de la Filature de la Vologne, le président, 2 administrateurs de la firme Charles Fisson et Cie, 3 administrateurs de la Société Lorraine des Charbonnages

Cependant il ne représente que 50 o/o de l'actif, contre 66 o/o d'avances diverses dans le bilan de la Nancéienne, tandis que le portefeuille 11.491.220 fr. 19, contre 10.172.577 fr. 11, forme 30 o/o de l'actif au bilan contre 6.7 o/o à la Nancéienne. La proportion des avances par rapport au portefeuille est de 1,5 à 1, au lieu de 9,5 à 1. Le mouvement du portefeuille 400.000.000 contre 1.000.000 est deux fois et demi moindre, alors que le solde inscrit au bilan est un peu supérieur. La banque Renauld réescompte donc beaucoup moins que la Nancéienne. Elle travaille surtout avec son capital. C'est là le caractère de la banque d'affaires. Le chiffre global d'opérations accuse d'ailleurs cette différence. Il n'est que de 877.000, c'est-à-dire 174 fois son capital, tandis que celui de la Nancéienne est 235 fois le capital social. Mais cet écart tient aussi à ce que la banque Renauld a moins de guichets.

C'est encore là un caractère de la banque d'affaires. Elle n'a pas essaimé comme la Nancéienne. Elle est restée à Nancy, avec son seul siège social, d'ailleurs merveilleusement agrandi. En ne créant pas de succursales, elle a trouvé l'avantage de ne pas disperser ses forces de direction. Grâce à l'activité de celles-ci, elle a cependant pu rayonner autant et plus que sa concurrente. Avant l'installation de cette dernière dans les départements voisins,

Réunis, le président, l'administrateur, et l'administrateur délégué des Aciéries de Commercey, 2 commissaires sur 3 de la Société des Anciens Etablissements Majorelle, 2 administrateurs de « Brasserries, Hôtels et Restaurants Réunis ».

elle avait déjà traité des affaires avec les industries textiles vosgiennes (1) et les manufactures de la vallée de la Meuse (2). Après l'ouverture des agences de la Nancéienne dans ces régions, c'est encore à elle que se sont adressés de nouveaux clients (3). Sa réputation et son action ont d'ailleurs dépassé ces limites, et elle est chargée d'émissions de valeurs industrielles d'autres parties de la France et d'Alsace-Lorraine (4).

Si elle a obtenu ces résultats, c'est qu'elle a été la première à comprendre l'intérêt que la banque locale avait à s'occuper des titres des valeurs régionales qui, selon l'expression même de M. Renauld constitueraient « le réduit imprenable » de la banque locale (5). C'est elle qui, en

(1) 1899 à 1902, Tramways électriques d'Epinal.

(2) Avant 1910 : Boulonneries de Bogny-Braux, Moulins Hardy-Lebègue.

(3) Depuis 1902 dans les Vosges : Tissage des Enclos, Tissus de laine des Vosges, Gemmelaincourt-Gironcourt, Filature de la Volongne, Eaux de Contrexéville, Chemins de fer de la Vallée de la Celles, Société cotonnière de Mirecourt, Filature de Chéniménil ; depuis 1910 dans les Ardennes : l'Est-Electrique.

(4) Compagnie Centrale des Chemins de fer et Tramways, Société Universelle des Explosifs, Filature de Schlestadt, Brasseries de la ville de Paris, Usines de l'Arve, Produits Electro-Chimiques des Pyrénées, Filature de Laval, Manufacture Lorraine des Cuirs de Saint-Julien, Brasseries, Restaurants et Hôtels Réunis.

(5) Voir *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, septembre-octobre 1909, p. 570 et 571.

Les raisons qu'en donne M. Renauld sont :

1° Sur place on est plus conscient des possibilités d'une industrie et de ses besoins financiers.

2° On connaît mieux la valeur de ses dirigeants.

3° L'entreprise locale est l'objet d'une surveillance plus étroite.

4° L'industrie ainsi surveillée est mieux dirigée ;

5° Les banquiers émetteurs locaux sont plus spécialistes que le grand établissement de crédit.

1898, a lancé la première circulaire hebdomadaire, a rédigé les comptes rendus financiers de l'*Est Républicain* et en 1910 encore a publié le premier annuaire des valeurs régionales. Sa publicité a en partie suppléé à son manque de guichets. Elle a eu sa répercussion immédiate sur le chiffre d'affaires (1). D'ailleurs les bons rapports que la banque Renault a toujours maintenus avec ses correspondants lui assuraient leur concours et le succès de ses souscriptions. Aussi a-t-elle pu ainsi acquérir le premier rang dans le placement des valeurs régionales. En 10 ans, elle a participé à une soixantaine d'émissions locales (2), tan-

(1) Voir *Annuaire Renault*, 1910, p. 11 ; chiffre d'affaires de 1897 : 212 millions ; 1898 : 259 millions, donc une augmentation de 47 0/0, alors que l'augmentation moyenne annuelle depuis 21 ans est de 34 0/0 et était de 9 0/0 avant 1897.

(2) Vezin-Aulnoye, Société Lorraine de Carbonisation, Sanatorium de Lay-St-Cristophle, Compagnie Générale Electrique, Aciéries de Micheville, Cotonnière Française, Manufacture de Jouets de Lunéville, Gemmelaincourt-Gironcourt, Tonnellerie Mécanique Fruhins-holz, Chemin de fer de Lunéville-Einvile, Hauts-Fourneaux de Maxéville, Tramways d'Epinal, Marine Homécourt, Sociétés Lorraines de Charbonnages Réunies, Société Cotonnière Lorraine de Val et Châtillon, Etablissements Prudhon et Cie, Majorelle, Manufacture de Saint-Julien, Filatures de la Vologne, Marcel Vilgrain et Cie, Mines de Jarny, Filatures de l'Est, Tissage de Roville, Brasseries de Saint-Nicolas, Mines de Murville, Etablissements Coanet, Mines d'Ammermont-Dommary, de Joudreville, de la Mourière, de Valley, Mécanique Moderne, Chemins de fer de la vallée de Celles, Boulonneries de Bogny-Braux, Forges de Brousseval, Filature de Schlestadt, Automobiles Peugeot, Etablissements Kullmann, Société Vosgienne des Trains Renard, Grand Hôtel et Restaurant Stanislas, Aciéries du Nord et de l'Est, Eaux de Contrexéville, Moulins Hardy Lebègue, Errouville, Société Universelle des explosifs, Société Cotonnière de Mirecourt, Senelle-Maubeuge, Habitations à bon marché de Nancy, Nancy Thermal, Brasseries de la Ville de Paris,

dis que la Nancéienne n'arrivait qu'à une cinquantaine. Chaque année, elle prend à elle seule 3 ou 4 emprunts (1). Mais dans ces opérations, rares sont les créations d'affaires nouvelles, une douzaine au plus (2). Elle a surtout facilité des transformations d'entreprises privées en sociétés par actions (3), des augmentations de capital ou des emprunts d'affaires anciennes. C'est là un principe de succès mis en lumière dans la circulaire.

« La cause première de bien des échecs financiers est que les banques avaient dû créer des affaires qui doivent stimuler l'initiative des banques. » L'art du banquier consiste plutôt à éliminer les affaires à ne pas faire, qu'à créer des entreprises nouvelles (4).

Filatures de Cheniménil, Jeux et Jouets Français. Usines de l'Arve, Est-Electrique, Anderny-Chevillon.

(1) 1905. Majorelle, Saint-Julien, Compagnie Générale Electrique. — 1906. Filatures de la Vologne, Marcel Vilgrain et Cie. — 1907. Filatures de l'Est, Tissage de Roville, Brasseries de Saint-Nicolas, Etablissements Coanet. — 1908. Mécanique Moderne, Contrexéville. — 1909. Compagnie Générale d'Electricité, Tissage des Enclos, Société Cotonnière de Mirecourt, Contrexéville. — 1910. Filatures de Chéniménil, Bogny-Braux, Banque Renault, Usines de l'Arve, Brasserie de la Ville de Paris, Jeux et Jouets Français (jusqu'en septembre).

(2) Cotonnière de Mirecourt, Filature de Schlestadt, Filature de Chéniménil, Société Lorraine de Carbonisation, Manufacture de Jouets à Lunéville, Chemins de fer de la Vallée de Celles, Chemins de fer de Lunéville-Einvillle, Sociétés Lorraines de Charbonnages Réunies, Société Cotonnière Lorraine, Mécanique Moderne, Gemmelaincourt-Gironcourt, Habitations à Bon Marché de Nancy, Nancy-Thermal.

(3) Tissage des Enclos, Filature de la Vologne, Filature de l'Est, Etablissements Kullmann, Majorelle, Tissage de Roville, Brasserie de Saint-Nicolas, Etablissements Coanet, Tonnelleres Fruhinsholz.

(4) Voir Circulaire Renault, 13 novembre 1909.

Fidèle à ce principe, la banque Renault suit une affaire privée, la transforme en société au moment voulu. Elle veille alors à ce que le capital initial ne soit pas trop élevé, prend une place d'administrateur pour participer à la direction de l'entreprise et lui fournit ensuite son fonds de roulement par la création de tranches successives d'obligations.

Dans une région où l'industrie remonte à une trentaine d'années, une cause naturelle, la disparition des fondateurs, entraîne actuellement la substitution fréquente des commandites aux maisons particulières. De plus, d'autres causes économiques ou fiscales, la nécessité de la concentration de l'industrie moyenne, la crainte du vote d'impôts personnels, renforcent ce mouvement et lui donnent une amplitude plus grande. Sans doute les apports constituent la majeure partie du capital initial ; cependant la banque Renault émet plus d'actions que la Société Nancéienne. Les grosses entreprises métallurgiques, en effet, créent surtout des obligations. Aussi dans la clientèle de la Nancéienne, le capital-obligations est à peu près la moitié du capital-actions, tandis qu'à la banque Renault il n'est que le tiers (1).

(1) 76.000.000 d'obligations, 170.000.000 d'actions à la Nancéienne (déduction faite des charbonnages qui forment un groupe encore trop récent pour pouvoir être compté ici. Dans la plupart, en effet, les travaux sont à peine commencés, pour d'autres la concession seule est obtenue ; aussi ces sociétés n'ont pas encore créé d'obligations). A la banque Renault, 35.000.000 francs d'obligations et 112.000.000 francs d'actions.

Comme membre actif du syndicat des banques de province, la banque Renauld place avec ses confrères des valeurs industrielles françaises (1), étrangères (2), et en outre quelques fonds d'Etat (3). De plus, l'initiative de son gérant l'a fait participer à la création de certaines industries nouvelles auxquelles il s'est intéressé (4), principalement les forces hydro-électriques.

La part que M. Renauld a prise au mouvement économique de la région est d'ailleurs considérable. C'est sa personnalité qui domine dans l'Est. Il fait partie de 23 conseils d'administration (5), occupe 17 sièges d'admi-

(1) Société Pyrénéenne d'Energie Electrique. Energie Electrique du Nord de la France.

(2) Obligations Damas-Hamah, Caisse Hypothécaire d'Egypte, Crédit Foncier Egyptien, Aciéries du Chili, Banque Agricole et Hypothécaire du Mexique, Chemins de fer de Volga-Bougoulma et de Riazan-Ouralak, Caisse Hypothécaire Canadienne, Crédit Foncier Mexicain.

(3) Emprunt russe des Chemins de Fer, Bons du Trésor Russe, Emprunt Russe 1906, Etat de Berne, Etat de Minas-Géraès, Emprunt de Kioto, Emprunt Danois, 1909, Emprunt du Congo Français.

(4) Société Cotonnière Russo-Française, Compagnie Centrale de Chemins de Fer et Tramways, Filature de Laval, Chemin de fer des Alpes Bernoises, Produits Electro-Chimiques des Pyrénées, Ardenes Electriques.

(5) Administrateur des Brasseries, Hôtels et Restaurants Réunis, de la Brasserie de Gerbeviller, de la Brasserie de Charmes, des Etablissements Prudhon et Cie, des Chemins du Fer des Alpes Bernoises, de la Société d'Exploitation des Tramways de Longwy, de Ernest Boigeol et Cie, de la Filature de la Vologne, des Sociétés Lorraines de Charbonnages Réunies, des Forges et Aciéries de Commercy, des Produits Electro-Chimiques des Pyrénées, de la Papeterie de Clairefontaine, des Salines de Bosserville, de Majorelle, des Filatures de l'Est, de la filature de Laval, des Aciéries du Chili. — Commissaire du Grand Hôtel du Lac, de la Blanchisserie de Thaon,

nistrateur, 5 de commissaire, 1 de président. Il est donc « l'homme d'affaires » lorrain par excellence. Aussi la forme de sa banque, la commandite, en lui laissant plus d'indépendance dans la direction, était un des gros facteurs de son succès. Mais sa maison devenait ainsi la « banque d'un homme ». Ce second caractère qui fait sa force pourrait un jour devenir pour elle une cause de faiblesse.

Peut-être moins technicien que certains de ses concurrents, M. Renauld a la connaissance profonde de son métier. Sa longue expérience du milieu, sa vive intelligence, son esprit très réaliste lui ont vite permis de découvrir l'orientation de la banque locale réveillée de son sommeil. C'est lui qui le premier a compris que pour subsister et prospérer elle devait devenir banque d'affaires. C'est lui qui, au moment voulu, a mis au point (1) l'innovation de la banque lorraine : ses procédés de publicité. Il a été le créateur du marché financier de Nancy. Il n'a guère connu de déboires. Les entreprises qu'il a soutenues ont réussi en général. Il n'avait pas besoin, pour les étudier,

des Mines de Valleroy, des Boulonneries de Bogny-Braux, de Micheville, Président de la Société Lorraine des Minerais de fer.

(1) Il n'a pas été leur précurseur. C'est la Banque d'Alsace-Lorraine qui, en 1892, avait créé la première circulation financière, mais cette tentative était prématurée. Elle abandonna cette publication qu'elle reprit plus tard, en 1899, un an après l'apparition du *Bulletin de la banque Renauld*. C'est la Nancéienne qui la première avait eu l'idée de rédiger un annuaire des valeurs régionales il y a quelques années. Mais elle en ajourna la rédaction, et l'*Annuaire Renauld* parut en 1910, quelques mois avant le *Recueil des valeurs régionales* publié par la Nancéienne.

d'un service exercé d'études financières composé d'ingénieurs spécialistes vis-à-vis desquels d'ailleurs il manifeste une certaine défiance (1). Au lieu de savants rapports faits à distance, il avait l'avis des membres de son conseil de surveillance, industriels de la région, qui, chacun dans leur sphère, pouvaient lui donner sur place des renseignements exacts sur le milieu, les affaires, les personnes. Cette collaboration jointe, à sa grande activité, à sa largeur de vues, à sa direction habile et forte, a permis à sa banque de se développer d'une manière inouïe : son capital est passé de 1 à 20 millions.

Sa confiance en lui et en l'avenir n'ont cependant pas toujours dicté à M. Renauld une ligne de conduite de la plus entière prudence. Il a souvent distribué une partie de ses réserves au moment même de l'élévation du capital social (2). Sans doute les réserves d'une commandite sont

(1) Voir *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, septembre-octobre 1909, p. 571. « Gardons-nous en général, dit-il, de la prépondérance de l'ingénieur dans les affaires.

(2) Répartition des réserves par action :

Années	Capital	Répartition des réserves par action
1898	2.000.000	»
1899	4.000.000	50,00
1900	4.000.000	35,00
1901	4.001.000	25,
1902	4.000.000	30,12
1903	4.000.000	»
1904	5.000.000	12,50
1905	5.000.000	12,50
1906	5.000.000	12,50
1907	10.000.000	26,98
1908	10.000.000	»
1909	10.000.000	20,
1910	20.000.000	60,35
		J. — 8

surtout dans l'énergie et la valeur intellectuelle de son directeur. Mais, comme l'a dit M. Renauld lui-même, « il ne suffit pas de durer, il faut œuvrer ». Si la banque privée puise dans la tradition ancestrale « la force suprême qui l'élèvera constamment », il est permis de redouter pour une commandite l'ordre de succession « qui peut imposer des chefs désignés par l'héritage plus que par leur valeur ». Cette crainte est d'autant plus justifiée qu'en général un homme supérieur fait rarement école autour de lui. Il ne forme pas ses collaborateurs, il les subordonne presque toujours par la hauteur de ses conceptions et l'intransigeance de son caractère. Mais tel ne paraît pas être le cas de la banque Renauld, où le personnel directeur a déjà montré, par ses travaux techniques, la connaissance profonde du milieu qu'il a acquise par une longue pratique, et par la façon intime avec laquelle il a été mêlé à la gestion des affaires industrielles.

CHAPITRE III

BANQUE D'ALSACE-LORRAINE.

Nous avons vu plus haut (1) pour quelles raisons la Banque d'Alsace-Lorraine méritait d'être comptée parmi les banques lorraines. Sa succursale de Nancy a d'ailleurs une physionomie toute particulière. Elle est la doyenne des succursales françaises de la banque. Comme telle, elle a une importance spéciale. C'est à elle que sont rattachés directement les agences et bureaux fondés plus récemment dans la région de l'Est. Par conséquent, elle ressemble plus à une filiale autonome qu'à une succursale étroitement unie au siège social. Grâce à cette indépendance, elle a acquis une place importante sur le marché de Meurthe-et-Moselle. Elle y occupe le troisième rang parmi les banques locales. Il est impossible d'indiquer pour elle le capital spécialement affecté à la place de Nancy, et le chiffre d'affaires qu'elle y fait, car le bilan général ne fournit aucune indication sur le détail des différents chapitres. D'après les renseignements que nous sommes arrivés à nous procurer, le montant des opérations de la succursale de Nancy augmenterait de 50.000.000

(1) Voir plus haut, p. 50.

bon an mal an. On peut avoir avec plus de précision un aperçu de sa clientèle par le capital des sociétés qu'elle surveille.

	Actions	Obligations	Total
Journaux	10,000	»	10,000
Matériaux de construction	200,000	»	200,000
Produits chimiques. Ver-			
rieries.	1,400,000	»	1,400,000
Constructions mécaniques	1,850,000	1,091,500	2,941,500
Valeurs diverses.	5,125,000	587,500	5,712,500
Charbonnages.	5,000,000	3,750,000	8,750,000
Salines.	6,650,000	5,000,000	11,650,000
Alimentation	7,500,000	6,000,000	13,500,000
Transports	6,175,000	12,500,000	18,675,000
Textiles.	17,800,000	17,642,000	35,442,000
Total.	51,710,000	46,571,000	98,281,000 (1)

Si l'on excepte les groupes composés exclusivement ou en grande majorité d'entreprises alsaciennes-lorraines (2) (valeurs diverses, charbonnages, alimentation, transports, textiles), le compartiment le plus important qui reste parmi les valeurs nationales est celui des salines.

(1) *Revue industrielle de l'Est. — Produits Céramiques de Rambervillers.* — Gouhenans. — Manufacture Française d'Outils. — *Société Strassbourgeoise de Constructions mécaniques.* — Société Alsacienne-Lorraine d'Explosifs. — Manufacture Alsacienne de Tabacs. — Mines de la Houve. — Société Nancéienne de Recherches et Exploitations houillères. — *Salines de Rozières-Varangéville.* — Salines domaniales de l'Est. — Salines de Chambrey. — Moulins d'Ilkirch. — Tramways de Strassbourg. — Filature de Malmerspach ; établissements Bourcart, Herzog, Kullmann.

(2) Cependant ces valeurs doivent figurer parmi les valeurs régionales lorraines, soit à cause de la nationalité française de leurs administrateurs ou actionnaires, soit parce qu'elles ont émis des obligations sur le marché de Nancy.

Cette industrie est la spécialité de la Banque d'Alsace-Lorraine.

Les deux seuls administrateurs français que la banque possède sont tous les deux à la tête de puissantes salines : M. Payelle est le directeur de la Société Rozières-Varangéville ; le baron de Stucklé, administrateur-délégué des anciennes salines domaniales de l'Est, administrateur des salines de Chambrey. D'ailleurs l'origine même de la succursale de Nancy la destinait à avoir cette clientèle. L'industrie du sel est la vieille industrie lorraine. Les familles anciennes du pays conservent ses actions en portefeuille de génération en génération. Aussi, quand, pour suivre les émigrants, la Banque d'Alsace-Lorraine est venue s'établir en Meurthe-et-Moselle, elle était naturellement appelée à devenir « la banque des salines ».

Opérant à la fois des deux côtés de la frontière, elle était ainsi indiquée pour prêter son appui au commerce international. Les acceptations qu'elle consent sont beaucoup plus importantes que celles de ses concurrents lorrains. Elles sont inscrites à son bilan pour marks : 6.960.355, 33, soit en chiffres ronds 8.700.000 francs. Avant 1898, la Banque d'Alsace-Lorraine était seule à Nancy à pratiquer ce genre de crédit réservé aux grandes maisons de banque. Elle était d'ailleurs seule assez puissante pour le faire. Depuis cette date (1), ce poste figure aussi au passif de la

Années	Acceptations	Capital
(1) 1898	15.410	16.000.000
1899	20.395	20.000.000

Nancéienne, et sa progression a suivi celle du capital social, mais son montant actuel, 1.953.000 francs, n'atteint pas le quart de celui de la Banque d'Alsace-Lorraine. Cet écart vient de la différence de situation géographique des deux établissements, et de l'importance des clients que la Banque d'Alsace-Lorraine a dans l'industrie cotonnière alsacienne.

Les tarifs protectionnistes de 1892 qui ont amené l'émigration en France, ou la création de filiales des grandes fabriques textiles de Mulhouse, auraient pu déterminer un nouvel et considérable courant d'affaires pour la succursale de Nancy. Il n'en a rien été. La plupart des sociétés sont restées en relations directes avec Mulhouse. Elles s'étaient fixées dans les Vosges, où la banque n'avait pas ouvert de guichet.

La banque d'Alsace-Lorraine, en effet, après avoir devancé ses confrères lorrains dans leur transformation de maisons locales en banques régionales, n'avait pas continué. Par la création de son agence de Commercy en 1885, elle avait été la première des firmes de Nancy à opérer sur deux places. La première, aussi, elle avait lancé une circulaire financière en 1892. Mais elle suspendit jusqu'en 1899 cette publication peut-être un peu prématurée ; et son mouvement d'expansion dans l'Est de la France

1903	6.962	20.000.000
1904	57.352	»
1906	150.000	30.000.000
1907	1.317.500	»
1908	2.512.500	50.000.000

s'est arrêté jusqu'en 1909 (1). Aussi son influence y est-elle moindre que celles de la Nancéienne et de la banque Renault.

En dehors des salines, le nombre d'affaires qu'elle surveille est restreint : 1 société de recherches de houille (2), 1 journal (3), 1 entreprise de constructions mécaniques (4), 1 de matériaux de construction (5), 1 verrerie (6), 1 filature (7).

Les placements de valeurs lorraines auxquels elle a participé ne dépassent guère une vingtaine (8), dont quelques-uns effectués par elle seule (9). Ce chiffre est bien inférieur à ceux de la Nancéienne et de la banque Renault (10).

(1) En 1909 ont été créées les agences de Neufchâteau, Verdun et Sainte-Menehould ; en 1910 celles de Longwy et Vitry.

(2) Société Nancéienne de Recherches et Exploitations Houillères.

(3) *Revue Industrielle de l'Est*.

(4) Manufacture Française d'Outils Goldenberg et Cie.

(5) Produits réfractaires de Rambervillers.

(6) Gouhenans.

(7) Etablissements Bourcart.

(8) Vezin-Aulnoye. — Vittel-Palace. — Compagnie Générale Electrique. — Tramways de Longwy. — Sanatorium de Lay-Saint-Cristophe. — Glacières de l'Est. — Etablissements Economiques de l'Est. — Tramways Electriques d'Epinal. — Salines Domaniales de l'Est. — Senelle-Maubeuge. — Ciments Portland de l'Est. — Etablissements Bourcart. — Murville. — Etablissements de Dietrich. — Mines de Jarny. — Chemins de fer de la Vallée de Celles. — Filature de Schlestadt. — Tramways suburbains de Nancy. — Brasserie de la Meuse. — Hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson, la Mourière, Joudreville.

(9) Vittel-Palace. — Glacières de l'Est. — Etablissements Economiques de l'Est. — Tramways Electriques d'Epinal. — Brasserie de la Meuse. — Fours à Chaux de Norroy. — Graines Minérales et Charbons Agglomérés.

(10) Voir plus haut, p. 108 et 109.

La publicité de la Banque d'Alsace-Lorraine est d'ailleurs moins forte que celle de ses deux concurrentes. Son bulletin financier n'est que bi-mensuel, mais il a cependant un avantage : il est spécial à la succursale de Nancy. Il en est de même pour les autres agences. Aussi chacune d'elles apporte-t-elle un contingent d'émissions de valeurs industrielles locales (1), auxquelles il faut ajouter un certain nombre d'entreprises françaises qui viennent réclamer le concours de la Banque d'Alsace-Lorraine (2). De plus celle-ci prête ses guichets aux souscriptions de la Société centrale des banques de province (3), participe avec des maisons allemandes et suisses à des emprunts étrangers (4). Elle permet ainsi à l'épargne nationale, de chercher des emplois hors des frontières. On peut se demander si elle ne favorise pas seulement l'émigration des capitaux de placement, mais aussi celle des fonds disponibles.

(1) Son agence, fondée en 1909 à Suippes, lui a fait émettre en 1910 les actions de l'Entrepôt Général d'alimentation et d'approvisionnement de Suippes. Ses succursales d'Alsace : les bons du Moulin d'Ilkirch, les obligations des Mines de la Houve ; les obligations des Etablissements Kullmann ; Chemins de fer de Lœtsberg.

(2) Glacières de Champagne. — Obligations des Chemins de Fer Vicinaux. — Etablissements Orosdiback. — Société d'Electricité de Paris. — Compagnie Union des Gaz. — Canalisation Electrique de Dijon. — Société des Chemins de fer du Centre. — Compagnie centrale de Chemins de Fer et Tramways.

(3) Caisse Hypothécaire Canadienne. — Energie Electrique du Nord de la France. — Société Toulousaine de Bazacle. — Port de Bahia. — Caisse Hypothécaire d'Egypte. — Société Pyrénéenne d'Energie Electrique. — Forces Motrices de la Haute-Durance.

(4) Emprunts Chinois, Russes, Autrichiens, Brésiliens, Roumains, Mexicains, Argentins, Japonais, Canton de Neufchatel. — Canton

Son mouvement d'expansion vers le centre, en dehors des régions très industrielles, en est peut-être un indice. Sans doute, il a été déterminé en partie par l'occasion trouvée de racheter une banque privée. Mais il se rattache à un phénomène plus général : l'extension du rayon d'action des banques alsaciennes en France (1). Ces maisons n'y viennent-elles pas se procurer à bon compte des capitaux disponibles, pour les faire fructifier en Allemagne et en Alsace où le taux moyen du loyer de l'argent est sensiblement plus élevé qu'en France, et bénéficier ainsi de la différence d'intérêt. La Banque d'Alsace-Lorraine s'en défend. L'activité de la Meurthe-et-Moselle est telle que loin d'exporter des fonds, la succursale de Nancy n'en trouverait pas assez sur place pour satisfaire aux besoins de sa clientèle. D'ailleurs, si cette agence employait ses dépôts de l'autre côté de la frontière, elle suivrait simplement l'exemple de banques d'affaires parisiennes qui, malgré leur raison sociale, et la personnalité de leur président, vivent surtout des opérations qu'elles font sur le marché de Berlin au lieu d'être le soutien du commerce et de l'industrie nationaux.

de Saint-Gall. — Obligation Union et Nord-Est Suisse. — Ville de Wintherthur. — Ville de Christiania. — Ville de Colmar. — Grand Duché de Bade. — Chemins de fer de la Furka.

(1) Le Comptoir d'Escompte de Mulhouse a en France 12 succursales, 21 agences 7 bureaux qui couvrent la région de l'Est, vont jusqu'à Marseille et Rouen en passant par Paris.

La Banque de Mulhouse a cinq succursales en France.

CHAPITRE IV

LÉVY BETTINGER ET CIE. — COMPTOIR D'ESCOMPTE DE NANCY.

La banque Lévy-Bettinger n'a pas l'importance de ses concurrentes que nous venons d'étudier. Son capital est beaucoup plus faible que le leur : 5 millions, dont la moitié seulement est versée. Son chiffre d'affaires au bilan du 7 mars 1910 montait à 306.946.014 francs. Il est loin d'égaliser ceux de la Nancéienne et de la banque Renauld ; surtout il n'accuse pas une progression comparable, il a même légèrement fléchi en 1908 et 1909 (1). En somme, depuis 1905, il a augmenté de 51 millions, ce qui donne un coefficient d'accroissement annuel de 3,4 o/o, au lieu de 16 o/o pour la banque Renauld et 21 o/o pour la Nancéienne.

La clientèle de sociétés que surveille le Comptoir d'Escompte de Nancy comprend un capital de 11.835.000 francs, dont 7.800.000 francs d'actions et 3.835.000 francs d'obligations qui se répartit ainsi :

	Actions	Obligations	Total
Textiles.	1.000.000	»	1.000.000
Constructions mécaniques .	1.300.000	235.000	1.535.000
Matériaux de constructions.	900.000	1.000.000	1.900.000
Transports	1.600.000	1.200.000	2.800.000
Eaux et hôtels.	3.000.000	1.600.000	4.600.000
Total.	7.800.000	3.835.000	11.835.000 (2)

(1) Voir plus haut, p. 49.

(2) Eschenlohr et Cie. — *Cie générale électrique*. — Ciments Port-

Le compartiment principal est donc celui des « Eaux et Hôtels » qui représente 40 o/o de la clientèle, et dans lequel la banque Lévy-Bettinger occupe deux places de président (1), une d'administrateur (2), une de commissaire (3), sur un total de huit sièges (4) que possèdent les membres de son conseil de surveillance dans les affaires lorraines. Or cette industrie a un caractère purement commercial. La banque Lévy-Bettinger est donc la banque du commerce lorrain.

La composition de son conseil de surveillance le prouve. A part un industriel (5) et un avoué (6), les autres membres sont tous des négociants ou d'anciens négociants (7).

L'analyse de son bilan fait ressortir l'appui considérable que le Comptoir de Nancy donne aux commerçants, non seulement sous la forme d'escompte, mais surtout de comptes débiteurs (8).

Le petit nombre de sociétés surveillées, l'élément qui compose la majorité de la clientèle, ne donnent pas à la land de l'Est. — Tramways suburbains de Nancy — *Grand Hôtel et Restaurant Stanislas*, Nouvel hôtel de Vittel, Hôtel Suisse, Société des eaux minérales de Vittel.

(1) Présidence du Grand Hôtel et Restaurant Stanislas (Bettinger) et du Nouvel Hôtel de Vittel (Bécus).

(2) Administrateur de la Société des eaux minérales de Vittel (Bécus).

(3) Commissaire de l'Hôtel Suisse (Bécus).

(4) Les quatre autres sièges sont : Administrateur des Tramways suburbains de Nancy (Bettinger), administrateur des Ciments Portland de l'Est (Francin), administrateur de Eschenlohr et Cie (E. Weille), président de la Cie Générale Electrique (Francin).

(5) M. Francin.

(6) M. Georgel.

(7) M. Bournique, président. M. Bécus, M. E. Weille.

(8) Au bilan : le portefeuille représente 2.500.000 francs contre 8.290.000 francs de comptes débiteurs.

banque Lévy-Bettinger beaucoup de titres à émettre (1). Elle participe surtout aux souscriptions ouvertes chez ses confrères locaux plus importants (2), principalement à la banque Renauld.

Doyenne des banques de Nancy, elle a vu grandir à côté d'elle, et la dépasser, de plus jeunes concurrents. Elle n'a pas essayé de lutter avec eux pour la suprématie. Mais, elle a essayé simplement de demeurer. Sa direction, sans chercher les innovations, a toujours su se plier aux nécessités de l'évolution. Elle a modernisé sa banque, a créé les services de caisse gratuits, les procédés de réclame et de publicité qui réussissaient à ses confrères. Après avoir rédigé le compte rendu financier hebdomadaire de *l'Etoile de l'Est* à partir de 1905, elle a publié à partir de 1908 une circulaire financière. Ces modifications semblent commencer à produire leur effet. Le chiffre d'affaires de 1910 est le plus élevé qui ait été atteint depuis cinq ans, après deux années de recul léger. Ce progrès sera peut-être passager, car la lutte devient de plus en plus difficile. En tous cas, la banque Lévy-Bettinger est armée pour subsister, sinon pour se développer.

(1) Tramways suburbains de Nancy. Grand Hôtel et Restaurant Stanislas.

(2) Gantois et Cie. Amermont-Dommary, Joudreville, Valleroy, Filatures de la Vologne, Chemin de fer de la vallée de Celles, Etablissements Dietrich, Bogny-Braux, Etablissements Kullmann, Acieries du Nord et de l'Est, Energie-Eclairage, Nancy-Thermal. Senelle-Maubeuge, la Mourière, Murville, Société universelle d'Explosifs, Filature de Schlestadt, Ciments Portland de l'Est.

La banque Lévy-Bettinger comme membre du Syndicat des banques de province participe aussi aux émissions de la Société Centrale des banques de province comme ses confrères de Nancy.

CHAPITRE V

BANQUE DE NANCY

La banque de Nancy est, comme son confrère le Comptoir d'Escompte de Nancy, surtout la banque du commerce lorrain, et en particulier de l'alimentation.

La répartition des Sociétés par actions qu'elle surveille, le prouve :

	Actions	Obligations	Total
Papeteries.	30,000	140,000	170,000
Constructions mécaniques. .	300,000	»	300,000
Matériaux de construction. .	400,000	100,000	500,000
Charbonnages	550,000	»	550,000
Eaux et hôtels	300,000	350,000	650,000
Alimentation.	1,000,000	800,000	1,800,000
Brasseries	1,750,000	550,000	2,300,000
Total	4,330,000	1,940,000	6,270,000 (1)

Mais, cependant, ce caractère est moins marqué que pour la banque Lévy-Bettinger. Le conseil de la banque de Nancy n'est pas composé que de négociants. Il est formé d'un industriel (2), d'un commerçant (3), d'un ingé-

(1) Papeteries et Cartonneries Réunies de l'Est. — *Grande chaudironnerie lorraine*. — Carrières Brasseur. — *Sociétés lorraines de Charbonnages réunies*. — *Grand hôtel du Lac*. — Société Nancéienne d'alimentation. — Brasseries de Champigneulle, de Nancy, de Neufchâteau.

(2) M. Hinzelin.

(3) M. Fauville.

nieur (1), dont le groupe entreprenant s'est lancé, tout au début, dans la recherche du charbon et a eu la chance de recouper le premier le gisement houiller dans le sondage d'Eply (2). Très actifs, ces administrateurs sont arrivés à occuper 11 sièges dans les conseils des entreprises locales (3), tandis que la banque Lévy-Bettinger n'en avait que 8. Aussi les progrès de la banque sont-ils très rapides.

De 1905 à 1909, son chiffre d'affaires et son capital social ont triplé tous les deux. Aujourd'hui, son capital porté depuis quelques mois à 5 millions, égale celui du doyen de ses confrères locaux. Mais il n'a été versé qu'un quart sur chaque action. Aussi la banque de Nancy a une puissance moitié moindre que celle de MM. Lévy-Bettinger et Cie. Le capital des sociétés qu'elle surveille est près de deux fois moins élevé (6.270.000 fr. contre 11.800.000 fr.). Le montant de ses opérations, malgré son coefficient d'augmentation annuelle de 42 0/0 n'atteint que le tiers de celui

(1) M. Variot-Norbert.

(2) M. Hinzelin avait formé, en 1902, « La Seille », Société de recherches de houille, qui recoupa la houille à Eply, mais on n'avait pas pu déterminer d'une manière précise l'épaisseur de la couche rencontrée. — Voir *Revue de la banque de Nancy* du 27 mars 1905.

(3) Présidents de la Brasserie de Champigneulles (Hinzelin); de la Brasserie de Neufchâteau (Hinzelin); des Cartonneries Réunies de l'Est (Hinzelin); de la Société Nancéienne d'alimentation (Fauville). — Administrateurs : Grand hôtel du lac (Hinzelin); de la Grande Chaudronnerie lorraine (Variot-Norbert); des Carrières Brasseur (Variot-Norbert); de la Brasserie de Nancy (Fauville et de Ponton d'Amécourt); des Sociétés lorraines de Charbonnages réunies (Brullard); de la Société Nancéienne d'alimentation (de Ponton d'Amécourt).

de l'autre maison (119.000.000 fr. contre 306.000.000 fr.).

La faible étendue de sa clientèle, son manque de guichets, ne lui permettent guère de faire d'émissions particulières. Mais la force de sa publicité, plus grande que celle du Comptoir de Nancy (1), lui facilite le placement des valeurs locales quand ses concurrents veulent bien lui céder des titres. Elle prend surtout part aux souscriptions ouvertes à la Société Centrale des banques de province et dans certains grands établissements de crédit.

Malgré ses progrès, elle ne joue donc encore qu'un rôle restreint dans les affaires de banque lorraines. Elle n'a pas complètement perdu le caractère d'agence de bourse qu'elle avait eu exclusivement dans les deux premières années de son existence.

(1) Elle rédige le *Bulletin de l'Impartial de l'Est* qui tire à 40 000 exemplaires, tandis que la banque Lévy-Bettinger rédige celui de *l'Etoile de l'Est* qui tire à 18.000 exemplaires.

CONCLUSION

Nous venons de voir l'œuvre passée des banques lorraines. L'augmentation rapide de leur capital et de leur chiffre d'affaires, la force de leur publicité, le montant de leurs émissions, tout dénote leur grande et progressive activité. Sans vouloir enlever aux hommes la part légitime de succès qui leur revient, il convient de reconnaître qu'ils ont été aidés singulièrement par le milieu. L'essor économique de la région est la cause fondamentale de l'existence même et du développement des banques lorraines. L'absence de bourse à Nancy leur a permis de dominer le marché financier, d'acquérir et de conserver une hégémonie dont elles sont jalouses, et que leurs confrères n'ont pas dans d'autres grands centres industriels.

On peut se demander si cette situation privilégiée subsistera et si cette marche en avant continuera avec la même rapidité.

Les grandes sociétés métallurgiques, imitant les Compagnies de chemins de fer et les charbonnages, commencent à se passer de l'intermédiaire des banques pour placer leurs emprunts (1). Elles trouvent facilement preneur

(1) Les aciéries de Longwy, en 1910, ont placé directement un emprunt de 6 millions d'obligations. Les trois quarts étaient réservés

parmi leurs actionnaires et obligataires, et sur les bourses de Paris et de Bruxelles où leurs titres jouissent d'une faveur exceptionnelle (1). Même des entreprises de moindre importance (2) suivent cet exemple. Elles réussissent, car les capitalistes de la région, peu enclins d'abord à s'intéresser aux industries locales, ont fait leur éducation. Le succès de leurs premiers placements les a rendus confiants. Les nombreux éléments d'information que les banques ont répandus, leur ont permis de connaître et d'étudier les différentes affaires. Aujourd'hui, celles qui prospèrent n'ont pas besoin de leur être recommandées. Ils vont d'eux-mêmes leur porter des fonds. Sans doute, cette pratique de l'émission directe est réservée aux maisons qui ont un crédit de premier ordre ; et, en admettant qu'elle ne puisse pas se renouveler fréquemment pour une même société, les banques lorraines ne perdraient pas beaucoup de ce chef. Mais une question plus large se pose : continueront-elles leurs progrès.

Leur avenir est lié à celui du bassin de Briey. On fonde, en général, des grandes espérances sur celui-ci. Certains auteurs prévoient une extraction annuelle de 20.000.000 de tonnes, lorsque tous les puits en fonçage seront en

aux actionnaires et obligataires. L'admission à la cote de Paris et de Bruxelles a été obtenue. Le rapport du conseil d'administration du 23 août 1910, constate le succès complet de cette émission.
— V. *Rapport*, p. 8.

(1) Les actions des aciéries de l'Est sont capitalisées à 3, 50 0/0, alors que leurs obligations rapportent 4 0/0 nets d'impôts.

(2) En 1909, la commandite Gailly frères et Cie ; en 1910, la brasserie de Champigneulle.

pleine exploitation. L'emploi de cette énorme masse de matière première n'est pas sans inquiéter les industriels de l'Est (1). Deux solutions peuvent être envisagées : l'exportation du minerai, l'augmentation de la production métallurgique française.

On compte beaucoup sur les débouchés des marchés belge, luxembourgeois et allemand, qui importent déjà des quantités plus grandes chaque année. On parle même du marché anglais si le canal de la Chiers à l'Escaut est creusé. Mais de nouveaux gisements (2) pourraient y faire concurrence à celui de Briey. Si cette éventualité ne se réalise pas, comme un certain nombre de grandes aciéries belges, allemandes et luxembourgeoises ont des participations assez importantes dans des concessions encore inexploitées, le jour où les travaux de premier établissement seront terminés, elles suffiront peut-être elles-mêmes à leurs propres besoins. En tout cas, il est à craindre que leurs achats supplémentaires n'arrivent pas à absorber les stocks de minerais disponibles sur le carreau des mines.

Il faudrait, pour les utiliser, augmenter la production nationale de la fonte et de l'acier. La consommation de ces métaux n'est guère susceptible de s'accroître en France. D'ailleurs des maisons étrangères viennent établir des usines dans l'Ouest et menacent de prendre une place im-

(1) Discours de M. Cavallier. — Cf. *Bulletin de la Chambre de commerce de Nancy*, septembre-octobre 1909.

(2) L'Ouenza, le bassin normand.

portante parmi les plus grands producteurs (1). Il serait donc nécessaire d'exporter. Mais sur les marchés extérieurs, notre métallurgie est dans un état d'infériorité certaine vis-à-vis de ses concurrents allemands qui possèdent à la fois la houille et le fer. Ce sont eux qui règlent le prix de revient de nos usines, que le manque de charbon rend tributaires du syndicat des cokes de Westphalie. Cette situation ne peut se modifier, à moins que les échanges de concessions avec les industriels de la Ruhr ne se développent, ou qu'un consortium des mines de fer n'essaye vis-à-vis des maîtres de forges rhénans, la politique que pratique le syndicat d'Essen à l'égard de la sidérurgie française.

Devant ces incertitudes, on peut se demander si la méthode suivie dans la mise en valeur du bassin de Briey a été la meilleure. Au lieu de multiplier le nombre des sociétés, il eût peut-être été préférable, dans les limites de la loi, de constituer quelques puissants sièges d'extraction. Le capital de premier établissement plus faible, aurait été moins difficile à rémunérer, et la surproduction ne serait pas à craindre. Les nombreux puits qui sont forés, vont nécessiter, pour leur achèvement, des centaines de millions. L'effort financier ne répondra peut-être pas entièrement aux espoirs actuels.

(1) M. Thyssen, a constitué le 30 mai 1910, la Société des hauts fourneaux de Caen après avoir, il y a 6 ans, acheté les concessions de Batilly et de Jouaville, et aurait l'intention d'élever dix hauts fourneaux à Caen pour exploiter le minerai de la concession normande de Dielette. — Voir l'*Information* du 30 juillet 1910.

En tous cas, il donnera pendant quelques années encore un vaste champ d'activité aux banques lorraines. Celles-ci, d'ailleurs, trouveront aussi des éléments d'action nouveaux dans la création des usines électriques (1), dans les vallées de la région. Mais quand elles auront lancé ces affaires, quand elles rayonneront sur tous les départements, qui forment le prolongement direct du bassin de Longwy-Briey, les banques lorraines, tout en conservant leur caractère particulier, seront naturellement amenées, pour utiliser les appuis financiers qu'elles rencontrent de plus en plus nombreux auprès des capitalistes étrangers à la contrée (2), à chercher des opérations plus fréquentes en dehors de l'Est, et à essayer, comme leurs confrères du Nord, de Lyon et de Marseille, d'acquérir une place sur le marché de Paris.

(1) La Compagnie générale d'électricité vient de décider la création d'une filiale autonome à Nancy pour remplacer la succursale actuelle et étendre son champ d'action en Lorraine.

(2) L'émission des nouvelles actions de la banque Renault a été couverte en grande partie par des souscripteurs étrangers à la région. — Voir *Circulaire Renault* du 30 juillet 1910.

Vu :

Le Président de la thèse,
P. CAUWÈS.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	Pages v
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

LE MILIEU LORRAIN

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les richesses naturelles.</i>	7
SECTION I. — <i>Le fer.</i>	7
SECTION II. — <i>Le sel.</i>	16
SECTION III. — <i>Les eaux minérales.</i>	19
SECTION IV. — <i>La houille.</i>	20
CHAPITRE II. — <i>Les apports de l'économie nationale</i>	22
SECTION I. — <i>Industries importées</i>	23
Vêtement	23
Livres	26
SECTION II. — <i>Industries développées</i>	27
Brasserie	27
CHAPITRE III. — <i>Les industries dérivées.</i>	30
SECTION I. — <i>Alimentation</i>	30
SECTION II. — <i>Bâtiment.</i>	32
SECTION III. — <i>Eclairage. — Transports.</i>	34
CONCLUSION.	36

DEUXIÈME PARTIE

LES ORGANISMES BANCAIRES.

SECTION I. — <i>Etude synthétique.</i>	41
--	----

SECTION II. — <i>Etude analytique.</i>	48
Lévy-Bettinger et Cie	48
Banque d'Alsace-Lorraine.	49
Banque Renault.	51
Société Nancéienne.	52
Banque de Nancy	57

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION DES BANQUES SUR LE MILIEU

SECTION I

Etude synthétique.

CHAPITRE PREMIER. — La pénétration de la banque et de l'industrie	59
CHAPITRE II. — L'appui donné par la banque à l'industrie	46
I. — L'escompte.	64
II. — La réescompte	65
III. — Le compte débiteur.	67
IV. — Les ouvertures de crédit	68
V. — Les émissions.	69
VI. — La bourse de Nancy	74

SECTION II

Etude analytique.

CHAPITRE PREMIER. — Société Nancéienne	76
CHAPITRE II. — Banque Renault	99
CHAPITRE III. — Banque d'Alsace-Lorraine.	115
CHAPITRE IV. — Comptoir d'escompte de Nancy	122
CHAPITRE V. — Banque de Nancy.	125
CONCLUSION	129

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
